حسن بوسف اللويشي

Dr.Budabbus

حسن بوسف اللويشي

REFLEXIONS JAMAHYRIENNES

-2-

حسن بوسف اللويشي

حسن بوسف اللويشي

المركز العالمي لدراسات وأبحاث الكتاب الأخضر

حسن أبو يوسف اللويبي

Dr. BUDABBUS. R. M

Reflexions Jamahyriennes

_2_

منشورات
المركز العالمي لدراسات وأبحاث الكتاب الأخضر

جميع حقوق الطبع محفوظة

للمركز العالمي لدراسات وأبحاث الكتاب الأخضر

ولا يجوز نشر الكتاب أو أي جزء منه أو تخزينه أو تسجيله بأية وسيلة علمية مستحدثة، أو الاقتباس من تخريجاته الحديثة، أو تعليقاته العلمية، أو تصويره دون موافقة خطية من المركز العالمي لدراسات وأبحاث الكتاب الأخضر.

الوكالة الليبية للترقيم الموحد للكتاب

دار الكتب الوطنية

بنغازي - ليبيا

هاتف: 9090509 – 9090379 – 9097074

بريد مصور: 9097073

البريد الإلكتروني: libya@hotmail.com-lib-nat

اسم الكتاب : Reflexions Jamahyriennes

اسم المؤلف : Dr . BUDABBUS. R . M

❖

رقم الردمك ISBN 9959 – 26 – 193 - x

❖

الطبعة الأولى 1427هـ – 2006 م

حسن يوسف اللويشي

حسن أبو يوسف اللويبي

Tables Des Matières

1. A propos de la question de la souveraineté 5
2. Marxisme Et Revolution Theorie Et Praxis 17
3. Conservatisme et progressisme 71
4. Le Monde Unipolaire et la Démocratie 79
5. Terrorisme et Anti-Terrorisme 93
6. Mondialisation et Etat National 111
7. Quelle démocratie face à la mondialisation du marché? 129
8. La démocratie directe replique à la mondialisation 137
9. Civilisations et anti-civilisation 149
10. Les conditions nécessaires du dialogue 165
11. Appel aux hommes: un fondamentalisme peut cacher un autre 175
12. ISRatine Pour mettre fin aux souffrances des uns, et à l'insecurité des autres 187
13. En guise de conclusion 195

1 A propos de la question de la souveraineté

متاح للتحميل ضمن مجموعة كبيرة من المطبوعات من صفحة
مكتبتي الخاصة
على موقع ارشيف الانترنت
الرابط
https://archive.org/details/@hassan_ibrahem

Qu'est-ce-que la souveraineté?

La souveraineté veut dire dans le sens général du terme, et d'un point de vue positif, le droit de la personne souveraine de jouir de tout ce qui lui est propre en tant qu'individu libre de lui même. Mais d'un point de vue négatif. elle signifie l'inaliénabilité de ce droit de même que sa non-subjugation à toute obstruction. C'est ainsi que l'on dit que tel individu est souverain de lui-même ou que telle personne est souveraine d'elle-même quand celle-ci est libre de décider de ce qui la concerne.

Cependant la souveraineté a une autre signification d'ordre plus général. En effet l'existence de l'homme au sein de la société, ou d'un groupement d'individus présuppose une autre forme de souveraineté et une pratique différente de celle que l'on trouve au niveau individuel. De cette manière, ce groupement de personne connait des exigences, des régles et des lois lesquelles ne concernent pas tel ou tel individu isolèment mais l'ensemble des êtres formant ce groupe - A titre d'exemple on peut citer la législation et lois relatives à l'utilisations de la richesse et du patrimoine de la société... etc... lesquelles sont autant de choses que l'on ne peut ramener à des individus isolés.

Bien évidemment de telles décisions sont généralement prises collectivement puisque à ce niveau la souveraineté devient indivisible sauf en cas de division de la société en elle-même. Mais à ce moment là, la souveraineté elle-même disparait et l'affaire dans de telles circonstances ne concerne plus seulement un mariage ou un divorce donné, mais plutôt la réglementation générale du premier et du second l'affaire dans ces mêmes circonstances ne se ramène plus à la procréation ou à la non procréation, au choix du métier de l'individu ou de la compagne de sa vie, au type d'éducation à donner ou à sa préférence pour tels repas ou tels habits... etc, ce qui est en définitive du ressort de l'individu en tant que tel, mais ce dont il s'agit ici, c'est ce qui est indivisible car concernant la communauté dans son ensemble. or bien qu'en réalité ces affaires concernent chaque individu, elles ne peuvent être divisées que par la division de la communauté elle-même, et de sa destruction en tant que groupe, et en fin d'analyse l'anéantissement de la souveraineté c'est la raison pour laquelle la déclaration des Droits 1789 -Article- 3, définit la souveraineté comme étant un pouvoir politique authentique d'où jaillissent l'ensemble des libertés et où elles trouvent leur origine légale.

La déclaration rappelle donc cette origine collective et affirme: «Le principe de toute souveraineté de la nation est qu'aucun individu ou aucun organe ne peut y exercer le pouvoir»[1].

En considération de cette origine collective de la souveraineté, on peut dire à cet égard, qu'elle est indivisible sauf par divisions de la collectivité elle-même. Or jusqu'à présent, l'ensemble des régimes qui ont confisqué ou usurpé la souveraineté ne sont arrivées à cette fin que par l'individualisation de la communauté. Cependant cette individualisation mène à la disparition de la

(1) Lalande: vocabulaire technique et critique de la philosophie, p1516.

souveraineté et de la légalité et il s'ensuit la pratique d'un pouvoir dépourvu de tout aspect légal.

Mais si la souveraineté est ainsi, tout ce qui est indivisible est-il possible de le confier à une tierce personne pour se charger de son exécution.

La réponse de Rousseau est en réalité gênante et contradictoire, tandisque son «contrat social» n'est pas clair sur ce point puisque lorsque la collectivité donne la souveraineté à une tierce personne à titre d'hypothèse - lui est-il possible de lui reprendre cette même souveraineté.

Si celà venait à y arriver, et c'est la critique de fichte, alors, celui auquel on fait procuration de cette souveraineté n'est pas tout à fait souverain-Quant au maitre réel de cette souveraineté c'est à dire la collectivité; En d'autres termes ceux qui l'ont perdu parcequ'ils l'ont donné à une tierce personne, ils ne peuvent s'en déclarer souverain même si en théorie elle leur revient de plein droit. Mais que se passe-t-il donc si cette tierce personne refuse de remettre ce sur quoi lui a été fait acte de procuration?.

Ici, le point de vue de Hobbes est clair: la souveraineté est indivisible, En fait la logique de Hobbes ne contredit pas ce principe mais en déduit logiquement et pratiquement que deux individus ne peuvent être maitres en même temps de cette souveraineté. La société ne peut être souveraine alors même que l'on fait acte de procuration de cette souveraineté à une tierce parsielle. Car si cette hypothèse s'avère vraie, La souveraineté du maitre procureur sur celle-ci se trouve paralysée du fait de droit de lui reprendre qui est donné à celui qui a fait ordre de procuration. Dans le cas contraire, la société perd sa souveraineté, car à ce moment là il n'est même plus imaginable de trouver une solution théorique afin que le souverain réel exerce sa souveraineté sans avoir à désigner un tuteur sur celle-ci. Hobbes en arrive à considérer que lorsqu'il est fait acte de procuration de souveraineté

à un tiers, il n'est plus permis de lui reprendre par celui qui l'a donné. La société est la véritable souveraine mais elle perd cette qualité quand elle s'en dêmet au profit d'une tierce personne. La souveraineté quand elle est remise à quiconque ne peut être reprise, car ceci voudrait dire qu'il existe plus d'un maitre sur cette souveraineté. Cependant celle -ci n'est pas divisible et demeure en tant que telle.

La vérité est que Rousseau, en dépit des différents chemins tortueux qu'il emprunte, à commencer par l'emphase qu'il met sur l'indivisibilité[1] et sur l'inaliénabilité de la souveraineté, finit par arriver à ce qu'il refusait au départ. Lui aussi ne pouvait imaginer que le maitre de la souveraineté puisse l'exercer. Or puisqu'il se trouve entre deux éxigence inconciliable pour lui-car d'une part il considère de manière catégorique que la source de la souveraineté est la nation ou la société et que d'autre part le maitre de la souveraineté ne peut l'exercer, il finit par conclure à la «nécessité de l'existence d'une force coercitive globale de nature à préparer et à mobiliser toutes les parties concernées selon la façon la plus adéquate - de cette façon la nature peut conférer à chaque individu un pouvoir total sur l'ensemble des organes de la société. Ainsi la charte nationale prête à la structure politique, un pouvoir-lequel s'il est mûr par la volonté publique-porte le nom de souveraineté»[2].

Quant à la solution moderne à ces deux éxigences contradictoires, nous trouvons son origine dans la déclaration des principes de 1789, article-3 Laquelle inspire Rousseau mais préoccupe Hobbes. «Le principe de toute souveraineté de la nation est qu'aucun individu ou aucun organe ne peut y exercer le pouvoir sauf si celui-ci émane directement de cette nation

(1) J.J. Rousseau: Le contrat sociale p: 65, 66, 67.

(2) Ibid, p: 63, 64.

même»[1]. Il y a en ceci une tentative de lier deux contraires: Le droit de retirer la souveraineté à celui auquel on l'a confiée à condition que ce droit ne paralyse pas l'exerce de la souveraineté qui lui est conférée: c'est cela que l'on retrouve et qui a abouti aux régimes parlementaires et aux élections.

Mais cette solution est morte-née. La difficulté première qu'elle rencontre en effet la rend illogique et irrationnelle, Car concéder la souveraineté par hypothèse veut dire concéder le pouvoir, or le pouvoir, et comme le définit Rousseau, veut dire avant tout la coercition. D'un autre côté Rubert Hahl, la définit comme étant «une relation entre deux agents actifs dans laquelle l'un supporte l'autre l'autre par un effet d'ascendance à condition même qu'ils agissent de manière différente dans le sens de ce qu'ils voulait faire»[2]. En d'autres termes. ceci veut dire la mutation de la collectivité, de la nation ou du peupled'une situation de souveraineté à une autre dans laquelle la souveraineté l'exerce sur lui. Or comment peut-il y avoir de source de souveraineté sans souveraineté et comment un individu peut-il accepter librement de se retrouver dans une situation où il n'est plus libre?

Et c'est ainsi que la deuxième problématique se trouve être consécutive de la première. Car céder la souveraineté à titre d'hypothèse signifie par là même non-souveraineté. De cette Façon l'individu auquel la procuration de souveraineté a été faite peut prendre un pouvoir encore plus important que la source même de cette souveraineté quant au premier maitre de cette souveraineté, il ne lui reste plus aucun pouvoir sur la personne à laquelle il a confié une procuration.

Montesquieu, a exprimé quant à lui avec sincérité en affirmant «qu'il est faux de dire que celui qui est élu a plus de

---

(1) Ibid, P: 70.

(2) Rubert Hahl: L'analyse politique contemporaine. p: 53.

pouvoir que l'électeur, et que ce dernier n'a aucun pouvoir sur le premier»[1].

En troisième lieu, qui peut garantir que la personne chargée par procuration du pouvoir ne le confisque et ne l'usurpe définitivement et refuse de la remettre à son véritable maitre-cette situation pourrait-elle éventuellement justifier la doctrine d'Hobbes? En réalité il n'existe aucune garantie pour celà et c'est la raison pour laquelle duverger considére que l'on ne peut confier le pouvoir à un parti ou à une coalition de partis que dans le cas où l'on juge qu'ils respectent deux principes: préserver la liberté du citoyen et se désister du pouvoir si les résultats des élections en décident ainsi»[2].

Or si l'on ne prend pas en considération la possibilité qu'à le pouvoir d'orienter les élections de manière directe ou indirecte, il nous reste cependant à nous demander qui peut garantir le respect de ces deux principes? Comment peut-on en assurer la préservation? La réponse est cependant décevante.

Duverger dit d'ailleurs catégoriquement que le «principe constitutionnel ne suffit absolument pas pour garantir le respect de ces principes si le tout ne repose pas sur une foi en les valeurs»[3].

En d'autres termes l'affaire repose sur les bonnes intentions!

Ceci fait dire à certains que «les démocraties libérales ne sont pas un rempart contre le totalitarisme mais que par leur principe même, elles représentent l'essence de son existence»[4].

Le chapitre I du «Livre vert» dit quant à lui «que les plus féroces dictatures que le monde ait connu sont apparues au sein des assemblées parlementaires»[5].

---

(1) Montesquieu: Mes pensées.

(2) Duverger: La république du citoyen, p: 19.

(3) Ibid.

(4) Alain Pineau: Des pensées à leur place, p161.

(5) Moammar El Kaddafi: Chapitre I du «Livre vert» p: 14.

Ainsi une nouvelle contradiction s'ajoute à la précédente-celle-ci en effet repose sur le fait que les maitres de cette souveraineté s'en démettent mais ne la concédent pas à un tiers.

D'autre-part ils s'en démettent définitivement comme c'est le cas selon d'autre- part ils s'en démettent définitivement comme c'est le cas selon Horbis à une tierce partie- Si l'on accepte cette hypothèse comme postulat, comment peut-on admettre qu'une génération se désiste entrainant avec elle une autre génération? Comment le désistement des parents peut-il entrainer la confiscation des droits des enfants?.

Néanmoins le désistement de la souverainté est exactement à l'instar de sa divisibilité: une chose impossible. Ici nous remarquons que les maitres de la souveraineté «n'ont aucune souveraineté», tandisque le tiers est «maitre» mais non souverain-voilà donc une autre contradiction. la pratique effective de la souveraineté se trouve donc coupée de l'origine réelle de celle-ci, car il n'existe aujourd'hui aucun régime qui ose prétendre qu'il est maitre de sa souveraineté ou qu'il est son origine réelle. mais bien au contraire, même les régimes les plus tyranniques prétendent que leur souveraineté leur est dévolue par le maitre-souverain et qu'elles représentent Celui-ci. Toujours est-il que dans leur exercice de cette souveraineté-pouvoir, elles gêlent même souveraineté et il en va de cette façon même dans les régimes démocratiques parlementaires. l'exercice de la souverainté n'y est pas morcelé et ceci ne diffère pas en réalité de beaucoup de ce à quoi aboutit Horbis en traitant ce sujet. Ce dont-il s'agit ici, c'est du Horbis déguisé en Rousseau. Le principe de John Locke à propos de la division et du partage des pouvoirs en d'autres termes la divisibilité de la souveraineté, n'est en réalité qu'une illusion le droit de dissoudre le parlement et d'avancer les élections, de révoquer un gouvernement et d'en désigner un autre et définir ses prérogatives, tout cela fait du tuteur de cette souveraineté, une seule et unique

personne. car quelle que soit la multiplicité des pouvoirs au sein d'une société, il existe toujours une personne dont le pouvoir précède tous les autres.

La souveraintè repose dans les faits entre les mains du roi ou du président de la republique ou de toute autre personne possédant ces «droits» ce qui fait que toute séparation des pouvoirs: législatif, exécutif et judiciaire n'est qu'une apparence cachant l'unicié de ces différents corps et leur regroupement entre les mains d'une seule personne ceci sous un déguisement pluraliste.

Alors que pouvons-nous faire? Il n'est pas possible de se démettre de la souveraineté, de même que ne le peuvent ses maitres que cela soit au niveau de la société ou de l'individu. De la même façon la souveraineté est indivisible sauf en cas d'anéantissement de cette société elle-même ou en asservissament l'homme?

Ce qui se produit c'est une séparation entre la souveraineté et l'exercice de cette souveraineté. Le peuple est le véritable souverain et c'est ce que reconnaissent les différentes constitutions à commencer par le déclaration-1793-Article-25- La souveraineté réside en le peuple lui-même: elle est inaléable, imprescriptible et ne peut-être dévolue»[1].

Cependant le peuple n'exerce pas cette souveraineté mais est obligé de la laisser à un tiers-cette obligation fait perdre en réalité à cette tierce partie sa légalité. En outre, quelle est la valeur d'une souveraineté qui ne s'exerce pas? c'est cela la situation de crise permanente: «Une souveraineté qui ne s'exerce pas et une pratique illégale», ce qui a toujours entrainé une crise permanente du pouvoir[2] ou enfante en toute circonstance des régimes politiques en crise-celle-ci ne sera enfin résolue que par la disparition de la procuration du pouvoir et de la souveraintè!

---

(1) Lalande: Vocabulaire technique et critique de la philosophie, P. 1016.

(2) Voir Les explications N°4 La Crise de Souveraineté et la législation.

D'autre-part, si l'on considère la question d'un point de vue individuel, on découvre cette mascarade tragique qui nait de la séparation de la souveraineté et de l'exercice de celle-ci. En effet, si nous comprenons tous et que nous acceptons comme évidence inconsistable que l'homme est souverain de lui-même, mais qu'en contre-partie il n'exerce pas cette souveraineté mais en charge une tierce personne pour s'en servir à sa façon, que ce passe-t-il donc? Si l'on applique à titre d'exemple cette situation à la Femme alors cette mascarade tragique se montre à nos yeux de la manière la plus claire possible. que la femme soit souveraine d'elle-même, ceci est une évidence, mais en cas de séparation entre sa souveraineté et son exercice alors cette souveraineté n'est plus exercée et ses affaires se voient confiées à une tierce personne, que se passe-t-il donc? Il s'ensuit la prostitution même si celle-ci peut-être organisée par contrat, et la situation est ainsi car elle ne posséde pas le pouvoir de refuser, d'accepter, ou de choisir etc.

Les peuples quant à eux, quand ils se démettent de l'exercice de cette souveraineté ne diffèrent pas beaucoup de cette femme qui a abanbonné «L'exercice de sa souveraineté» en application du contrat «des élections» pour que les autres décident à sa place. Ici on ne peut prétendre se justifier en avançant la théorie du programme électoral en vertu duquel les gens dévoluent leur voix à d'autres personnes. Les hommes eux aussi lorsqu'ils appliquent un contrat sur une femme la bercent de paroles mielleuses mais dans les deux cas rien n'est réellemt respecté.

Or si l'on veut être juste envers cette femme et se remettre les choses dans leur cours naturel que doit-on donc faire ou dire? Pour que la femme ne perde pas effectivement sa souveraineté sur sa personne, elle doit en conséquence avoir le droit de l'exercer et ne pas la concéder à une tierce parsielle. De la méme manière, Les peuples doivent nécessairement avoir le droit d'exercer leur

souveraineté ceci afin que le droit de souveraineté sociale ne s'oppose pas a son exercice même - ceci ne peut se réaliser que lors que l'exercice de la souverainetese pratique par le détenteur de celle-ci, c'est à dire la société ou le peuple.

Quand le chapitre I déclare par exemple aprés toutes les vicissitudes qu'ont connues les expériences politiques des sociétés humaines que «La souveraineté du peuple est indivisible»[1] ou (on ne peut concéder la souveraineté), ou «pas de substitut au peuple, la représentation est une imposture»[2], il se charge de cette façon de vider ces deux principes de leur contenu pour recourir par la suite à une notion métahysique telle que la volonté populaire selon Rousseau et laquelle s'exprime par l'intermédiaire d'un groupe politique auquel est confié l'exercice de la coercition[3]. Ceci veut dire que l'organe politique «Le gouvernement» controle tout mais n'est soumis à personne la souveraineté populaire signifie que la souveraineté ne peut-être dévolue et n'accepte pas de représentativité. Ainsi afin de réaliser ce but le «Livre vert» invente au chapitre I Une methode qui résoud la contradiction entre la souveraineté et son exercice, méthode selon laquelle la souveraineté reste inaliénable et impresecriptible. Les individus qui par leur groupement forment la «société» connaissent le phénomène de la souveraineté sociale et exercent cette politique dans leurs décisions et dans leur autorité en les comités d'éxécution: c'est cela le style des congrés populaires.

---

(1) Moammar El Kaddafi-Chapitre I. p: 22.

(2) Moammar El Kaddafi-Chapitre I. p: 9.

(3) Voir Russeau, Le Contrat social p 70.

2

Marxisme Et Revolution
Theorie Et Praxis

I

Selon Marx, La révolution est le produit inéluctable de la structure même de la société. La révolution n'est donc pas, d'aprés cette définition, un phénomène anormal ou déviant, pour employer le langage psychologique de certains. Puisqu'elle se fonde sur les antagonismes de base inhérents aux systèmes sociaux.

La révolution, chez Marx, est l'aboutissement d'un déséquilibre entre, d'une part, les moyens de production ou, de manière plus générale, les forces productives et les rapports de production d'autre part. L'on ne peut comprendre le point de vue marxiste sur la révolution si l'on fait abstraction de ce principe de base essentiel. Dans l'optique marxiste, ce sont les moyens de production et leur développement qui expliquent la révolution. Marx avait en effet fini par abandonner le concept de la lutte des classes au profit de la théorie sur le «conflit», si l'on peut dire, entre les moyens de production et les rapports de production. En d'autres termes, ce sont les conditions matérielles, la base matérielle de la société qui expliquent la révolution.

Comment la révolution éclate-t-elle de cette manière? En quoi est-elle nécessaire?

Pour expliquer la révolution Marx commence par énoncer cette régle élémentaire qu'il considère comme une loi naturelle tant elle est claire et évidente: les moyens de production se développent très rapidement tandis que les rapports de production évoluent plus lentement. C'est ainsi qu'au bout d'un certain temps, les rapports de production finissent par accuser un retard par rapport aux moyens de production. Un fossé va alors les séparer, d'où naîtra un antagonisme puisqu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves»[1].

En d'autres termes, Les rapports de production se développent jusqu'a un certain niveau, rapidement dépassé par les moyens de production, si bien que ceux-ci finissent par ne plus avoir de rapports de production propres, car les anciens ne leur sont plus adaptés. Or, lorsque l'on en arrive à un tel décalage, commence «l'étape de la révolution sociale»[2] dont le but est d'abolir les anciens rapports pour les remplacer par de nouveaux. Ainsi, l'évolution du mode de production implique que les éléments constituent une formation sociale donné finissent par devenir inadaptés. La révolution, toujours selon la même optique, n'est autre dans ce cas que la volonté d'abolir des rapports sociaux périmés et de les supplanter par de nouvelles relations sociales - rapports de production- qui soient en harmonie avec l'évolution intervenue dans les moyens de production; et ce, jusqu'à ce que le cycle recommence à nouveau.

C'est à ce niveau de la théorie de Marx que le bât blesse car elle achoppe sur un écueil qu'il n'a pas dépassé: En effet, si l'on va jusqu'au bout de son raisonnement, on aboutit à une impasse:

---

(1) Marx «Contribution à la critique de l'économie politique» p: 56.

(2) Marx Ibid.

l'infini. Il suffit qu'une harmonie soit réalisée entre les rapports de productions et les forces productives pour qu'un décalage ne tarde pas à apparaître rendant à son tour nécessaire la révolution qui restaurera l'équilibre initial. et ainsi de suite jusqu'à la fin des temps.

Le raisonnement marxiste admet donc deux hypothèses pour sortir de cette impasse: la première est que l'histoire, parvenue à une étape donnée puisse échapper à cette loi, ce qui prouverait par là-même qu'elle n'en est pas une.

Or c'est précisement la conclusion à laquelle on aboutit lorsque l'on analyse les réponses apportées par le marxisme aux trois questions suivantes:

1 - Pour que les moyens de production entrent en conflit avec les rapports de production caractérisant l'état antérieur des moyens de production, il faut que ces derniers évoluent plus rapidement que les rapports de production. Jusque là Marx et les marxistes sont bien volontiers d'accord avec nous. Mais en poussant plus loin le raisonnement, on constate que le contenu peut, -ou mieux encore- doit précéder le contenant. Or, peut-il exister un contenu sans contenant? En outre, Comment l'évolution des moyens de production peut-elle ne pas entraîner nécessairement et simultanément celle des rapports de production?

2 - Quels sont les effets de l'infrastructure, moyens de production, forces productives, mode de production, sur la superstructure, c'est à dire, les lois, les croyances... etc?

3 - En admettant que l'évolution des moyens de productions provoque celle de la société, qu'elle soit le moteur de l'histoire et le facteur déterminant de la révolution, on peut légitimement se demander quel est l'élément responsable de développement des moyens de productions eux-mêmes?

Toute étude de l'interprétation marxiste de la révolution implique nécessairement l'analyse approfondie des réponses apportées par le marxisme à ce genre de questions.

D'autre part, en partant du principe de base fondant la théorie marxiste de la révolution, selon laquelle, comme nous l'avons vu, malgré l'évolution rapide des moyens de production, ceux-ci sont à un moment donné en harmonie avec les rapports de production, nous sommes en droit de nous demander pourquoi cela ne se vérifie-t-il pas dès maintenant?

La théorie marxiste suppose donc une deuxième hypothèse, à savoir qu'il existe un autre moyen que le recours à la révolution, d'instaurer une harmonie entre rapports de production et forces productives. Or, il suffit que ces deux hypothèses se vérifient pour que la validité de la conception marxiste de la révolution soit remise en cause.

En effet, si, d'une part l'on peut parvenir à maîtriser la rapidité d'évolution des moyens de production de sorte qu'elle n'entraîne pas l'apparition d'un «fossé social» et que ceux-ci demeurent adaptés aux rapports sociaux; et si, d'autre part, l'on peut, dans le cas où ce fossé finirait par ce creuser, rétablir l'équilibre initial sans avoir recours à la revolution, la preuve de caractère érroné de l'interprétation marxiste sera ainsi faite.

L'erreur de Marx, et pas ici seulement, est d'avoir construit sa théorie sur une contradiction: d'une part, il considère qu'il existe une logique implacable de l'histoire, une loi absolue à laquelle l'on doit obéir[1]. «A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, où ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors»[2]. Par cette méme

(1) Martin Malia, «compréhension de la révolution russe», p: 22.

(2) Marx cité par Calvez dans «La pensée de Karl Marx» p: 9.

affirmation, il admet qu'une étape historique donné puisse ne pas être régie par cette loi absolue. Or, la logique veut que s'il existe véritablement une loi absolue et catégorique de l'histoire, elle doit être valable jusqu'à la fin des temps ou même à l'infini. ce qui signifie qu'aucune étape de l'histoire ne peut échapper à cette loi.

La deuxième affirmation erronée est que les forces productives (le contenu) se développent plus rapidement que les rapports de production (le contenant). ce qui revient à dire que le contenu finira par ne plus avoir de contenant et, inversement, que le contenant sera vidé de tout contenu. Ainsi, selon cette théorie, la situation sociale de crise qui aboutit à la révolution, procéderait-elle d'une inadéquation entre le contenu et le contenant, le dernier n'étant plus en mesure de renfermer le premier. Or, en réalité, il est impossible, ne serait-ce que d'imaginer un contenu sans contenant, et réciproquement. Car le contenant ne se développe que si le contenu se développe aussi. D'autre part, il n'existe pas de contenant sans contenu. Par conséquent il est difficile de concevoir que les moyens de production et le mode de production puissent connaître une évolution qui n'aille pas de pair avec celle des rapports de production.

En vérité, lorsque Marx parle de sa théorie d'un retard des rapports de production. il ignore ou feint d'ignorer les rapports réels pour se préoccuper uniquement de «rapports institutionnalisés» (en français dans le texte) qui accusent effectivement un retard sur les rapports réels. Toutefois, ce retard n'a pas pour cause ou effet le conflit des moyens de production avec les rapports de productions mais la lutte opposant les bénéficiaires des moyens de production et des rapports qu'ils engendrent, à ceux qui s'en trouvent lésés et sont opposés à tout entérinement du «statu quo» par la loi.

Pour ce qui est du rôle joué par l'infrastructure, les textes abondent en la matière car Marx la considère comme un facteur

déterminant. Nous nous bornerons donc ici à en citer quelques-uns. Il dit notamment dans la «Misère de la philosophie»:

«Vraiment, il faut être dépourvu de tout connaissance historique pour ignorer que ce sont les souverains qui, de tout temps, ont subi les conditions économiques, mais que ce ne sont jamais eux qui leur ont fait la loi. la législation tant politique que civile ne fait que prononcer, verbaliser le pouvoir des rapports économique»[1].

Et il ajoute dans «Contribution à la critique de l'écomonie politique»: «Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure...»[2]. Il explique, en effet, qu'une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions matérielles d'existence de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société»[3].

On retrouve toujours la même idée dans cet autre passage:

«Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leur forces matérielles»[4].

Par conséquent, il ne faut pas chercher une explication à la révolution dans la superstructure systèmes politique, législatif, etc... qui n'est en fait que le prolongement ou le «reflet» (terme cher à Lénine) de l'infrastructure. De même, son développement ne se fait pas automatiquement. Au contraire, c'est le seul domaine

---

(1) Marx: «Misère de la philosophie» P: 93.

(2) Marx: «Contribution à la critique de l'économie politique», p: 4.

(3) Marx: «préface à la critique de l'économie politique», p: 3.

(4) Marx: «préface à la critique de l'économie politique», p: 3.

où l'homme intervient en ce sens qu'il applique à la superstructure le jugement procédant de l'infrastructure. Son rôle -et il est bien modeste- consiste en effet à adapter les rapports de production au développement intervenu dans les moyens de production.

Parvenus à ce stade de la théorie marxiste, nous ne pouvons que nous demander qu'est-ce qui fait que les moyens de production se développent. En d'autres termes, Pourquoi les moyens de production se développent-ils?

Comme l'on pouvait s'y attendre, la théorie marxiste va rechercher ailleurs que chez l'homme la réponse à cette question. Nous avons vu en effet qu'elle ne lui accorde qu'un rôle bien restreint, celui d'exécuter le jugement rendu par les moyens de production contre les rapports de production.

- Mais avant d'analyser en profondeur la réponse de Marx, arrêtons nous sur ce passage que nous avons déjà cité: «A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues Jusqu'alors»[1].

Ainsi, Les forces de production (le contenant) se développent-elles à l'intérieur du contenant (rapports de production) Jusqu'à un certain stade pour en sortir ensuite. Exactement comme le poussin se développe dans l'œuf jusqu'au moment où il est obligé de briser la coquille. Aprés lui avoir permis de se développer, celle-ci est en effet devenue pour lui une «entrave» qu'il doit rompre absolument pour ne pas mourir. Ce sont, en vérité deux processus semblables, à cette différence près que nous savons que le développement du

(1) Marx: «Contribution à la critique de l'économie politique», p: 55

poussin s'effectue automatiquement selon des lois biologiques. Ce qui nous ramène donc à la question: En fonction de quoi les moyens de production se développent-ils? Et, Par là, nous en arrivons au deuxième écueil sur lequel la pensée de Marx a achoppé. Il attribue en effet ce développement à des facteurs inhérents aux moyens de production, c'est-à-dire à une dynamique qui leur serait propre. Il affirme clairement et catégoriquement: «Sans doute, la propriété privée pousse elle-même par son simple mouvement économique à sa propre succession, mais elle ne la fait que par un développement indépendant d'elle, inconscient, qui se produit contre sa volonté et qui est conditionné par la nature des choses, elle ne le fait qu'en produisant le prolétariat, c'est-à-dire la misère consciente de la misère physique et spirituelle la dés-humanisation consciente de la dés-humanisation et donc se supprimant elle-même. Le prolétariat exécute donc le jugement que la propriété privée a portée sur elle-même par la production du prolétariat, il exécute tout autant le jugement que le salaire porte sur soi-même en produisant la richesse étrangère et la misère propre»[1].

Le sens de ce passage est évident: Les moyens de production sont gouvernés dans leur développement par une régle qui leur est propre. Ils sont donc loin d'être soumis aux rapports de production; ceux-ci, bien au contraire, sont soumis à ceux-là.

Par conséquent, si nous arrivons à étudier le développement des moyens de production (ou l'infrastructure) et à définir les lois qui président à ce développement, nous serons par là à même de comprendre l'évolution de la société et d'en connaître également les lois puisque celles-ci sont identiques à celles qui gouvernent le développement des moyens de production. c'était là, l'ambition de

(1) Marx: «La Sainte Famille» p: 132 -133.

Marx, ou du moins, le but qu'il pensait avoir atteint comme Engels l'a imaginé et déclaré dans un discours prononcé à l'occasion de ses funérailles: «Si Darwin a découvert la loi de l'évolution biologique, Marx lui, a découvert la loi de l'évolution de la société»[1].

Ainsi, pour comprendre les rapports de production, ou le système social en général, convient-il d'étudier tout d'abord, l'état des forces productives qui seul, permet de définir le stade historique ou le système social étudiés. Marx donne d'ailleurs à ce propos, l'exemple suivant:

«Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel»[2].

Résumons-nous donc: les moyens de production se développent conformément à une loi qui leur est propre, plus rapidement que les rapports de production et la révolution qui éclate pour abattre ces derniers n'a d'autre but ou moteur que de les remplacer par de nouveaux rapports qui s'harmonisent avec le nouveau mode de production[3].

Il convient de noter que la relation de propriété est assez ambigüe chez Marx: par moments, il la fait dépendre du développement des moyens de production et, partant, elle devient une partie de la superstructure en ce sens qu'elle est considérée en ce sens qu'elle est considérée comme une relation sociale; à d'autres, il la place sur un même pied d'égalité avec les moyens de production et il en fait, par là, un élément de l'infrastructure puisqu'il affirme que le système politique est celui de la propriété privée[4].

---

(1) Discours prononcée par Engels sur le tombeau de Marx.

(2) Marx «Misère de la philosophie» p: 119.

(3) Tucker: «La pensée révolutionnaire Marxiste» p:15.

(4) Marx «Critique de la philosophie de l'État de Hegel», cité par garaudy dans «Clefs pour le marxisme» p: 37.

Ce deuxième écueil sur lequel a buté la pensée de Marx nous apparaît désormais clairement: si les moyens de production suivent, dans leur développement, une loi qui leur est propre, cela signifie qu'il se sont développés, qu'ils se développent et se développeront toujours conformémment à cette loi. En d'autres termes, c'est le développement des moyens de production qui détermine le passage d'une étape historique à une autre. Par conséquent, si la preuve du contraire est faite, c'est-à-dire s'il existe une étape historique qui ne soit pas le produit du développement des forces de production, ce principe n'a plus du tout aucune valeur. Or, c'est précisement ce que Marx s'est vu contraint de reconnaître lorsqu'il a essayé d'expliquer le développement atteint par les moyens de production ou plus précisément l'accumulation capitaliste. Recherchant l'origine de cette dernière, il a du admettre que l'accumulation primitive a été engendrée par la violence. «-Dans les annales de l'histoire réelle, écrit-il, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, la règle de la force brutale qui l'a toujours emporté»[1]. L'accumulation primitive ne reposerait donc pas sur de facteurs économiques mais sur l'usage de la force[2].

La preuve est ainsi faite que la règle du développement autonome de moyens de production s'avère être une aberration lorsqu'on essaie de l'appliquer à l'histoire tout entière, car elle n'explique qu'une étape de celle-ci, le capitalisme. Comment peut-on prétendre expliquer tout le déroulement de l'histoire en se fondant sur un principe élaboré à une étape donnée de celle-ci et procédant de cette même étape?

Dans sa tentative de chercher une explication à l'évolution de l'histoire, on peut dire que Marx est allé de Charybde en Scylla

(1) Marx «Le Capital», III, p: 154.

(2) Calvez «La pensée de Karl Marx» pp: 187-190.

puisque, pour éviter la piège de l'infini, il a été amené à admettre que ce n'était pas un facteur économique qui était à l'origine de la première accumulation, et ainsi à se contredire.

Aprés avoir mis en lumière ces deux écueils du marxisme, poussons plus avant notre analyse critique de l'explication marxiste de la révolution.

Comme nous l'avons vu, l'idée dominante du marxisme est que le développement des moyens de production est à la fois la base et la condition de tout changement intervenant dans les rapports de production. «Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, affirme Marx, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions matérielles d'existence de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société»[1].

Affirmant qu'il s'agit là d'une vérité absolue-dont nous venons cependant de montrer les limites-Marx a lui-même résumé en trois points les nouvelles règles auxquelles conduit sa théorie:

1 - L'existence des classes est liée aux différentes étapes historiques, elles, même déterminées par le développement des moyens de production.
2 - La lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat.
3 - la dictature du prolétariat est une phase transitoire vers l'abolition des calsses et l'avènement d'une société sans classes. «Entre la société capitaliste et la société communiste, il ya la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. A cette periode correspond aussi une période de transition politique où l'état ne saurait être rien d'autre que la dictature révolutionnaire du prolétariat»[2].

---

(1) Marx «préface à la critique de l'économie politique» p: 4.

(2) Marx «Critique du programme de gotha» p: 96 (livre de poche 1973).

II

De ces principes de base énoncés par Marx lui-même, nous pouvons tirer les conclusions suivantes:

1 - La théorie des étapes: c'est-à-dire chaque étape en suit ou en précède une autre et aucune d'elles ne peut être décalée en aval ou en amont de la trajectoire suivie par l'Histoire.

2 - Le déterminisme cela signifie que si les conditions qui conduisent à une étape donnée sont arrivées à maturité, celle-ci verra nécessairement le jour. Marx établit en effet une comparaison entre le caractère inéluctable de l'écroulement du capitalisme et les déterminismes que l'on rencontre dans la nature[1]. Engels va même jusqu'à considérer que la révolution est un phénomène naturel soumis aux lois naturelles[2]. Kautskey se fonde également sur cette règle pour affirmer que tant que les conditions objectives de la révolution ne seront pas réunies, celle-ci ne pourra pas éclater[3]. Engels nous rappelle, enfin, la logique implacable qui découle du matérialisme historique en déclarant que les révolutions ne se commandent pas car elles sont l'aboutissement nécessaire de conditions indépendantes de la volonté humaine et de la direction des partis et même des classes[4]. De même que nous sommes incapables de changer d'un iota la trajectoire de notre planète autour du soleil -affirme Marx- nous ne pouvons empêcher l'apparition d'une nouvelle étape dés lors que les conditions matérielles qui la déterminent sont réunies[5].

3 - Ce sont les conditions matérielles qui entraînent une prise de

---

(1) Marx «Le Capital» I Tome 3 p:305.

(2) Lettre d'Engels à Marx du 23 / 2 / 1851.

(3) Kautsky: «le chemin de pouvoir» p: 13.

(4) Engels «Les principes du Marxisme» p:29.

(5) Marx «Le Capital» Tome 3 p: 205.

conscience des travailleurs: «Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience»[1]. Selon Marx, l'évolution des consciences va de pair avec le progrès technique. C'est pour cette raison que Marx était convaincu que seuls, les ouvriers de l'État capitaliste avancé étaient en mésure de déclencher une révolution[2]. Ce faisant il excluait entièrement les peuples du Tiers-monde, étant donné que la révolution attendue était nécessairement liée au développement des moyens de production.

Convaincu que l'évolution des moyens de production dans la société capitaliste avait atteint le point critique -c'est-à-dire la phase où le poussin doit briser sa coquille- il prévoyait que la révolution serait une révolution d'ouvriers uniquement puisque les ouvriers, ou le prolétariat, sont le produit des moyens de production capitaliste et, en même temps, la «négation» (en français dans le texte) de la société capitaliste. Le système capitaliste a, non seulement, forgé les armes qui lui donneront la mort; il a aussi engendré ses «propres fossoyeurs»: Le prolétariat. Le capital implique les rassemblements d'ouvriers; il implique la misère du plus grand nombre et l'accumulation des richesses dans les mains d'une minorité, d'où la division de la société en deux classes antagonistes: l'une qui possède tout et l'autre qui n'a rien, qui est dans l'indigence totale, constituant par là, ainsi que Marx l'a décrite, la société capitaliste en négatif. Or, précisement cet antagonisme qui conduit à la destruction du capitalisme par la classe ouvrière et par elle seule. Pour ce faire, l'industrie doit évoluer et se développer de sorte que l'accumulation des richesses se concentre dans les mains de quelques-uns seulement et qu'une

(1) Marx «Contribution à la critique de l'économie politique» p:55.

(2) Marx, Discours sur G. Vladimir, New York.

majorité vive dans la misère la plus totale. Faute de quoi la révolution ouvrière n'aura pas lieu; elle sera impossible.

C'est sur cette analyse que Marx s'est fondé pour décrire les événements de 1848-1851 en France. Il affirmait, à cette époque, que le prolétariat n'y était pas encore prêt pour la révolution car les conditions objectives adéquates n'étaient pas réunies. La bourgeoisie française, notait-il d'une part, n'avait pas encore atteint le niveau de développement nécessaire, ce qui signifie que les moyens de production eux-mêmes accusaient un retard. D'autre part, le prolétariat n'avait pas compris le rôle historique qu'il devait jouer, d'où sa faiblesse, elle même consécutive à celle de la bourgeoisie.

On retrouve là une équation fondamentale de la pensée de Marx: dès lors que le capitalisme se consolide et s'épanouit le prolétariat se renforce et prend conscience de son rôle qui consiste à exécuter le jugement de l'histoire contre ses «maîtres». Et réciproquement, si la bourgeoisie est faible et en retard, le prolétariat accusera lui aussi des faiblesses et n'aura pas pleinement conscience de son rôle. Il est donc clair pour Marx que la classe ouvrière n'avait pas atteint le niveau requis, c'est pour cela qu'elle a été incapable de faire la révolution[1]. De concert avec le Comité central de l'Internationale, Il n'a eu de cesse de mettre en garde les ouvriers français, quelques mois avant la commune, contre les conséquences que pourrait entraîner un soulèvement immature[2].

Le Parti communiste russe eut exactement la même attitude avant les événements de Février 1917, à l'égard des ouvriers en colère de St-Petersbourg, les appelant à se méfier des conséquences que le déclenchement des hostilités contre le pouvoir en place

(1) Marx, «La lutte des classes en France» p: 37.

(2) G. Gurvitch «Proudhon» p: 105.

entraîneraient. de même que Marx n'avait accepté la commune de Paris que devant le fait accompli, le parti communiste russe, se fondant sur l'analyse marxiste de la situation sociale, n'a suivi la révolution populaire qu'après son déclenchement et son succès.

On le voit, les conclusions tirées par Marx de son analyse de l'histoire ne se vérifient pas toujours, Il suffit en effet de considérer la réalité des faits, qui selon lui, est le point de départ de toute théorie, pour constater qu'elle contredit le fondement même de la thèse marxiste. Loin d'accroître la puissance du prolétariat, le développement du capitalisme n'a fait que l'affaiblir et le diviser. Le capitalisme n'a pas, aujourd'hui, à faire face à une classe imposante et misérable puisqu'il a réussi à en créer de novelles dont les intérêts sont liés, à des dégrés divers, aux siens.

De même, L'histoire contemporaine a montré qu'en dépit de la faiblesse de la bourgeoisie russe et de la quasi-inéxistence de cette classe en Chine, la révolution a tout de même été un «succès» dans ces deux pays, comme ce fut également le cas ailleurs.

Aussi sincère et logique que fut la théorie marxiste selon laquelle, comme nous l'avons vu, La révolution ne peut éclater que dans les pays où le capitalisme, et partant, le prolétariat, ont atteint le stade de développement le plus élevé, en ce sens que le développement de capitalisme entraîne nécessairement celui de la conscience du prolétariat; les événements ou l'histoire réelle, et non métaphysique, ont montré que cette théorie était bel et bien erronnée. On constate en effet aujourd'hui que le développement et l'épanouissement du capitalisme ne signifient pas nécessairement le développement de la conscience du prolétariat mais plutôt une plus grande aliénation.

S'il fallait une preuve du caractère erroné de la théorie marxiste, l'histoire nous l'a donnée: la révolution n'a pas éclaté dans les sociétés que Marx croyaient prêtes à son déclenchement car le capitalisme a réussi, dans de nombreux cas, à récupérer, par

diverses méthodes, le prolétariat. Q'en est-il donc de cette loi absolue de l'histoire? Pourquoi là où les conditions matérielles étaient mûres la révolution n'a-t-elle pas éclaté?

Conclusion: si le capitalisme a réussi à parer à la révolution ouvrière, c'est que le déterminisme historique n'existe pas!

On peut, d'autre part, imaginer le sentiment de frustration qu'engendre cette loi absolue de l'histoire dans les sociétés qui connaissent au niveau de développement des plus bas puisque celle-ci doivent d'abord passer par l'étape du capitalisme avant de songer à la révolution. Marx, lui-même, n'hésitait pas, dans le cadre de son activité militante, à demander qu'un soutien soit apporté à la bourgeoisie de ces pays afin qu'elle accède au pouvoir et mette fin au système féodal; et ce, toujours conformément à la même règle selon laquelle l'épanouissement de la bourgeoisie est la condition sine qua non de la révolution du prolétariat. En d'autres termes: pas de révolution dans les sociétés qui ignorent le capitalisme. Il ne leur reste plus donc qu'à tout mettre en œuvre pour permettre au système capitaliste de se développer avant de penser à la révolution.

Cela me rappelle étrangement l'histoire de ce vieil homme(*) qui, après avoir longtemps résisté, dans une barque misérable, aux vagues et à la fatigue, finit par prendre un énorme poisson. Une lutte épuisante s'engagea alors entre lui et ce poisson qu'il tentait de ramener vers la barque. Mais, alors que celui-ci avait cessé de se débattre et que le vieil homme commençait déjà à se réjouir de sa prise, les requins, qui attendaient le moment propice se jetèrent dessus et le dévorèrent. au grand désespoir du pêcheur.

Or, quel est le conseil que Marx adresse à ces peuples? laissez le capitalisme s'édifier et prospérer et attendez que les moyens de production se développent! ce n'est que lorsque le moment sera

(*) Ernest Hemingway: «Le vieil homme et la mer».

venu, que vous pourrez vous emparer des richesses du capitalisme! Mais, qu'est-ce qui garantit à ces peuples, précisément, qu'une fois qu'ils auront laissé le capitalisme croître et progresser, ils pourront s'approprier leurs richesses? Comment peuvent-ils être sûrs qu'il ne leur arrivera pas la même chose qu'à ce vieil homme?

- La critique que nous pouvons donc élever contre cette théorie est qu'elle dénie à tout autre système que le système capitaliste le pouvoir se développer la société et de créer l'accumulation nécessaire pour que ce prospèrent l'industrie et l'agriculture. Ainsi, loin de faire du socialisme le moyen de créer et de contribuer au progés de la société, elle le considère simplement comme un mode de gestion des richesses capitalistes (nationalisations), une fois accaparées par le prolétariat. Mais, gare aux requins! Souvenons-nous qu'ils ont su ménager leurs forces et se sont contentés de dévorer la prise qu'un autre avait pris la peine de maîtriser! Non, le sociaslisme, ce n'est pas cela! l'appropriation des richesses du capitalisme ne doit être qu'une revendication secondaire du socialisme et non un objectif essentiel. Car le véritable socialisme est un mode de vie, à lui tout seul, un mode de production et de développement de la société; il ne peut en aucune façon consister en une simple redistribution des actifs.

voilà donc toutes les implications du déterminisme de l'histoire chez Marx! C'est pour lui une loi fondamentale, comme nous l'avons vu, même si parfois il admet qu'il n'ya rien de mécanique dans l'histoire[1] et qu'il est possible de sauter des étapes. Alors qu'on lui demandait un jour si les traditions de la russie concernant la propriété collective pouvaient permettre de passer directement au socialisme sans franchir l'étape du capitalisme, il répondit curieusement que c'était effectivement possible[2], et la logique de l'Histoire, alors? si cette règle absolue

(1) Gregory: «Survol de Marxisme» p: 158 - 169.

(2) Lettre de Marx à Liza du 8 Mars 1881 (La Pleîade Tome 2, P. 1558).

peut souffrir une exception, pourquoi n'en admettrait-elle pas plusieurs?

Enfin, le fait de considérer que la révolution ne peut être faite que par les ouvriers implique du même coup, l'exclusion de toutes les autres couches de la société: paysans, étudiants, soldats, fonctionnaires et intellectuels. Or, Marx était un intellectuel bourgeois et Engels le fils d'un capitaliste! En vérité, si Marx a exclu la possibilité de tout rôle actif des paysans dans la révolution, il l'a fait délibérément puisque l'analyse marxiste a puisé sa matière dans des sociétés où les agriculteurs avaient relativement peu d'importance, ou dans lesquelles l'agriculture s'étaient transformée en une industrie. celle-ci y était par conséquent, le fondement de la vie économique. La théorie marxiste était donc bien limitée alors qu'elle se voulait globale. C'est d'ailleurs en raison de l'absence, chez Marx, d'une théorie satisfaisante sur le rôle historique des agriculteures dans le développement de la production et dans la révolution sociale, que les marxistes ont eu bien de la peine à expliquer la révolution paysanne de 1525 en Allemagne ou la révolte des esclaves conduite par Spartacus, selon un point de vue marxiste[1].

Mais revenons au principe fondamental de la philosophie marxiste et faisons abstraction de toutes les affirmations contradictoires que l'on a pu trouver sous la plume de Marx, pour la simple raison qu'il s'agit uniquement de phrases et de passages faisant partie de documents comme toute secondaires-lettres ou réponses à des lettres- ou d'écrits à caractère purement polémique. Ce ne sont là, en fait, qu'autant de preuves des nombreux paradoxes que l'on trouve dans la pensée de Marx.

Si l'on s'en tient donc à la thèse du matérialisme historique, la révolution n'est autre que le «Processus de boulversement issu de

(1) Martin Malia «Compréhension de la révolution russe» p: 156.

la contradiction entre le mouvement des forces productives et l'état des rapports sociaux»[1]. Les forces productives suivent, dans leur développement, des lois qui leur sont propres, contraingnant les rapports de production à entrer eux-mêmes dans la «danse», selon l'expression même de Marx,. Ce déterminisme ôte, en fait, à l'homme tout rôle positif. Il suffit en effet que les moyens de production atteignent un certain niveau de développement pour que la destruction des anciens rapports de production devienne une nécessité implacable. La seule part active que l'homme peut avoir dans ce processus, c'est de restaurer l'équilibre entre les moyens de production et les rapports de production. Tel est le rôle que Marx a confié au prolétariat.

Nous aurions, sur ce point, deux remarques à faire:

1 - La première porte sur le rôle assigné au prolétariat et qui se limite à restaurer l'équilibre entre moyens et rapports de production. L'homme -le prolétariat- ne décide donc pas de l'instauration de nouveaux rapports de production puisque ceux-ci sont dictés par les moyens de production. Ce qui implique que, outre le caractère négatif de ce rôle, la prise de conscience du prolétariat n'est, à la limite, même pas nécessaire puisque sa tâche consiste simplement à éxécuter. D'ailleurs, kautsky affirme trés clairement que la liberté de choix entrave en fait l'acheminement vers le socialisme. Car, explique-t-il, si l'homme est libre de décider, il peut faire dériver l'économie dans diverses directions et à ce moment-là on ne saura plus si les conditions sont réunies pour passer au socialisme[2]. En d'autres termes, le seul moyen de garantir l'orientation vers le «socialisme» est de se fonder sur les lois du matérialisme historique qui excluent le libre-arbitre. Mais

(1) Calvez «La pensée de Karl Marx» p: 258.

(2) Karl Kautsky: «Le chemin du pouvoir» p: 45.

comment peut-on dire que l'abolition de la liberté constitue une garantie? Comment, seules, les lois du matérialisme historique et non celles de la liberté, peuvent-elles garantir le socialisme?

On peut légitimement se demander quel peut être se socialisme qui commence par abolir la liberté de l'homme en s'imposant comme la résultante du développement des moyens de production. Qu'est-ce que ce socialisme qui confine l'homme dans un rôle pour le moins négatif se limitant à restaurer un équilibre entre les moyens de production et les rapports sociaux?

Or, il ne fait pas l'ombre d'un doute que la liberté de l'homme peut, seule, garantir l'instauration du socialisme. La société socialiste est la société de la liberté. L'homme libre ne peut accepter que la société socialiste. Et si la société socialiste n'existe pas encore, c'est que l'être humain n'est toujours pas libre. N'est-il pas curieux qu'une philosophie puisse prétendre libérer l'homme et mettre fin à toutes les aliénations qu'il a subies en se fondant sur des bases qui nient précisément cette liberté et ne font que remplacer une aliénation par une autre, peut-être plus dure et plus féroce encore?

2 - La deuxième remarque qu'il convient de faire est la suivante: si la révolution consiste simplement à restaurer l'équilibre entre moyens de production et rapports de production, peut-on dire qu'il s'agit là véritablement de la révolution?

Le matérialisme ne peut constituer la philosophie d'une révolution[1] pourquoi recourir à la révolution alors que la théorie matérialiste n'en fait pas une condition sine qua non?

Cela peut s'expliquer, entre autre, par le fait que Marx, lui-même, ne faisait pas entièrement confiance aux lois du

(1) J. P Sartre «Matérialisme et révolution» (situations).

dévelopement du capitalisme, et qu'il doutait en réalité de la capacité de ces dernières à y mettre fin. Ainsi, la révolution devient-elle tout de même nécessaire pour supprimer l'aliénation. Il semblerait donc que Marx est ressenti le besoin de faire intervenir un élément qui soit étranger aux lois du capitalisme, à savoir: la révolution et le prolétariat en tant que force révolutionnaire. C'est du moins ce qu'il a été forcé de reconnaître dans quelques-uns de ses écrits. Or, cela va à l'encontre de sa methode, qu'il a voulue scientifique et précise, puisque les lois de la science ignorent la révolution.

D'autre part, si l'on s'en tient aux lois du matérialisme historique, l'on constate que le développement du capitalisme et les lois qui président à sa disparition ne conduisent pas nécessairement à une prise de conscience révolutionnaire du prolétariat, Par conséquent, supposer, Comme l'a fait Marx, l'existence d'une conscience révolutionnaire du prolétariat, c'est reconnaître le rôle de l'homme, c'est-à-dire l'intervention d'un agent exogène indépendant del'évolution matérielle. et par là, admettre la théorie du «volontarisme» (en français dans le texte).

En fait, bien des ambiguités subsistent quant au rôle véritable assigné par Marx au prolétariat. «Pour tenir sa promesse d'heureux achèvement de l'histoire (constitution de la société communiste) Marx attend des prolétaires qu'ils soient des hommes à mission universelles bien qu'ils demeurent des individus particuliers». or, cela ne va pas sans poser de nombreux problèmes. «Il attend également d'eux que, tout en apparaissant à un moment particulier de l'histoire (le capitalisme), ils agissent au nom de l'histoire universelle et rendent un acte particulier de celle-ci coextensif à tout un sens.

- La question n'est pas de savoir ce que le concept de prolétaire universel. Il est d'une extrême richesse, en particulier dans sa signification théologique et on peut y voir une sorte de

figuration sur le mode athée de ce qu'est l'Incarnation de Dieu pour les Chrétiens -Dieu Universel devenu individu: le Christ-. Mais il s'agit ici des prolétaires qui résultent de l'aliénation capitaliste: répondent-ils, peuvent-ils répondre à la définition que Marx donne de leur condition et de leur action?

Et d'abord existe-t-il, peut-il exister des hommes économiquement exploités qui soient par là seul toute la société, l'universalité en négatif? On ne peut en fait les concevoir tels qu'en les concevant morts. La mort est la seule universalité négative véritable à laquelle accède l'homme naturellement (la mort étant la limite extrême de l'exploitation). Cette négation seule le rend à une universalité, qui est par tout un aspect, retour à la substance universelle de la nature et suppression de toute détermination particulière de l'homme concret.

Marx semble avoir entrevu cette conséquence logique des conditions a priori du prolétariat dont il attend la réalisation de la société communiste et la suppression de toute aliénation et de toute possibilité sur le fait que le capitalisme ne peut même pas laisser le prolétaire ouvrier être prolétaire et qu'il a tendance à le chasser de plus en plus hors de la sphère de la production., et finalement hors de la vie elle-même, car le prolétaire depend du capitaliste quant à sa subsistance?

Mais, dans ce cas, si la mort n'a pas lieu effectivement, la révolution prolétarienne ne s'accomplit pas, la libération de l'homme n'a pas lieu. Seul un Dieu pourrait mourir pour ressusciter. Il ya des prolétaires qui sont effectivement morts d'oppression et de faim, Marx en rapporte l'exemple dramatique dans le «Capital». Mais justement il ne pouvait compter sur ces morts pour l'accomplissement des tâches révolutionnaires. Et en dehors de ces morts inefficaces, les prolétaires concrets ne peuvent se rapprocher de la situation décrite que comme on se rapproche d'une limite jamais atteinte.

Si nous considérons la chose sous un autre angle, le caractère

dialectique et complexe de l'existence nous invite à considérer que le prolétaire avec celle de bourgeois: par combien de côtés les prolétaires effectifs ne sont-il pas de bourgeois, non seulement d'esprit et de volonté, mais de fait (dans la mesure où une certaine possession de biens leur est laissée)? et en cèdent-ils pas souvent à l'attitude de l'avoir comme les bourgeois? Il faudrait qu'ils n'eussent effectivement rien pour que leur situation fût la situation décrite par Marx. Ils seraient, encore une fois, morts. Marx veut donc des prolétaires qui soient à la fois des êtres empiriques vivants, et des êtres doués d'universalité négative, c'est-à-dire si l'on entend l'exigence dans toute sa force, des morts.

Si une telle situation est impossible, parce que contradictoire, il ne peut pas non plus y avoir de révolution prolétarienne pure» car il n'existe pas de classe pure. Des termes comme «prolétariat, bourgeoisie, Capitalisme» ne sont que des concepts purement formels dépourvus de sens réel, pur et éternel. Car, en réalité, les choses se mélangent si bien les unes aux autres que nous ne savons plus en définitive où finit celle-ci et où commence celle-là. C'est en effet ce qui ressort de la révolution française, de la «révolution» russe ou chinoise, et d'autres encore. la société est donc un mélange dont il est difficile de dissocier les différents éléments qui la composent. C'est pourquoi, «une révolution effective, contrairement à ce qu'affirme Marx, sera toujours mêlée de quelque sorte d'impur. Elle ne sera pas l'acte exclusif et en quelque sorte essentiel et unique de ce pur être de dénuement que nous cherchons en vain. mais elle sera un acte particulier, peut-être hautement justifié d'ailleurs, d'hommes qui voudront en finir avec une condition injuste. Elle sera le résultat d'une décision particulière, prise et éxécutée , par des êtres particuliers, non pas l'expression immédiate de la situation essentielle d'hommes universels»[1].

---

(1) Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 327 - 328 - 329.

III

Jusqu'à quel point Marx a-t-il pu concilier le matérialisme historique -selon lequel chaque étape devient une condition sine qua non de l'étape ultérieure tout en étant le produit nécessaire de l'étape précédente et la révolution? En réalité, le matérialisme historique, comme nous l'avons vu, est la négation de la révolution, et réciproquement. Pour résoudre ce paradoxe, Marx n'avait d'autre recours que d'en sacrifier l'un des termes. c'est ainsi que, dans la majorité des cas, il a accordé la priorité au matérialisme sur la révolution, si bien que la révolution n'était plus selon lui que le «prononcé» d'un jugement précédemment rendu».

Engels a d'ailleurs parfaitement résumé la position catégorique de marx à cet égard lorsqu'il a écrit que le temps des révolutions faites par une minorité consciente à la tête d'une majorité inconsciente était révolu[1].

C'est ainsi que, partant du principe énoncé par Marx sur l'enchaînement nécessaire des étapes historiques, le komintern a contraint le Parti communiste chinois à se soumettre à la direction du «kuomin-tang», mouvement opposé au colonialisme japonais et que finançaient les grands propriétaires terrqins chinois. Le komintern considérait que ce qui se passait en Chine à cette époque -conformément à l'analyse marxiste- n'était autre qu'une révolution bourgeoise par laquelle il fallait nécessairement passer pour déclencher la révolution prolétarienne. Mieux encore, il était indispensable, toujours selon le komintern, de la soutenir au risque de sacrifier les intérêts des ouvriers eux-mêmes. Ce n'est que lorsque cette révolution bourgeoise serait faite, aurait contribué à l'épanouissement économique et permis au développement des moyens de production d'atteindre le niveau requis, que les

(1) Introduction à «La lutte des classes en France» de Marx.

conditions seraient mûres pour le déclenchement de la révolution prolétarienne.

C'était là, en vérité, l'application à la lettre de le théorie marxiste: en l'absence d'un prolétariat -c'était le cas en Chine à cette époque- la révolution prolétarienne est impossible. la révolution que connaissait la Chine alors ne pouvait être donc qu'une révolution bourgeoise puisque celle-ci devait forcément précéder celle-là.

C'est ainsi que conformément à cette orientation, le parti communiste chinois a déclaré, lors de son IIIème congrés, tenu en 1923 que le «Kuo-min-tang» sous la direction de Sun yat-sen était le centre de toutes les forces révolutionnaires et que tous les membres du parti devaient le rallier sans aucune hésitation. (C'est d'ailleurs cette même question des étapes qui devait entraîner plus tard la rupture que l'on sait entre les partis communiste chinois et russe). Les communistes chinois allaient en fait payer trés cher par la suite cette prise de position, lorsque Chiang Kai-Shek, ayant remplacé Sun Yat-Sen à la tête de Kuo-min-tang, perpétra les massacres de Canton.

En vérité, le parti communiste russe, était lui-même en désaccord avec la logique marxiste puisque l'évolution économique dans ce pays ne permettait pas alors le déclenchement d'une révolution prolétarienne, et ce, même si Marx, comme nous l'avons vu, avait pu admettre qu'il était possible de ne pas passer par létape capitaliste pour accéder à celle du socialisme[1].

Or, si cet arrêt prouve quelque chose, c'est bien le caractère paradoxal de la personnalité de marx ou tout au moins une fois très mitigée de sa part à l'égard de sa propre théorie. On peut dès lors douter de la validité des lois du matérialisme historique et du

(1) Lettre de marx à liza (8 Mars 1881) La Pleîade Tome 2, p: 1558.

déterminisme! Car, s'il est possible de violer ou de sauter une étape dans une société donnée, pourquoi, cette observation ne vaudrait-elle pas aussi dans d'autres sociétés?

Une fois confrontée à la réalité, l'on s'aperçoit que toute cette belle théorie du déterminisme historique s'écroule, telle un château de cartes, car elle ne permet pas d'expliquer le développement des sociétés ni les boulversements qu'elles connaissent. On voit en effet combien le parti communiste russe, à ses débuts, a été induit en erreur, lorsque, voulant appliquer la logique marxiste, il a mis en garde les ouvriers des conséquences qu'un soulèvement contre le Tsar pouvait impliquer, Les conditions socio-économiques de la Russie à cette époque faisaient, en effet, que le prolétariat était trop faible pour affronter le pouvoir en place. Mais, Une fois placé devant le fait accompli, le parti communiste russe a bel et bien était forcé d'abandonner l'analyse marxiste des réalités russes et de suivre la révolution. En l'espace de quelques mois, il finit d'ailleurs par en prendre la tête et à la diriger, à lui tout seul, alors qu'il nétait pour rien dans son déclenchement, c'est ainsi que le Parti communiste russe fut amené à suivre une politique pragmatique, ce qui ne l'empêcha pas de demander aux autres de continuer à s'en tenir aux principes fondamentaux du marxisme. On le vit donc conclure des traités de paix, négocier et pactiser et, cependant, interdire aux autres partis communistes d'en faire autant, ceux-ci sont dès lors devenus un simple jouet que le parti communiste russe, manipulait à sa guise, par le biais du Komintern les amenant ainsi à servir uniquement les intérêts de la Russie.

C'est la prise de conscience de cet état de fait qui est à l'origine de l'eurocommunisme, c'est-à-dire une tentative des pays communistes européens de se soustraire au diktat de Moscou.

Si l'on peut admettre que la révolution est le produit d'un déséquilibre entre les moyens de production et les rapports de production, il n'en faut pas moins sous-estimer le rôle de l'homme

qui, par ses actes et sa volonté, développe les moyens de production selon ses critères et ses revendications. Car les moyens de production n'évoluent pas d'eux-mêmes. C'est l'homme qui les fait se développer dans un sens ou dans un autre. L'accumulation primitive démontre que plusieurs orientations étaient possibles et que le capitalisme, loin d'être la seule trajectoire, n'est que l'une d'entre elles. Il ne constitue en aucun cas une phase nécessaire du processus économiques.

En fait, ce sont ceux-là mêmes qui sont farouchement attachés aux rapports de production et opposés au développement des moyens de production, qui refusent d'abandonner les anciens rapports. En réalité, ils ne sont pas hostiles au développements des moyens de production, en tant que tels, car «Les progrès scientifiques sont un acquis de l'humanité et le processus est irréversible»[1] mais il le refusent pour certaines raisons:

1 - Les acquis de l'humanité qui sont le fruit du travail de l'homme depuis qu'il existe, sont devenus le monople d'une classe qui les exploite uniquement pour son compte personnel («La classe n'est rien de plus qu'un monople»)[2].

2 - L'instauration de nouveaux rapports n'est pas dans leur intérêt et le développement des moyens de production sert des objectifs qui ne sont pas les leurs, voire même qui leur sont opposés.

3 - Enfin, ce refus peut tout simplement procéder d'une accoutumance à l'ancien état de choses et donc être dû à des causes psychologiques.

Par conséquent, s'il y a conflit, ce n'est pas entre des rapports de production développés et des rapports de production périmés, mais plutôt entre deux catégories de gens -en gros car la réalité est

---

(1) Moammar Kadhafi «la solution du problème économique», p: 48.

(2) Explications II p: 71

plus complexe que cela-: ceux qui développent les moyens de productions pour servir leurs objectifs et ceux qui refusent ce développement car il ne va pas dans le sens de leurs intérêts, refusant par là-même la modification des rapports sociaux -ou, pour être plus précis, la ratification par la loi des rapports sociaux édifiés sur un statu quo-. En d'autres termes, ils rejettent la transformation du fait accompli en loi; c'est-à-dire celle du monople en une institution sociale. «Aussi longtemps qu'il y aura un monople, il y aura une lutte des classes car l'homme se dressera toujours contre ceux qui contrôlent ses besoins»[1]. Car il faut attribuer les monoples bien plus à des causes socio-psychologiques qu'à des causes économiques. Le fait qu'il y ait des richesses n'implique pas nécessairement qu'elles soient monopolisées par un groupe ou une classe. Le monople est seulement une façon parmi d'autres de les gérer.

En tout état de cause, le développement des moyens de production ne détermine absolument rien. Il est vrai que la naissance du capitalisme est le résultat concret de l'accumulation du capital par les commerçants de la fin de l'époque féodale. Mais le simple phénomène de l'accumulation du capital détermine-t-il de lui-même son mode d'exploitation? Autrement dit, peut-il imposer le monople en vertus de règles qui lui seraient propres? sûrement pas! C'est le système politique, économique et social qui en décide et, à défaut de système, c'est la force qui dicte ses lois comme ce fut le cas lors de l'accumulation primitive. Ce sont donc ceux qui possèdent les richesses et en ont le monople qui décident de quelle manière elles seront exploitées. Je veux dire par là qu'elles pouvaient l'être selon d'autres modalités qui auraient conduit à un système politique, économique et social différent, ou ne pas être exploitées du tout.

---

(1) Explications du livre vert, II, p: 73.

Ce qu'il faut dire c'est que la force sociale de la classe capitaliste ne provient pas, à l'origine du monople de la richesse. En effet, Si l'on remonte à la source de ce monople, on constate que le capitalisme ne détenait alors aucune puissance économique. En d'autres termes, la puissance économique dont jouit le capitalisme est donc le résultat et non une cause. Mais, dans son propre intérêt, le capitalisme davait dissimuler la véritable cause - la violence- afin de faire du monople une institution sociale. Il y a parfaitement réussi et, d'ailleurs, beaucoup s'y sont trompés, à commencer par Marx, puisqu'ils ont fini par croire que la puissance économique trouvait son origine en elle-même. Or, adhérer à ce principe, c'est exclure toute possibilité de retirer au système capitaliste sa puissance. Par contre, en affirmant que la force -L'accaparement- est à l'origine de la puissance économique de capitalisme, on se donne les moyens de briser cette dernière. Car si le capitalisme monopolise les richesses, il ne détient pas le monople du recours à la violence. Or, l'interprétation matérialiste de l'économie fait totalement abstraction de cette vérité.

Les sociétés n'évoluent pas partout selon les mêmes lois. On en veut pour preuve la société arabo-islamique qui, malgré l'existence d'une accumulation de la richesse au terme de l'époque féodale, n'a pas abouti au capitalisme. Le système politique, économique et social est déterminé, en fait, -si ce n'est pas sur la base de la force ou d'une violence potentielle-. une fois que la force et la violence s'institutionnalisent, en fonction des volontés de ceux qui monopolisent la richesse et non en fonction de la richesse en soi. Or, les revendications de ces derniers sont les suivantes:

1 - Préserver le monople des richessess en empêchant les autres d'y accéder.

2 - susciter des transformations profondes dans le système de valeurs d'une société, voire même dans sa structure, afin de mieux la dominer et de changer le fait accompli en institution légale.

3 - Accroître leurs biens, c'est-à-dire le profit.

Ainsi, ce n'est point l'accumulation du capital qui détermine la nature du système social. Le capital n'est qu'un instrument que l'on manie selon l'usage que l'on veut en faire. Ce qui ne veut pas dire que le capitaliste ne puisse pas s'aliéner lui-même car l'aliénation de la société passe par l'aliénation du capitaliste lui-même.

Par conséquent, les rapports de production ne sont pas engendrés par les moyens de production en tant que tels, mais en tant que moyens de production orientés vers la réalisation de buts déterminés. D'où des rapports de production qui ne seront pas adaptés aux moyens de productions mais aux buts dans lequels ces derniers sont utilisés. Ceux -ci donc forcément en accord avec l'objectif qu'ils servent à atteindre. C'est pourquoi des moyens de production dont le niveau de développement est le même peuvent engendrer des systèmes complètement différents; Ainsi le degré de développement atteint par les moyens de production en Russie est-il sensiblement le même en Amérique. Toutefois, le système politique et social est différent d'un pays à l'autre.

Conclusion: les rapports sociaux ne sont pas déterminés par le développement des moyens de production mais par le but dans lequel ceux-ci sont utilisés et le mode de propriétés qui les caractérise.

Outre la critique purement théorique que nous pouvons faire de la conception marxiste[1], nous constatons qu'elle ne se vérifie guère dans la pratique et donc qu'elle est incapable de l'expliquer. Nous avons pu voir combien les prévisions de Marx ont toutes été des échecs: «À chaque crise économique, il prédit la catastrophe qui doit amener la révolution»[2] et par là, le salut. Or cela n'a

(1) De l'auteur: «Critique du marxisme».

(2) Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 15.

jamais été le cas. De même, il ya déjà fort longtemps que le niveau de la production dans les pays capitalistes les plus avancés sur le plan technologique est parvenu au stade qui, selon Marx, devait marquer l'avènement de la société socialiste. là encore il a fait fausse route, car la révolution est dans ces pays plus improbable que jamais[1]. Il n'y a aucune raison pour que la classe ouvrière se dresse contre la société de consommation dont elle bénéficie. Marx n'imaginait même pas que le capitalisme pouvait diversifier ses méthodes d'exploitation à tel point qu'on en arrive à la situation actuelle. Selon lui, en effet «ce qui seul importe, c'est d'épouser le mouvement du devenir, d'en suivre fidèlement les étapes»[2]. Ainsi, le prolétariat devait-il avoir, dans les sociétés industrielles développées, un niveau de conscience supérieur à celui des pays moins avancés. Nouvel échec: les faits prouvent précisement le contraire; les ouvriers, que ce soit aux États-Unis, en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, poursuivent leur action dans le cadre du système établi. Enfermés qu'ils sont dans le syndicalisme, ils sont contraints de se plier aux règles du jeu politique[3]. D'ailleurs, Engels, lui même, avait fini par se rendre à l'évidence et à perdre tout espoir dans la révolution attendue, lorsqu'il écrivit qu'il était désormais préférable pour les révolutionnaires de recourir à la voie légale et non à l'illégalité et à la révolution[4]. En se contentant d'être simplement une des forces en lutte pour le pouvoir, de jouer le jeu, les partis communistes d'Europe Occidentale sont en fait en train de suivre ce conseil.

Une autre erreur de Marx C'est d'avoir limité le concept de «classe» à l'existence ou l'abscence de la propriété. En effet si l'on se conforme à sa définition, les directeurs, les hauts-

---

(1) Marcuse: «Contre-révolution et révolte» p: 9 - 10 - 13.

(2) Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 15.

(3) L'auteur: «La solution socialiste» p: 123 - 158.

(4) Cité par Kautsky dans «Le chemin du pouvoir» p: 66.

fonctionnaires, les techniciens de haut niveau, par exemple les ingénieurs, en gros, tous ceux qui ne possèdent pas de moyens de production sont à ranger dans la catégorie de prolétaires? n'est-ce pas là une aberration? D'autre part, on peut trouver dans le prolétariat des petits artisans, par exemple, qui eux pourtant possèdent des moyens de production et devraient donc appartenir à la classe des possédants! on le voit, une division aussi systématique de la société n'a pas de sens. Par conséquent, on ne peut que refuter l'affirmation de Marx selon laquelle le pouvoir politique est la réplique exacte des rapports de propriété existants. S'il est vrai que ceux qui possèdent des moyens de production - dans le sens capitaliste du terme- ont un pouvoir, tous ceux qui ont un pouvoir ne sont pas pour autant propriétaires de moyens de production.

Partant de cette conception erronée de la classe, il a fait du prolétariat la seule classe capable de faire la révolution. Or, l'injustice et l'exploitation ne s'abattent pas seulement sur le prolétariat. Elles touchent aussi d'autres couches de la sociétés. De même, il peut se produire que des gouvernements entrent en conflit avec les possédants. Bien sûr, L'objet de la présente étude n'est pas d'analyser cette lutte; mais tout ce que nous voulons dire c'est que le pouvoir politique ne se confond pas forcément avec les centres de monopole de la richesse. Nous en avons la preuve tous les jours: Combien de gouvernements sont arrivés au pouvoir après avoir été élus sur la base d'un programme qui -sans être véritablement opposé au capitalisme- tendait dans une certaine mesure, à en limiter la vitalité et l'arrogance. il est vrai que le capitalisme est loin de s'avouer vaincu, qu'il ne respecte pas cette «démocratie» qu'il a pourtant créer de tout pièce, et qu'il utilisera toutes les armes qui sont en son pouvoir pour se protéger: fuite des capitaux, refus d'investir, etc. Mais, quelle que soit l'issue du conflit, nous tenons la preuve que le capitalisme ne réussit pas toujours à placer comme Il l'entend ses pions sur l'échiquier

politique. D'autre part, la logique de l'«État» peut ne pas toujours répondre à ses voeux.

De même, Marx a fait une confusion entre la réalité objective de la classe, c'est-à-dire le rassemblement numérique d'individus et les mutations psychologiques qui peuvent s'opérer chez eux. C'est ainsi qu'il affirme, sans aucune preuve à l'appui, que la conscience de classe est le résultat psychologique nécessaire du développement économique objectif. Or, primo, même dans l'hypothèse où cette prise de conscience s'opère de la manière décrite par Marx, rien ne prouve qu'il s'agira d'une conscience révolutionnaire; elle pourra tout aussi bien être opportuniste. Secundo, plus d'une demi-siècle aprés l'apparition de l'«État du paolétariat» et malgré le transfert de la propriété à «l'État» ainsi que l'avait recommandé Marx dans le «Manifeste communiste»[1], la conscience des travailleurs dans ce même Etat n'en accuse pas moins un retard certain. C'est d'ailleurs Ce qui poussa khrouchtchev à déclarer qu'il était impossible d'obtenir un bon rendement et un travail excellent, de développer les relations sociales communistes, de consolider les fondements de la vie dans la société communiste, de consolider les fondéments de la vie dans la société communiste sans élever le dégré de conscience et le niveau culturel de tous les membres de la collectivité. Plus les niveaux de conscience et de culture seront élevés, devait-il ajouter, plus les membres de la collectivité deviendront créatifs et plus vite le programme de l'édification de communisme serait réalisé[2]. On est bien loin, on le voit, de la célèbre expression de Marx qui résumait à elle seule toute sa théorie matérialiste: «Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience» puisque les rapports de production n'ont pas modifié la conscience des hommes et ce, bien qu'ils aient été

(1) Marx-Engels «Le Manifeste communiste» p: 95 - 96.

(2) Khrouchtchev: «Rapports au XXIIè congrès» (1961).

légalement transformés par le transfert de la propriété à l'État.

En ce qui concerne l'occident, d'aucuns peuvent alléguer que si la conscience des ouvriers n'a pas atteint le niveau requis, c'est le fait de la main-mise capitaliste sur les mass-media et la culture - l'aliénation capitaliste-. Or c'est argument n'a aucune valeur puisqu'il contredit lui-même le matérialisme historique n'ont aucun sens. s'il est possible de contrôler de l'extérieur la conscience des travailleurs, C'est que les lois du matérialisme historique n'ont aucun sens. On peut par contre se demander qu'est ce qui peut bien empêcher le développement de la conscience prolétarienne dans l'«État du prolétariat»?

pour conclure ce chapitre, dirons-nous avec Trotski que la révolution russe est une «révolution trahie»[1] ou affirmerons-nous comme l'ont fait Rosa Luxemburg et Kautsky que la révoltution russe n'était pas une véritable révolution socialiste?[2] En vérité si elles ne nous aident pas véritablement à comprendre ce qui s'est passé, ces deux déclarations de la théorie marxiste avec son déterminisme et ses lois absolues. La position de Rosa Luxemburg et de Kautsky est, à cet égard, trés significative puisque, selon eux. il fallait absolument que la pratique coïncide à la théorie, faute de quoi, il ne pouvait s'agir que d'une mauvaise application de celle-ci.

IV

Comme l'a très bien dit Zetiline «la méthode conçue par Marx lui a permis d'étudier le passé mais elle s'est révélée, ô combien, décevante quant aux prévisions sur le devenir des sociétés»[3]. C'est tout à fait vrai mais il convient cependant d'apporter quelques

---

(1) Trotski «La révolution trahie».

(2) Martin Malia: «Compréhension de la révolution russe» p: 15. et Rosa Luxemburg: «Réforme sociale ou révolution»?

(3) Zetiline «Marxisme -Remise en question» p: 69 - 72.

nuances. En réalité, l'étude de Marx n'a porté que sur un passé donné, celui de certaines sociétés, les sociétés européennes à système capitaliste. Il n'a pas en fait prouvé que ce passé-là coïncidait avec celui de toutes les sociétés. Quant à l'échec de ses prévisions concernant l'avenir des sociétés, prévisions qu'il a tirées de l'étude de leur passé, il est incontestable! Toute l'histoire qui s'est déroulée depuis nous en donne la meilleur preuve. C'est ainsi que lui et Engels se trompèrent en prédisant une crise économique effroyable pour 1853![1] De même avaient-ils annoncé qu'une révolution éclaterait en Allemagne. or, il n'en a rien été, ce qui a poussé kautsky à tenter de justifier cela en disant qu'elle était simplement remise à plus tard[2]. Mais, passé un certain temps, les espoirs finirent par s'envoler et elle n'eut en fait jamais lieu. A chaque crise économique, Marx prédisait la catastrophe qui devait amener la révolution[3]. Et c'était à chaque fois une nouvelle déception.

L' histoire montrera que la révolution n'allait jamais éclater dans les sociétés occidentales les plus développées sur les plans technique et industriel. Bien au contraire, c'est dans les sociétés qui n'étaient pas prêtes, selon lui, à la révolution -La Russie, la Chine, Cuba- que l'on vit fleurir des «révolutions» à orientation marxiste.

Si l'on étudie la position de Marx sur les événements qui avaient lieu en France et qu'il exprime dans son livre «La lutte des classes en France» 1848-1850», on en déduit que la révolution socialiste était impossible selon lui, en Russie, si arriérée technologiquement et socialement -avec une bourgeoisie trés faible- comme en Chine où la classe ouvrière était quasi inexistente. Il était exclu, d'aprés sa théorie, qu'une révolution éclate dans un pays où le capitalisme ne s'était pas développé et où,

---

(1) Rjazanov «Conférence sur l'histoire du Marxisme» p: 21.

(2) Karl Kautsky «Le chemin du pouvoir» p: 10.

(3) Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 15.

par conséquent, il n'y avait pas de classe ouvrière mais seulement des ouvriers! c'est-à-dire lorsque les deux conditions sine qua non de la révolution socialiste, selon la conception marxiste, n'étaient pas réunies. D'autres part, le capitalisme avait également un rôle historique à jouer, à savoir: le développement de moyens de production que la classe ouvrière devait s'approprier par la révolution socialiste. Si donc le capitalisme n'existait pas ou qu'il en était encore à ses balbutiements, la révolution socialiste était impossible. C'était là un jugement sans appel tiré des lois énoncées par Marx.

Face à ce problème, les marxistes avaient le choix entre deux solutions:

1 - la première consistait à remettre en question le marxisme et à rechercher des justifictions qui permettraient d'insérer ces révolutions dans la ligne marxiste. Pour ce faire, ils s'appuyaient, semble-t-il, sur cet arrêt prononcé par Marx selon lequel il était possible de sauter l'étape du capitalisme pour passer directement au socialisme. Mais les marxistes durent également invoquer, à l'appui de ces nouvelles considérations, cette lettre de Marx dans laquelle il déclarait: «Il nous est impossible de dire, avant d'entreprendre une révolution, si toutes les conditions de succès sont réunies»[1] Encore une fois, Marx apparaît, dans ces propos, en contradiction flagrante avec la méthode qu'il a élaborée. Il reconnaît par exemple, dans ce passage, que l'homme peut jouer un rôle actif dans le bouleversement dela société, ce qui va évidement à l'encontre du fondement même du déterminisme historique. Ces deux contradictions sont, entre autres, la preuve que Marx n'a pas réussi à sortir de l'impasse à laquelle conduisait sa théorie.

Tout en étant fermement convaincu du caractère absolu et scientifique de la méthode marxiste, Lénine a lui-même avoué son

(1) Lettre de Marx du 17 Avril 1871.

impuissance à indiquer avec précision le moment où la révolution devait éclater[1]. ce qui signifie que bien que toutes les conditions requises pour le déclenchement d'une révolution socialiste soient réunies, il existe un facteur absolument essentiel qui peut fausser toutes les prévisions, à savoir: «la volonté humaine», Ainsi, remettant en cause la méthode marxiste, les «communistes» ont été aménés à adopter une politique réaliste pragmatique, dictée davantage par des paramètres politiques que par la réalité objective. En d'autres termes, la théorie a fini par dépendre des fluctuations de la réalité politique. Ainsi, Lénine a-t-il lancé le slogan «Tout le pouvoir aux soviets» à un moment où il espérait pouvoir les dominer. Or, Lorsqu'il s'aperçut en juillet 1917 que les Bolcheviks ne pouvaient plus contenir les soviets et que le slogan qu'il avait popularisé impliquait la perte du pouvoir par les Bolcheviks, il eut tôt fait de le condamner. Mais ce même slogan ne devait pas tarder à renaître de ses cendres[2] quelques temps plus tard, une fois que la situation lui parut suffisamment propice pour ce faire, C'est-à-dire à un moment où les Bolchéviks exerçaient à nouveau un contrôle total sur les soviets. En fait, «-Tout le pouvoir aux soviets» se ramenait au mot d'ordre suivant: «Tout le pouvoir aux Bolcheviks»!

Ce pragmatisme n'est pas étranger aux marxistes quisqu'il a dicté le comportement de Marx, sa vie durant. En effet, lorsque la vague révolutionnaire commençait à déferler et que la situation devenait plus propice, Marx ne cesser d'intervenir en public. Mais à peine la réaction redressait-elle la tête, entraînant à sa suite un cortège de mesures répressives, il disparaissait aussitôt de la scène et se consacrait uniquement à la littérature[3]. Quand Marx et Engels appelèrent les ouvriers à devenir membres de leur

(1) Lénine «La maladie infantile du marxisme» p: 118.

(2) Sidney Hook «Le héros dans l'histoire» p: 221.

(3) Rjazanov «Conférence sur l'histoire du Marxisme» p: 109.

Association, ils déclarèrent qu'eux-mêmes n'y entreraient pas tant que leur programme ne serait pas adopté. les ouvriers acceptèrent et ils fondèrent la «ligue des communistes» qui chargea Marx et Engels de rédiger le «Manifeste communiste»[1].

Après que le Bolcheviks eurent accédé au pouvoir en Octobre 1917, ils continuèrent à donner la prépondérance aux données politiques. La lutte pour le pouvoir entre les diverses factions en présence devint alors la priorité des priorités avant toute autre considération, quelle qu'elle fut. C'est en effet pour cette raison que Boukharine se vit opposer un refus total, lorsqu'il proposa sa solution économique. Or, cette solution -abstraction faite de son origine- était de nature à amener la Russie et avec la même rapidité à la situation créer par la situation stalinienne, et ce, à un bien moindre coût. Mais, pour des considérations d'ordre politique et non économique -priorité de la politique sur l'économie- C'est-à-dire uniquement pour êmpecher Boukharine d'avoir une influence politique et l'écarter de la lutte pour le pouvoir, sa proposition fut refusée[2].

2 - La deuxième solution reposait au contraire, sur l'observation à la lettre de la théorie marxiste: C'est ainsi que les Mencheviks, qui avaient à leur tête plechanov, considerèrent que la révolution russe n'était pas une révolution socialiste mais une révolution bourgeoise qu'il fallait traiter comme telle. C'est précisement cette position que l'on retrouve chez les marxistes européens d'aujourd'hui qui attendent toujours le déclenchement de la véritable révolution selon la démarche marxiste, comme certains attendent le Mahdi ou d'autres attendent Godot.

La même position a été adopté -à quelques différences près-

---

(1) Rjazanov «Conférence sur l'histoire du Marxisme» p: 67.

(2) Martin Malia: «Compréhension de la révolution russe» p: 178.

par Rosa Luxemburg, Karl Kautsky et Trotski. Ils prétendaient, eux, -et c'est en cela qu'ils divergeaient du point de vue de Mencheviks- que la révolution russe avait commencé de manière satisfaisante mais qu'un «évènement historique», le culte de la personnalité, l'avait fait dévier de son cours normal. Mais il est difficile d'adhérer à une telle interprétation des faits lorsqu'on sait que cet «évènement contingent» a duré une trentaine d'années. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, C'est sous le régime de Staline que les aspects fondamentaux du marxisme furent appliqués en Russie et que l'on édifia «le socialisme» On peut dès lors se demander comment une telle tragédie a pu se produire? Comment se tyran pouvait-il faire partie intégrante de la logique de l'Histoire?[1].

Nombreux sont donc les problèmes que les Marxistes durent affronter lorsqu'il s'est agi de mettre le marxisme en pratique, Ce fut notamment le cas pour lénine, au lendemain de la révolution populaire de février 1917, que lui et son parti n'avaient ni prévue ni planifiée. En vérité les partis «socialiste» et notamment les deux partis marxistes, jouèrent un rôle bien négligeable dans les évènements de février 1905[2]. De même, en 1917, les Bolcheviks étaient loin d'être une majorité: leur parti était minuscule et complètement inorganisé. Il ne mérita en fait le titre de parti qu'en 1918, c'est-à-dire après la révolution[3], lorsqu'il s'installa au pouvoir. C'est ainsi que se produisit ce que Marx avait cru impossible -si l'on fait abstraction d'un ou deux textes dans lesquels il était revenu sur sa position-: la révolution se fit sans que les conditions favorables et nécessaires à son déclenchement aient été réunies. De même, les faits vinrent contredire cette affirmation d'Engels dans son Introduction à la «lutte des classes en France»

(1) Martin Malia: «Compréhension de la révolution russe» p: 22.

(2) Ibid., p: 56.

(3) Ibid., p: 92.

de Marx selon lequel le temps était désormais révolu où une minorité consciente prenait la tête d'une majorité inconsciente». En effet, ne tenant pas compte de ces déclarations, lénine fit du parti l'avant-garde du peuple. Il était intimement convaincu que la lutte ne serait couronnée de succès que nous la conduite de son parti[1] avec lui à sa tête, bien entendu. C'est ainsi que ce que Engels croyait révolu allait pourtant avoir lieu quelques années seulement après sa mort. Le parti était pour Lénine, une armée de «révolutionnaires professionnels» qu'il fallait contrôler d'un main de fer. Cela était, de son point de vue, absolument nécessaire pour vaincre[2].

Mao Tse Toung eut sur ce point exactement la même opinion: en ce sens qu'il considérait la dictature comme nécessaire, faute de quoi la «révolution» se solderait par un échec[3]. Or, la dictature consacre en réalité l'échec de la révolution.

Trotski. quant à lui, était déchiré entre deux tendances: d'une part, sa conception social-démocrate qui lui faisait refuser toute forme de despotisme et de tutelle et, d'autre part, sa théorie sur la révolution permanente selon laquelle la minorité prolétarienne doit se comporter comme un tuteur par rapport à la classe laborieuse et comme un juge pour la société[4]. Mais tous ces grands principes ne l'empêchèrent par d'écraser la république de Macnaü[*] à la tête de l'Armée rouge ni de réprimer violement l'insurrection des matelots de Kronstadt[**]. Exclu du parti, il se réfugia ensuite au Mexique, ce qui devait mettre un terme à ses contradictions.

Lénine était convaincu que la révolution se faisait par étapes;

---

(1) Sidney Hook «Le héros dans l'histoire» p: 22.

(2) Ibid., p: 219.

(3) Mao Tse Toung «De la démocratie nouvelle».

(4) Tony Cliff «L'international-socialisme (2)» Automne 1960.

(*) La république de Macnaü fut la première tentative d'application de l'anarchisme (Ukraine 1918 - 1919).

(**)Mouvement anarchiste qui se dressa contre le pouvoir de Lénine (1921).

c'est-à-dire que la révolution socialiste ne pouvait pas sauter l'étape de la «révolution bourgeoisie». Fidèle à Marx, il reconnaissait que la révolution socialiste puisse à son tour se déclencher, la révolution bourgeoise jetant les bases de la révolution socialiste. Car, Pour que celle-ci constitue la phase de la «collectivisation» des moyens de production, encore faut-il qu'ils existent. Or, leur création ne relève pas du prolétariat mais de la bourgeoisie que se faisant, engendre ses propres «fossoyeurs», C'est-à-dire la classe ouvrière. C'est en fait à l'application de ce principe marxiste que lénine s'est employé[1]. Mais au lieu d'attendre que cette évolution se fasse d'elle-même -chose qui peut-être ne se serait jamais produite-, comme l'indiquait la théorie marxiste, il essaya simplement de hâter l'enchaînement des étapes et il prit le pouvoir. C'est du moins ainsi qu'il essaya de justifier son comportement afin de montrer qu'il n'avait pas trahi la théorie marxiste. Et, tandis que certains marxistes, plus puristes, demandaient au prolétariat de se tenir à l'écart de cette «révolution» du fait qu'il s'agissait d'une révolution bourgeoise qui ne concernait nullement le prolétariat, Lénine manoeuvrait très habilement. Il sut exploiter la periode d'anarchie qui succèda au renversement du régime du Tsar par les masses de même qu'il sut tirer profit de la rancoeur des soldats qui défendaient les frontières contre les forces allemands et auxquels il promit la paix en échange de leur soutien au bolchevisme. Nul n'ignore ce que ce traité de paix allait coûter à la Russie![2] C'est ainsi qu'il réussit grâce au soutien des soldats qui avaient fui la front, à limiter la durée de la «révolution bourgeoise» à quelques mois seulement, C'est-à-dire jusqu'à Octobre 1917, date à laquelle il prit le pouvoir. En réalité, il a plûtot cherché à puiser dans la théorie marxiste des

(1) Lénine «Oeuvres».

(2) Aux termes du traité de Brest-Litovesk (Mars 1918), Lénine dut céder par exemple aux Allemands le tiers des territoires industriels de la Russie. Cf. Martin Malia: «Compréhension de la révolution russe» p: 115.

justifications qu'a s'en inspirer pour suivre une ligne révolutionnaire. Car Marx ne songeait certainement pas en proclamant ce principe que la révolution bourgeoise puisse réussir à faire évoluer le prolétariat en l'espace de huit mois, C'est-à-dire la période allant de la chute du Tsar à l'arrivée au pouvoir des Bolcheviks et l'instauration par lénine du gouvernement d'une élite qui devait atteindre son paroxysme sous Staline.

Et, ce n'est pas là le seul problème que les marxistes durent résoudre, lorsqu'ils eurent à faire face à la réalité. Ainsi, Lénine fut-il amené à proclamer ouvertement que les travailleurs ne pouvaient pas à eux seuls développer une conscience social-démocrate. Ils avaient nécessairement besoin, selon lui, d'un agent extérieur. S'inspirant de l'histoire de l'Europe, il concluait - contrairement à Marx- que les ouvriers, s'ils étaient livrés à eux-mêmes ne pouvaient aboutir qu'à une conscience syndicale. C'est pourquoi, seul un agent extérieur pouvait les amener à une prise de conscience réelle. La révolution, selon son point de vue, n'est pas le fait des ouvriers mais des intellectuels bourgeois. Si les peuples dans les régimes libéraux gouvernent par procuration, Chez Lénine c'est la révolution des ouvriers qui se substitue aux ouvriers, eux-mêmes. Marx et Engels n'étaient-ils pas des intellectuels bourgeois?[1]. Pour justifier la domination des ouvriers, Lénine n'hésita pas, on le voit, à prétendre que ceux-ci avaient besoin d'être dominés[2].

Lénine s'est si bien écarté du Marxisme qu'il a fini par négliger complètement l'interprétation marxiste de la révolution, à savoir que celle-ci ne peut éclater que lorsque les moyens de production développés entrent en contradiction avec les rapports de production périmés. C'est ainsi qu'il a adopté successivement

(1) Lénine «Que faire».

(2) Mafzouli «La violence despotique» p: 46.

tous les principes énoncés par Marx pour mieux les réfuter ensuite. Il a par exemple reconnu avec Marx que le passage d'une société ancienne à une société nouvelle était un processus naturel, tout en objectant cependant, que Marx avait étudié les règles du capitalisme dans l'état où il se trouvait à ce moment-là. De ce fait, ses conclusions se trouvent nécessairement liées à une étape désormais révolue. C'est pourquoi, confronté à une nouvelle étape du capitalisme: le colonialisme, il, C'est-à-dire Lénine, a dû en tirer les lois qui s'imposaient: «Le colonialisme est une nouvelle forme du capitalisme de monople, de même que le capitalisme était la nouvelle forme de la Féodalité c'est donc le colonialisme et non le capitalisme qui conduit au socialisme par le biais de la lutte des peuples et des classes révolutionnaires opprimées sous le joug du colonialisme. Car la faim et la désolation annoncent la suppression du capitalisme. Le colonialisme avec son cortège de famine, de tyrannie et de désolation hâte le déclenchement des révolutions socialistes»[1].

En d'autres termes, le développement des moyens de production n'est plus le moteur de l'histoire et l'antagonisme qui l'oppose au rapport de production est encore moins la cause de la révolution. les agents de la destruction du capitalisme ne lui sont donc pas inhérents puisque ce ne sont pas les ouvriers des systèmes capitalistes qui y mettront fin mais les peuples colonisés. La cause de la révolution. Il faut plutôt la chercher dans le sentiment nationaliste de ces peuples qui les pousse à se dresser contre le colonialisme, C'est-à-dire, dans les mouvements de libération nationale que le Livre vert qualifie de «mouvements communistes visant à réaliser l'autonomie des groupes vaincus»[2], («La lutte nationale pour le triomphe du nationalisme»)[3].

---

(1) Cité par Ferdinand Zaouij «La pensée économique» p: 62.

(2) M. Kadhafi «Le livre vert» (III) p: 66.

(3) Ibid., p: 67.

Encore une nouvelle entorse aux fondements essentiels de la théorie marxiste: le socialisme ne depend plus du degré de développement des moyens de production mais de l'esprit d'émancipation que libère la lutte nationale contre le colonialisme; cette émancipation s'étendant par conséquent du politique aux domaines économique et social. Lénine était catégorique sur ce point. selon lui, la transformation révolutionnaire n'était pas le fait de la classe laborieuse à laquelle l'Histoire -Marx- avait confié la tâche de supprimer le capitalisme. mais celui des peuples sous-développés car les Grandes Puissances avaient, chez eux, poussé à l'extrême les limites de l'exploitation[1].

On est bien loin des lois et des prévisions énoncées par Marx: rappelons-nous combien il avait lancé de mises en garde -en se fondant sur la commune de Paris- contre le déclenchement d'une révolution dans un pays où les conditions objectives n'étaient pas réunies! Rappelons-nous combien de fois il avait prédis que la révolution ne se ferait que dans les sociétés les plus avancées, forçant ainsi les marxistes à atteindre indéfiniment le moment propice! Et pourtant les faits sont là pour prouver le contraire! Jamais Marx n'aurait pensé que la révolution pouvait éclater dans le monde sous-développé, parmi les peuples colonisés! ce phénomène traduirait-il une perte de confiance en la classe ouvrière d'Europe occidentale et d'Amérique ou une perte de confiance dans l'interprétation marxiste, ou bien les deux à la fois?

En fait, le régime instauré par Lénine ne fit que se parer du titre de «marxiste». Il fit entrer, on l'a vu, les paysans pauvres dans la «révolution» alors que Marx excluait toute autre révolution que celle des ouvriers. Ce régime a accordé la priorité à l'industrialisation au détriment de l'émancipation socialiste; or, Marx considérait que l'industrialisation était l'un des rôles du

(1) Ferdinand Zawij «La pensée économique» p: 303.

capitalisme tandis que celui de la révolution ouvrière était d'en récolter les fruits. Une telle politique devait engendrer les tristement célèbres camps de travaux forcés qui ont fait plusieurs millions de victimes[1]. Selon Rosa Luxemburg, le point de vue de Lénine sur le centralisme et le rôle d'avant-garde du parti se fondait sur ces deux principes: d'une part, la sujétion aveugle de toutes les cellules du parti à un noyau central; d'autre part, l'isolement de la direction de la base[2]. Rosa Luxemburg considérait que le léninisme était l'instauration d'un parti délite qui conduisait forcément au sacrifice de ses membres à son profit, ou à sa fin. De même, elle estimait que le parti fondé par Lénine sur ces bases impliquait un certain conservatisme (en français dans le texte) dans les plus hautes sphères, ce qui revient en quelque sorte à briser L'enthousiasme révolutionnaire. En outre, il importait peu à Lénine que l'activité de son parti soit fructueuse ou non. Ce qui comptait pour lui c'était d'en avoir le contrôle absolu, de liquider ses opposants et de limiter ce mouvement au lieu de le développer, de manière à continuer à le dominer, Son but était davantage de ligoter les masses que de les unifier[3].

A la mort de Lénine, Staline ne manqua pas de marcher sur les traces de son prédecesseur et de poursuivre l'oeuvre entreprise!

Mais comment nous étonner que les lois absolues de Marx, Ces ;lois «naturelles» qui permettaient d'expliquer les révolutions, aient abouti à des résultats aussi décevants? En effet, «les analyses de Marx, les valeurs essentielles sur lesquelles il s'est fondé, sa conception de l'histoire et le mode d'organisation auquel mène sa théorie, tout cela conduit nécessairement à une organisation centralisée»[4].

---

(1) Rapports secret de Khrouchtchev.

(2) Rosa Luxemburg «Rôle de l'organisation dans l'activité révolutionnaire» p: 19.

(3) Ibid., p: 104.

(4) Mafzouli «La violence despotique» p: 263.

Staline, ce n'était nullement un événement accidentel ou le résultat d'une déviation par rapports aux marxisme mais tout simplement le nécessaire aboutissement de celui-ci. Le Parti est en effet devenu le fondement de tout à tel point que des innocents acceptent de reconnaître des crimes qu'ils n'ont pas commis - délation, espionnage Parti(*).

On mesure aujourd'hui toute les difficultés qu'il y a à passer de la théorie marxiste à la praxis: en effet, que ce soit la logique dialectique de Marx, la loi des étapes ou le déterminisme historique, rien de tout cela ne s'est vérifié dans l'application pratique. Les événements ont montré que la révolution n'est pas le produit nécessaire de l'antagonisme entre moyens et rapports de production; de même que l'évolution des moyens de production ne mène pas forcément au socialisme. On pense plutôt aujourd'hui que ce sont les peuples du tiers monde, ces peuples qui ont été colonisés et pillés, qui peuvent faire cette révolution conduisant au socialisme. Quant à la loi des étapes, elle s'est écroulée d'elle-même dès le moment où Marx a déclaré qu'il était possible de sauter l'étape capitaliste. C'est d'ailleurs ce qui a conduit lénine à proclamer qu'il nétait pas indispensable d'attendre que le capitalisme atteigne le stade de maturité nécessaire mais qu'il fallait plutôt créer une situation révolutionnaire qui hâte sa disparition(1). Le prolétariat, n'a pas, lui non plus, joué le rôle qui lui était assigné par l'Histoire, à savoir: instaurer une société nouvelle puisque s'est substitué à lui un parti centralisateur, dirigé par une élite plus bourgeoise que prolétaire. Que dire de l'étape transitoire qui, selon Marx, devait permettre de passer de la société capitaliste à la société communiste, si ce n'est qu'elle dure bien longtemps? L'Etat se consolide, tel un monstre tentaculaire et ne semble pas être sur le point de disparaître! En vérité, le passage à

(*) Cf. les célèbres procès de Moscou et de prague.

(1) Ferdinand Zawij «La pensée économique» p: 62.

cette société nouvelle ne sera assuré que lorsque l'on aura dépassé la phase de la dictature du prolétariat et lorsque l'on aura supprimé l'hégémonie de classe. Dans l'état actuel des choses, rien ne garantit le passage naturel de la dictature du prolétariat à la phase ultime de l'histoire -si tant est qu'il puisse en exister une-. Par conséquent et conformément à la conception dialectique de l'histoire, on ne peut imaginer le transfert de cette phase transitoire -qu'est la dictature du prolétariat- à l'étape de la «société communiste» sans une nouvelle cassure ou une nouvelle révolution. En effet, si la révolution est le moyen de passer d'une étape à une autre et si l'histoire s'est faite de la sorte jusqu'à nos jours, pourquoi serait-il possible d'aller de la phase de transition à la phase ultime sans révolution?

Les marxistes sont donc dans une situation pour le moins critique: soit ils adhèrent à l'analyse marxiste et ils considèrent -pour se conformer à celle-ci- que ce qui s'est passé en Russie ou en Chine n'est pas une révolution socialiste, ce qui revient à admettre que la «révolution» selon les critères marxistes est impossible; soit, ils les reconnaissent comme étant des révolutions socialistes et ils renient par là-même les fondéments du marxisme. Quelle affreuse alternative!

Notes et References (I)

1 - Marx «Contribution à la critique de l'économie politique» p: 56.

2 - Marx Ibid.

3 - Martin Malia, «compréhension de la révolution russe», p: 22.

4 - Marx cité par Calvez dans «La pensée de Karl Marx» p: 9.

5 - Marx: «Misère de la philosophie» P: 93.

6 - Marx: «Contribution à la critique de l'économie politique», p: 4.

7 - Marx: «préface à la critique de l'économie politique», p: 3.

8 - Marx: «Ibid.», p: 3.

9 - Marx: «Contribution à la critique de l'économie politique», p: 55

10 - Marx: «La Sainte Famille» p: 132 -133.

11 - Discours prononcée par Engels sur le tombeau de Marx.

12 - Marx «Misère de la philosophie» p: 119.

13 - Tucker: «La pensée révolutionnaire Marxiste» p:15.

14 - Marx «Critique de la philosophie de l'État de Hegel», cité par garaudy dans «Clefs pour le marxisme» p: 37.

15 - Marx «Le Capital», III, p: 154.

16 - Calvez «La pensée de Karl Marx» pp: 187-190.

17 - Marx «préface à la critique de l'économie politique» p: 4.

18 - Marx «Critique du programme de gotha» p: 96 (livre de poche 1973).

Notes et References (II)

1 - Marx «Le Capital» I Tome 3 p: 305.

2 - Lettre d'Engels à Marx du 23 / 2 / 1851.

3 - Kautsky: «le chemin de pouvoir» p: 13.

4 - Engels «Les principes du Marxisme» p:29.

5 - Marx «Le Capital» Tome 3 p: 205.

6 - Marx «Contribution à la critique de l'économie politique» p:55.

7 - Marx, Discours sur G. Vladimir, New York.

8 - Marx, «La lutte des classes en France» p: 37.

9 - G. Gurvitch «Proudhon» p: 105.

(*) Ernest Hemingway: «Le vieil homme et la mer».

10 - Gregory: «Survol de Marxisme» p: 158 - 169.

11 - Lettre de Marx à Liza du 8 Mars 1881 (La Pléida Tome 2, P. 1558).

12 - Martin Malia «Compréhension de la révolution russe» p: 156.

13 - Calvez «La pensée de Karl Marx» p: 258.

14 - Karl Kautsky: «Le chemin du pouvoir» p: 45.

15 - J. P Sartre «Matérialisme et révolution» (situations).

16 - Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 327 - 328 - 329.

Notes et References (III)

1 - Introduction à «La lutte des classes en France» de Marx.

2 - Lettre de marx à liza (8 Mars 1881) op cit.

3 - Moammar Kadhafi «la solution du problème économique», p: 48.

4 - Explications du livre vert II p: 71

5 - Ibid; p: 73.

6 - De l'auteur: «Critique du marxisme» (AL Zahf AL-Akhdar).

7 - Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 15.

8 - Marcuse: «Contre-révolution et révolte» p: 9 - 10 - 13.

9 - Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 15.

10 - L'auteur: «La solution socialiste» p: 123 - 158.

11 - Cité par Kautsky dans «Le chemin du pouvoir» p: 66.

12 - Marx: «Le Manifeste communiste» p: 95 - 96.

13 - Khrouchtchev: «Rapports au XXIIè congrès» (1961).

14 - Trotski «La révolution trahie».

15 - Martin Malia: «Compréhension de la révolution russe» p: 15. cf. Rosa Luxemburg: «Réforme sociale ou révolution»?

Notes et References (IV)

1 - Zetiline «Marxisme -Remise en question» p: 69 - 72.

2 - Rjazanov «Conférences sur l'histoire du Marxisme» p: 21.

3 - Karl Kautsky «Le chemin du pouvoir» p: 10.

4 - Calvez: «La pensée de Karl Marx» p: 15.

5 - Lettre de Marx du 17 Avril 1871.

6 - Lénine «La maladie infantile du marxisme» p: 118.

7 - Sidney Hook «Le héros dans l'histoire» p: 221.

8 - Rjazanov «Conférence sur l'histoire du Marxisme» p: 109.

9 - Ibid., p: 67.

10 - Martin Malia: «Compréhension de la révolution russe» p: 178.

11 - Ibid., p: 22.

12 - Ibid., p: 56.

13 - Ibid., p: 92.

14 - Sidney Hook «Le héros dans l'histoire» p: 22.

15 - Ibid., p: 219.

16 - Mao Tse Toung «De la démocratie nouvelle».

17 - Tony Cliff «L'international-socialisme (2)» Automne 1960.

(*) La république de Macnaü fut la première tentative d'application de l'anarchisme (Ukraine 1918 - 1919).

(*) Mouvement anarchiste qui se dressa contre le pouvoir de Lénine (1921).

18 - Lénine «Oeuvres» Tome III, p:39 - 133.

19 - Aux termes du traité de Brest-Litovesk (Mars 1918), Lénine dut ceder par exemple aux Allemands le tiers des territoires industriels de la Russie.

Cf. Martin Malia: «Compréhension de la révolution russe» p: 115.

20 - Lénine «Que faire».

21 - Mafzouli «La violence despotique» p: 46.

22 - Ferdinand Zaouij «La pensée économique» p: 62.

23 - M. Kadhafi «Le livre vert» (III) p: 66.

24 - Ibid., p: 67.

25 - Ferdinand Zawij «La pensée économique» p: 303.

26 - Rapports secret de Khrouchtchev.

27 - Rosa Luxemburg «Rôle de l'organisation dans l'activité révolutionnaire» p: 19.

28 - Ibid., p: 104.

29 - Mafzouli «La violence despotique» p: 263.

(*) Cf. les célèbres procès de Moscou et de prague.

30 - Ferdinand Zawij «La pensée économique» p: 62.

3

Conservatisme et progressisme

Par rapport à l'ancien regime du pouvoir absolu, dont jouissent les Rois et les monarques, L'institution de la démocratie parlementaire est incontestablement un progrés considérable un pas très important vers l'emancipation totale de l'humanité, parce que la démocratie parlementaire signifie la reconnaissance -même formelle- de la Souveraineté populaire. C'est à ce titre que la démocratie parlementaire était bien acceuillée par le peuple, en tant que un pas vers la liberté qui est le but suprême de l'humanité.

En ce moment là que le pouvoir absolu prends fin, Il est incontestablement progrés que la société se voit reconnu le droit à la participation au pouvoir même si cette participation était indirecte, par délégation. un progrés que les hommes puissent constituer des partis politiques pour défendre leurs interêts, leurs idéologies, etc... Seulement il faut qu;en prend en considération que ce progrés acquis chèrement en ce temps là n'est qu'un pas vers... C'est-à-dire qu'on doit poursuivre la marche vers la réalisation du but suprême qui est l'émancipation de toute la société.

Par l'institution de la démocratie parlementaire le peuple a obtenu la reconnaissance de son droit à la participation au

pouvoir, sans pouvoir pour autant exercer le pouvoir. C'est ainsi que la démocratie parlementaire n'est pas la fin où l'on doit s'arrêter d'avancer, bien au contraire, on doit transformer le droit formel à la participation populaire au pouvoir par délégation en droit d'exercer directement le pouvoir, la crise de la démocratie actuelle reside dans le refus de cette transformation et le désire, avoué où non de se fixer dans ce stade du développement historique. C'est-à-dire la considération de la démocratie parlementaire non en tant qu'étape depassable, mais en tant que fin suprême dont le depassement est impossible. ce qui signifie tout simplement un refus du progrés un conservatisme pessimiste. Conservatisme est la croyance dans l'indepassabilité du stade actuel où l'humanité est parvenu péssimisme est la croyance dans l'impossibilité où l'homme d'être meilleur. Ce désir de fixation qu'on a signalé dans l'attitude conservatrice signifie en réalité desir d'arrêter le progrés humain, et faire un sort que la société se répete sans pouvoir progresser.

Comment expliquer ce désir de fixation à ce stade du developpement historique? quelles sont les raisons qui poussent à l'affirmation de l'indepassabilité de la démocratie parlementaire?

Trois explications sont possible:

1 - cet étape de l'histoire humaine et son régime politique et économique sert bien les interêts d'une classe, d'une catégorie de la société, et cette classe ou cette catégorie ne veut pas reconnaître l'aspect provisoire de ses privilègs, s'est la raison pour laquelle elle refuse, le depassement de cette étape par la société en vérité non parce que cette étape est la meilleur mais parce qu'elle refuse de renoncer à ses interêts et à ses privilèges, voulant obliger la société de s'arrêter, de stopper sa marche et vivre sans histoire.

2 - La fixation dans cette étape de l'histoire signifie refus du progrés c'est une vue porte sur l'histoire atteinte du passéisme,

convaincu que le passé est mieux que l'avenir vivant le présent en nostalgie dans le passé, terrorisé par une peur terrible de l'avenir et des changements qu'il apporte, n'a qu'un seul désire: arrêter l'histoire!

3 - L'argumentation qui porte sur la difficulté, sinon l'impossibilité d'appliquer le pouvoir populaire de face directe bien qu'elle contienne la reconnaîssance du droit du peuple, mais elle lui reconnue refus l'exercice de son droit.

Cette argumentation est contre la réalité historique et antilogique, car l'histoire humaine, jusqu'a nos jours a été l'histoire des luttes vicorieuses contre l'impossible contre les difficultés, bref une victoire contenue de l'humaine sur l'inhumaine!

Si l'on jette un coup d'oeil sur le passé, et si l'on adopte le point de vue du passé on serait persuadé que tous ce que l'homme a réalisé aujourd'hui du point de vue de passé était impossible, c'était même une sottise d'y penser: conquerir l'espace des profondeurs des mers et de la terre, la supression des distances par l'aviation etc... tout cela était un jour un rêve utopique, la distance est immaginable entre l'homme conquerant de l'espace et l'homme de la caverne. Donc ce qui apparait maintenant impossible n'est ainsi que parce que l'homme utilise sa force de création et d'invention non pour plus de progrés vers la liberté et le bonheur qui sont la fin logique de la vie.

À cette attitude conservatrice et pessimiste s'oppose une attitude progressiste et optimiste, progressiste parce qu'elle affirme la possibilité de réaliser la vraie liberté quand le pouvoir se transforme d'un pouvoir du peuple par l'intermédiaire des délégues, C'est-à-dire démocratie indirecte à un pouvoir du peuple sans aucun intermédiaire C'est-à-dire démocratie directe qu'en principe la démocratie indirecte suppose y aboutir en tant que sa fin ultime et optimiste parcequ'elle croit en l'homme et son avenir,

et que le progés est illimité toute l'histoire humaine lui donne raison, si l'homme a réalisé tant du progrés Il n'ya aucune raison pour qu'il n'en realisera pas d'avantage.

C'est pour ces raisons que nous pouvons qualifier la troisième théorie contenue dans le livre vert de Kaddafi, de progressiste et optimiste, elle part d'une idée maitresse l'impossible n'est pas humain, ce qui signifie rendre à l'homme sa confiance en soi et lui donner l'espoir de pouvoir recuperer sa y vraie conscience et tant qu'être humain.

Si le pouvoir populaire directe que nous présente le livre vert est une idéale, une ambition. certains même le qualifie d'utopique cela ne veut pas dire qu'on croise les mains, desespéré, c'est toujours l'utopie qui pousse aux changements réels, à la perfection, Kaddafi sait clairement ce qui est devenu l'homme contemporain politiquement, économiquement ainsi que socialement, mais il sait aussi parfaitement que la vie de l'homme, individu ou groupe, est une ambition au progrés continu qui ne doit pas s'arrêter, car le poursuite de cette ambition est l'existence même de l'homme, si on l'arrête c'est la fin de l'homme en tant que homme et le commencement de l'homme automate. Sous nos yeux l'humanité est menacé, dans son existence même aliénée sous la pression des regimes et des moyens de son invention sous nos yeux l'anti dialectique revient sur l'homme au point d'en faire anti-humaine.

Sous nos yeux certains hommes essaient -par des fausses théories de convaincre l'homme de l'impossibilité de se sauver, de changer sa misérable vie, pref ils ploquent l'avenir devant l'homme en instituant unnouveux fatalisme, non religieux cette fois mais pire.

L'auteur du Livre vert en est bien conscient il y attire notre attention, au fondement de tous les maux dont souffrent les sociétés occidentale ou orientale, démocratie parlementaire ou démocratie à porté unique, développé ou sous dévélopper, est le

monople du pouvoir qu'il ce soit politique économique au autre. que le pouvoir est monopoliser par un individu, par un goupe, classe, multi parti au parti unique, tous cela au fond n'y change rien, malgré la différence qui existe entre ces différents mode de pouvoir la lutte et le conflit reste le rapport dominant entre les hommes. La rue est ainsi un champs de bataille et de violence. au lieu d'être un lieu de rencontre de connaissance et de cooperation entre les hommes. Le monople du pouvoir ne laisse à l'homme que choisir entre la soumission ou la violence. mais Soumission et violence sont une déviation de l'être social de l'homme.

Si nous voulons sincèrement humaniser la vie humaine il nous faut supprimer le monople du pouvoir, et sans attendre rendre le pouvoir aux peuples qui l'exercent directement sans intermediaire, sans tutelle, aucun progressiste consequent ne peut soutenir ni justifier un pouvoir monopolisé sous aucun pretexte.

Le pouvoir est conservateur, donc un obstacle qu'on doit detruire pour que l'homme redevienne homme, et l'ère de masse libère puisse surgir?

4

Le Monde Unipolaire et la Démocratie

La plus part des politologues s'accordent sur le fait que le bon fonctionnement de la démocratie sous ses différentes formes, ne repose sur rien d'autre que sur l'acceptation générale et le respect par la majorité d'une société des règles de jeux de la démocratie, toute autre explication, parait à mon avis, entrer en contradiction évidente avec le principe même de la démocratie, L'entrave si ne la suprime pas purement et simplement. Etat donné que, par principe, la démocratie doit être la source de tout pouvoir et de toute autorité dans une société démocratique l'existence, même supposé, d'un pouvoir suprême quelquonque, au dessus la société et les partis en présence, et qui aurait, par mission, l'imposition de la démocratie, la garantir, et faire respecter ses règles de jeux, contredit la démocratie, elle ne serait ainsi qu'une pure illusion, la démocratie, par sa principe même, ne peut être imposée sans s'annuler donc, pour que la démocratie soit réellement démocratie, elle doit être acceptée et respectée libèrement en tant que la seul alternative entre le chahu et le dépotisme donc toute tentative s'imposer la démocratie vouée à l'échec, qu'elle soit démocratie directe ou démocratie indirecte n'y change rien. mais si la démocratie ne peut pas être imposée par un pouvoir suprême, ni de

l'extérieur, ni de l'intérieur, puisque l'existence même de ce pouvoir, si il ne decoule pas de jeux démocratique, étant donné tout pouvoir et toute autorité, dans une société démocratique, doit être établit démocratiquement, ce qui nous fait tomber dans une cercle vicieux: La démocratie doit être la source. si non, où trouve-t-on la source de ce pouvoir qui impose la démocratie si ce n'est pas dans son contraire: Le despotisme?

Alors, où cherchons-nous la ou les raisons de ce respect et de cette acceptation et de cet engagement libre et volontaire de la part de la majorité d'une société et de ses partis en présence? C'est-à-dire, où trouver la source de ce respect, de cette acceptation et de cet engagement libre et volontaire? et qui les explique et les garantis sans pourtant les contredire?

Est-ce-que c'est dans l'amour de la démocratie? est-ce-que c'est du à notre sens civique? à notre seul volonté?

Tout cela est possible: il se peut que nous aimons la démocratie. et que nous la voulons sincèrement, et que notre sens civique nous pousse fortement vers elle, mais il ne suffit pas de tout, ni pour tout expliquer ni pour garantir son fonctionnement réel.

La démocratie, aprés tout, est un projet plus important et plus rationel pour être reposé sur un simple sentiment, comme l'amour, ou sur un simple engagement morale dont rien ne garantis le bien fondé ni la persistence que lui même, ou sur un simple sens civique vague et toujours difficile à définir, et qui pour ces raisons, serait peut-être, une source de devergence et de conflit et en plus, ce que l'on appelle sens civique, est en grand partie un resultat de la vie démocratique et non le contraire.

Donc, le respect et l'acceptation des règles de jeux de la démocratie, pour être vraiment efficace, exigent un fondément plus solide et plus rationel qu'un sentiment ou simple volonté pour

s'imposer à la majorité d'une société et a tous ses partis en présence, sans pourtant, se contredire.

Ce fondement solide et rationel indépendant des sentiments et de simple volonté, et qui quoique efficace, ne contredit absolument ni la liberté ni la volonté se trouve, à mon avis, dans l'équilibre des forces sociales et des partis en présence. C'est-à-dire, lorsque chaque force, ou, parti équivale un autre, chaque force est persuadée qu'elle ne peut dans ces rapports de forces équilibres, rompre l'équilibre, ni violer les règles de jeux, sans risquer d'y perdre plus qu'elle y gagne, et d'entrainer, par là, toute la société dans le chahu ou dans un abime ou, au moins favoriser l'établissement d'un régime dictatorial sans pourtant en être sur de controler.

Tant que cette certitude persiste chez toutes les forces et partis, et que la réalité la confirme, la démocratie apparait comme la seule issue ennuisageable et le seul choix réelement possible entre le chahu et la dictature. ainsi la démocratie peut fonctionner normalement et efficacement: la démocratie est à la fois due à la peur de chahut et à la peur de la dictature.

Le Chahut, si une force, dans une situation où toutes les forces s'équivalent en réalité aucune force n'est superieur par rapport aux autres. tente de prendre le contrôle de toute la société y poussé par un faux sentiment de supérieurité, par un faux jugement d'avoir assez de force pour l'accomplir sans en subir les conséquences, ce qui aboutit au chahut et sa conséquence inévitable la guerre de tous contre tous, puisque, en réalité, aucune force n'est en position ni d'emporter une victoire decisive sur les autres, ni en position de sécurité vis-à-vis des autres.

Si, au contraire, une force ou un parti se sent capable, et il c'est réellement, de rompre l'équilibre sans craindre ni la riposte des autres ni leur réaction, si un parti se sent, ou se croix en position de pouvoir imposer son autorité, et violer les règles de

jeux de la démocratie sans grand pert de sa part, et controler toute la société y compris les autres forces et partis, afin que la société ne tombe pas dans une geurre fratricide, il n'hesitera pas un instant à jetter les règles de jeux et les violera volontairement, ce qui finira ainsi par l'institution d'un régime dictatorial, son régime.

Les faits historiques nous enseignent beaucoup sur ce point, tant des partis sont arrivés au pouvoir par la voie démocratique grâce à la démocratie, ont supprimé purement et simplement la démocratie, citons en tant qu' exemple le cas du parti nazi et le cas du parti faschiste, et bien d'autre(*).

Donc, il est, à mon sens, claire que la condition nécessaire et la raison d'être de la démocratie est l'équilibre réel des rapports de forces sociales en présence dans une société donnée. Si cette équilibre, en réalité se fait de faut, il est, en conséquence absurde et inutile de parler de la démocratie elle ne serait qu'un simple façade, de pure propagande.

Bien sûr cet équilibre ne resulte pas d'une décision volontaire, ni sur ordre même si cette décision ou cet ordre vient d'une superpuissance accompagné d'une somme de dollar où conditionnant l'aide économique. La démocratie ne s'impose pas, car l'équilibre des forces dans une société, condition nécessaire pour l'établissement d'une véritable démocratie, ne peut pas être imposé ni de l'extérieur, ni de l'intérieur d'ailleur, sans certitude, par la même la démocratie que l'on désire, ou pretendre, établir, et la fausse radicalement elle est un projet social de long helain dont la responsabilité de réalisation revient aux forces mène en présence

---

(*) Les cas où la démocratie s'est transformé en dictature:
Argentine 1930, Autriche 1933, 1934, Brésil 1964
Cheli 1973, Colombie 1949, Allemagne 1933
Grece 1967, Italie 1923, 1925, Perou 1968
Potugal 1926, Espagne 1936, venezuela 1948, Uruguay 1973.

dans une société elle est le resultat d'une lutte et l'aboutissement d'un combat long et difficile. La démocratie est en quelque sort, un compromis entre ces forces sociales, apparait quand elles se persuadent qu'aucune d'elle ne peut éliminer les autres sans engendrer une guerre civile. Ce qui fait une intervention extérieure même se croyant agir en faveur de la démocratie, ne fait, en réalité, que favoriser un parti au dépense des autres. et fait entraver par là, la constitution du compromis démocratique et au lieu d'établir la démocratie, on finira par l'établissement d'un régime dictatorial, Le régime du parti favorisé par l'intervention extérieure. et ainsi on se trouve, une fois de plus au coeur du cercle vicieux.

Notre conclusion, en ce qui concerne notre point de vue, que nous venons de développer, est que la démocratie, qui mérite son nom, ne saurait être imposé, ni de l'extérieur, par intervention, même supposée sincer, en sa faveur, puisque cela ne fait que soutenir le mécanisme conduisant à la dictature, en donnant à un parti la puissance pour éliminer les autres sans être réellement puissant que grâce à sa liaison extérieure. ni par la constitution d'une force ou d'un assez fort pour dominer les autres, ce qui abouti à la dictature qui n'est différente de précédente que par la non liaison avec l'extérieur, a quoi nous ne trouvons d'autre nom que dictature nationale. la démocratie est un résultat du rapport des forces égales et équilibrés librement, dans une société où aucun force, aucun parti n'a là ni la force ni la possibilité d'imposer sa hégémonie ni d'envisager la prise du pouvoir sans le consentement général et libre de la majorité d'une société, ce qui impose le respect et l'acceptation des règles de jeux de la démocratie, qu'elle soit direct ou indirect.

Et puisque cette condition nécessaire, en réalité, est difficile à se réaliser effectivement et de façon parfaite, le régime du multipartisme, considère comme l'expression la plus parfaite de la démocratie, reste pourtant affecté, en lui-même, par un germe une

tendance vers l'autoritarisme qui n'attend que l'occasion pour se manifester, tant qu'une force, un parti soit plus fort que les autres, la démocratie est en danger.

Si nous appliquons ce que nous venons de développer sur le plan international nous y trouvons que les choses ne sont pas tellement différentes. pour que la démocratie reigne dans les rapports internationals, il faut que toutes les nations se trouvent en équilibre. ainsi chaque nation est persuadée qu'elle ne peut agresser les règles de jeux démocratique internationales sans risquer de faire l'objet d'une agression de la part d'autre nation. ici aussi apparaitra la nécessité d'un compromis international: la démocratie dans les rapports internationaux s'impose en tant que la seule alternative au chahut, et impose par là son respect et son acceptation internationale. ainsi le recours à la force à l'agression à la violation des règles internationales, devient impossible, cède la place au droit international, celui-ci peut ainsi fonctionner d'une façon juste et égalitaire ainsi que efficace juste et égalitaire puisque d'équilibre même rend le droit et la légitimité internationale juste basé sur l'égalité entre nations.

Mais, malheureusement, cette situation internationale idéale n'existe pas encore... il se peut, en réalité, que certains pays, en l'abscence des rapports internationales d'égalité du fait, et non seulement du droit, se retrouvent ainsi en position de puissance qui leur permet d'imposer leur volonté, leurs vues et leurs intérêts aux autres nations sans en craindre ces conséquences, dans ce cas, le droit et les organisations internationales ne serveront qu'a légitimer les faits accomplis, bien entendu ils ne seront ni justes ni égalitaires.

Il ne peut aussi qu'une seule nation devient superpuissance absolue ce qui lui permet d'imposer sa hégémonie sur les autres nations, et nous nous trouvons-avec quelque différence, dans la même situation décrite précèdement.

Historiquement parlant, en temps contemporain un seul ploque des nations n'existait pas, il y avait deux ploques. ce qui au fond ne change pas grandes choses de la situation précèdement décrite, puisqu'il y toujours une hégémonie donc absence de démocratie, mais au moins, a donné aux autres pays hors de deux ploques un certain marge de manœuvre entre les deux ploques. et permet un certain propagation de la démocratie ou sa recule dépend, en grand partie du rapports des forces internationales et son équilibre ou déséquilibre il est certain qu'un pays qui a peur. qui craint pour sa securité ou qui est dominé, menacé, ne saurait être démocratique, même s'il désire le devenir sincèrement, le monde est assez petit, les rapports de forces internationales affectent surement les rapports intérieurs, il est certain que le déséquilibre des forces sur le plan international est nefaste pour la propagation de la démocratie. puisque les pays qui se trouvent dans une situation de force inférieure par rapport aux autres, subissent la domination des pays en position de force supérieur. ce qui rend impossible l'établissement de la démocratie à l'intérieur de ces pays et son fonctionnement normal, en même temps où il craint pour sa sécurité et son indépendance, où subi les différentes formes de domination. cette situation de déséquilibre internationale n'explique pas seulement l'abscence de démocratie, mais elle explique aussi le désire chez les pays faibles dans le rapport de forces internationales de comparer cette faiblesse par la possession des armes nucléaires et chimique même au dépense de son développement social et des besoins essentiels de sa population, les grandes puissances en sont sûrement responsable d'ailleur, les grandes puissances ne désirent pas sincèrement la propagation de la démocratie, malgré leur pretention et leur propagande, les faits démontrent le contraire. elles ne prennent en considération que leurs propres intérêts, en ne peut surement pas à la fois exercer une hégémonie sur le monde et prétendre propager la démocratie.

Bien sûr la situation devient plus pire encore quand un seul pays monople la puissance internationale, ce monople que l'on appelle faussement nouvel ordre international, cela prive le reste de monde, à un degré différent bien entendu, même de marge de manoeuvre que leur permetrait l'existence de ceux ploques ou multiples ploques.

On ne saurait pas comment un pays peut établir la démocratie à l'intérieur et en même temps subir un pouvoir absolu de l'extérieur? Comment pretendre propager la démocratie dans le monde et en même temps y exercer une hegemonie absolue? et en plus se servir des organisations internationales et du droit international en tant que simple instrument de politique extérieure dictée par ses propres interêts nationaux et qui ne sont pas forcément les interêts de reste de monde, particulièrement les pays en situation inférieur. le monde d'aujourd'hui gouverné dictatorialement, un monde unipolaire signifie un monde dominé par un seul puissance. alors comment la démocratie peut s'épanouir et se propager?

Un monde multipolaire ne convient sûrement pas à la propagation de la démocratie, mais il permet, au moins, un marge de manœuvre, un monde unipolaire empire la situation, il suprime même ce marge de manœuvre, et en conséquence plus nefaste pour la démocratie qu'un monde multipolaire, ce qui nous conduit à prevoir la regression, la recule de la démocratie et non sa propagation.

Heureusement, on ne croi pas que le monde restera longtemps unipolaire, non seulement parce que cette situation coute chère à la superpuissance, ce qu'elle ne peut suporter longtemps, mais aussi on voit d'autres poles en voie de constitution, la divergence des interêts et des vues assumera le reste.

Bien sûr tous les pays ne soufrent pas de la même façon des conséquences du nom de unipolaire, Certains pays peuvent, plus

ou moins, preserver leurs interieurs face à l'hégémonie de la superpuissance, à la mesure de leur propre force par rapport à la superpuissance, et d'autres pays subissent purement et simplement cette hégémonie et ses conséquences nefastes sur leurs intérieurs, et puisqu'un pays donné ne peut être à la fois démocratique à l'intérieur, et en même temps subir un pouvoir extérieur, et si il n'arrive pas à affronter ce pouvoir, avec succès, bien que cet affrontement même affecté les rapports intérieurs dans ce pays, ses rapports intérieurs deviennent forcément des rapports non démocratique, de toute façon l'exercice de la démocratie dans un tel ou tel pays depend en grande partie de la place qu'il occupe dans les rapports de forces internationales.

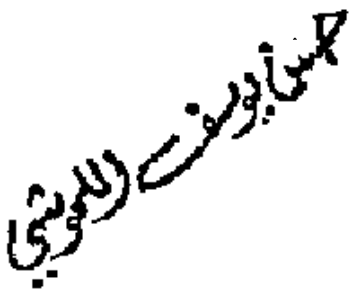
Donc, dans l'état actuel du monde où les rapports de forces entre pays et nations sont fortement déséquilibrés sur le plan économique, technique, militaire et politique la démocratie apparaît sans avenir: un pays qui a peur, qui craint pour sa sécurité et son indépendance, dont la population tout leur manquent, ne peut pas être démocratique, la dictature, dans la plupart des cas y est une réaction sociale à la peur collective, au craint de perdre l'indépendance national, au sentiment d'infériorité dans les rapports internationals fortement déséquilibrés, c'est d'ailleur pour quoi-bien que cela peut apparaître étrange- la dictature nationale peut avoir le consentiment national et une acceptation générale, elle apparaît, aux yeux de la nation comme le dernier sursaut de l'indépendance nationale face à l'hégémonie extérieure, elle représente ainsi la fierté nationale. si la grande puissance veut vraiment et sincèrement propager la démocratie, elle doit commencer par la non intervention dans les affaires des autres nations, et la non utilisation de la force-même sous forme de menace, même sous pretexte de favoriser l'établissement de la démocratie, puisque même cela, ne favorise -en réalité -que la dictature -qu'elle pretend combattre -sous façade démocratique.

La démocratie est un choix social libèrement constitué par les forces sociales dans des rapports de forces équilibrés, sur une base d'égalité du fait. si non elle n'auraura pas de sens: le resultat d'éliction dite libre devient 9,99%, L'assamble national ne fait que légitimer les décisions prises ailleur, et ce président se légitime par l'influence extérieur plus que par un consentiment national, dans ces conditions il est compréhensible qu'une nation préfère la dictature nationale qu'une démocratie de façade sous influence extérieur.

Les évènements actuels dans le monde démontrent que cette volonté ni vraie ni sincère, la grande puissance, ainsi que les moyennes, agis pratiquement à l'envers de ses intentions affichées, ce qui fait que ces intentions ne sont réellement que de la pure propagande destinées à masquer les vraies intentions et en conséquence la démocratie, soit dans les rapports internationals, soit dans les rapports intérieurs dans la plus part des pays soufrira encore fortement. de toutes façon, je crois que tant que cette situation persistera, la reigne de la démocratie et de la liberté n'est pas pour demain. cela nous fait, certainement, mal au cœur, mais helas la réalité n'est pas toujours ce que nous voulons, vouloir est une chose et pouvoir c'est une autre chose, mais que cela ne doit pas de tout nous decourager, nous qui voulons sincèrement un monde libre et démocratique, un monde où les droits de l'homme ainsi que les droits des peuples seront respectés et garantis, où la force du droit se substitue au droit de la force, nous devons au contraire agir et lutter pour que notre vouloir devient realiser ce rêve.

Il nous faut noter en fin -sans entrer dans les détailles- que l'équilibre des forces sociales, et internationales, condition nécéssaire de la démocratie, ne peut être effectif que sur des bases sociales d'égalité et de justice, c'est-à-dire socialiste, notre combat donc pour la démocratie, au vrai sens du terme, réelle et non pas

seulement formelle, est doit être, un combat pour le socialisme, si non, on dit risque de perdre le but au milieu de chemin, car à l'invers de ce que l'on croit habituellement et à l'invers de certains faits historiques: le socialisme est le système qui convient le plus à la démocratie et non pas le capitalisme, démocratie et socialisme ne peuvent pas être desassocier.



متاح للتحميل ضمن مجموعة كبيرة من المطبوعات من صفحة
مكتبتي الخاصة
على موقع ارشيف الانترنت
الرابط
https://archive.org/details/@hassan_ibrahem

5

Terrorisme et Anti-Terrorisme

On définit généralement la violence comme étant le recours à l'utilisation de la force proprement dit (dans le sens propre du terme) pour arriver à la réalisation d'un but matériel ou moral, ce moyen pour réaliser les buts n'est pas propre à une catégorie donnée, à une telle ou telle personne mais tout être-humain aurait recours à ce moyen quelque soit le motif et le but poursuivi. Et le problème n'est pas ici de dire que la violence est un comportement commun. il suffit pour le constater d'observer la vie qutidienne, mais le problème réside dans le fait de chercher l'origine de la violence, est-ce une origine sociale ou naturelle, était une acquisition de l'homme pour se défendre et pour imposer ses droits et ses intétrêts quand il se prive d'autres moyens? ou est-elle de la nature humaine, donc il la pratique même s'il vit seul à la manière de Robin Crusoe?

Certains chercheurs prétendent que ce comportement -la violence- est dû à la nature humaine. Ils affirment que les causes du conflit reviennent à la nature de l'homme. Ce qui veut dire que la violence est une des caractéristiques naturelles de l'individu humain. Celui-ci aurait recours à l'utilisation de la violence parcequ'il est conditionné par ce comportement. Cette définition

de la violence, bien que sous divers aspects peu différents, chez Rousseau, Hobs, Luke, Hegel, amenait à considérer la société civile au sein de l'état se caractérise par l'exclusion de la violence individuelle pour eux cette société civile se situe essentiellement contre la violence individuelle. Elle interdit, pour ainsi dire, à l'individu de pratiquer la violence contre les autres membres (individus) de la société, ceci n'est pas propre aux seuls individus; il peut également s'appliquer aux groupes sociaux en conflit au sein de la société, partis politiques, syndicats, etc., dont le conflit rend la sécurité sociale fondée sur un équilibre instable entre individus et groupes prêts à tout instant de récourir à la violence, àla force afin de préserver leurs intérêts ou imposer leur idéologie, Cette situation, A. Fontaine l'appelle «La guerre civile froide». C'est la situation ou le recours à la violence devient à tout moment probable.

Cette violence possible pousse la société à vivre dans un climat terroriste plus encore dans ce climat terroriste et il est difficile même d'appeler cette société ainsi même si elle est limitée par une frontière commune. Tant il est vrai que la société civile qui vit de la soit n'est que illusion, face à la stratégie de la violence ou elle n'est qu'une trève courte intermittant des périodes de violence.

La société civile chez ces penseurs est une tentative de vaincre la violence individuelle ou de groupes dans les rapports sociaux, autrement dit, c'est la violence qui infante la société civile.

La société civile résulte de la violence en tant que contre violence. Les prétensions précédentes, malgré la tentative de les nuances par une caractéristique scientifique la psychologie, la sociologie- arrivent à peine à cacher ses réels objectifs, à tel point que si la violence est dans la nature humaine de l'homme et qui peut se regrouper dans des groupes, autrefois les tribus, et aujourd'hui les partis et les classes, pour arriver à pratiquer la violence d'une manière plus efficace contre les autres, ou pour se

protéger de la violence des autres, comme c'est le cas des syndicats des trvailleurs par exemple; par conséquence le résultat inévitable est que «il est hors de toute attente de prévoir un monde sans conflit ni violence», et à nous, si cela est admis de choisir, soit une société déchirée ne sortant d'un conflit que pour entrer dans un autre et l'on finira par croire Hobs, «l'homme est un loup pour l'homme». Ce qui rendrait impossible de la vie dans une pareille société, soit que les hommes, ayant souffert chargent un tiers que, confisquant leur violence aurait à lui seul le droit d'utiliser la violence contre eux pour les empêcher de la pratiquer les uns contre les autres, c'est-à-dire le prince et létat.

Donc, ce qu'on a cru au début résultait d'une étude scientifique, n'était en fait qu'une justification du pouvoir, et à ce propos Monsieur Marleau-Ponty a peut-être raison de dire «dans l'histoire il n'y a ni neutralité, ni objectivité absolues».

Si la violence est un comportement de l'homme, elle est donc d'origine individuelle, dans cette conclusion un acquittement implicite de la réalité sociale d'une part et l'impossibilité de s'en debarrasser de l'autre part, si cela est vrai, et pour que l'homme puisse vivre avec les autres ce loup avec les autres loups, il est obligé d'accepter un pouvoir qui le dépasse et l'empêche même par la force que de récourir à la violence dans ses rapports avec les autres, et empêcher les autres d'utiliser la force dans leurs relations avec lui, c'est en cela la justification de létat en tant qu'institution qui monopolise la violence alors qu'il empêche les citoyens d'y avoir recours. L'homme n'est donc pas un animal pensant ni un animal social, ni distingue des autres animaux par la raison et la parole. c'est un animal qui fonde un état, dans ce cas c'est l'état qui transforme le loup en homme. Cet état comme Freud l'a bien constaté, n'empêche pas le recours à la violence, pour la supprimer mais pour en monopoliser à lui seul l'utilisation et rendre celle-ci légitime. si nous nous demandons qui contrôle l'état dans son

utilisation de la violence, qui garantie le citoyen contre son utilisation excessive, contre une mauvaise utilisation, la réponse implicite est que l'état ne peut pas se tromper -c'est l'état-dieu.

Cet état-dieu est à quoi les conclusions de Rousseau, Hobs, nous conduit malgré leur contradiction apparente. L'homme ne peut vivre avec un autre sans que la violence surgisse dans leurs relations que s'ils remettent ce droit entre les mains d'un tiers (le prince ou l'état); en conséquence, Max Urelier a raison de définir létat comme «monople de la violence». L'état empêche les individus de ce qu'il se permet sans aucun contrôle. Ainsi, il n'est pas étonnant que la violence est un caractère essentiel de l'état.

La violence est historiquement institutionnalisée le 10 mars 17.. par le gouvernement du congrès national ou le gouvernement de terreur pendant la révolution française, au début par le tribunal révolutionnaire, dont le but était au début légitime puisque il visait la repression des crimes anti-révolutionnaire, mais cette violence «légale» annonçait l'institution de la terreur et sa monopolisation par l'état, ce qui transforme la violence en terreur, parce que la violence n'est que la terreur en pratique tandis que la terreur est une violence possible contre laquelle il n'ya pas de garantie. La terreur signifie une violence palnifiée, justifiée. C'est la possibilité permanente de subir la violence.

Les états se diffèrent l'un des autres, non par leur pratique ou le non-pratique de la violence, puisque tout état est monople de violence, la différence est que dans certains états les citoyens ont consenti à l'état le monople de la violence tandis que dans d'autres états ce consentement n'est pas encore complet et que la violence dans certains états est plus profonde qu'on puisse s'en rendre compte encore les états faibles ont besoins de la violence surtout le plus naîf que les états forts.

Donc, expliquer la violence par l'aggressivité de l'homme qui réside dans sa nature même ou par des causes psychologiques c'est

trop simplifié le problème. Si cela n'est pas une tentative de cacher les causes sociales, politiques et économiques et rendre la violence encore plus violente.

Mais la violence n'est pas seulement cela et la monopolisation de son utilisation par l'état n'a pas empêché son existence dans les relations sociales, ainsi que la tentative de nous convaincre que la violence de l'état et de ses institutions est légale pour empêcher les individus et les groupes d'en faire l'exercice les uns contre les autres et cacher d'autres raisons. La pénurie des marchandises pour augmenter les prix dans le marché, les crises économiques fabriqueés, utilisé comme moyen de pression sur la majorité silencieuse; la pression politique, administrative, culturelle, et la colonisation -tout cela se considère comme des cas de violence. Le chomeur subit la violence ainsi que les pauvres et les peuples soumis à la colonisation, les minorités, etc.

Si ces cas de violence ne sont pas tous apparents, c'est parce que l'aliénation est parfois si profonde et si intélligement entreprise.

Donc la violence n'est plus une action individuelles ou de groupe contre un autre que l'état est fondé pour l'empêcher et pour assurer un climat de sécurité sociale par le monople de sa part de la violence. Elle est institutionnalisé, dans ce cas on ne peut comprendre la violence à laquelle recourent les individus et les groupes qu'en prennent compte de cette institutionnalisation. Si vous ne voyez pas le fusil braqué par derrière vous ne omprendrez pas le comportement de l'individu visé, la violence que l'état affront aujourd'hui n'est pas dans tous les cas celle dont il constitue la monopolisation.

L'état n'est pas neutre. Il n'est pas non plus un arbitre impartial dans le conflit social, et il ne peut l'être dans une société conflictuelle, parcequ'il appartient au plus fort, il ne monople donc pas toute la violence ni ne l'interdit à toute les parties antagonistes,

mais il la permet à une partie et l'interdit à l'autre. Est-ce que la classe au pouvoir et ses partisans ont le droit d'accuser la majorité trompée de vouloir user de la violence et cela après que cette majorité a tant souffert de la violence de la classe au pouvoir? Est-ce parce que l'état possède la police, les services secrets et l'armée qu'il a la légitimité d'user de la violence, quelle logique la violence de l'état est légitime parce qu'il possède les moyens d'en user?

En tout cas, l'histoire nous enseigne que de la violence de la majorité éclatée, elle ne cherchera de justification et de légitimité: la violence des masses fonde une nouvelle légitimité.

Refusons-nous la violence à l'exemple de Ghandi. Est-ce que nous la denonçons indistinctement, prêchons nous le pacifisme à n'importe quel prix? cette règle de la vie sociale est reclamée, c'est que la vie sociale est fondée sur un accord abolissant l'usage de la, parce que le progrès et la civilisation se mesure par l'éloignement de la violence et par l'abolition de celle-ci des relations humaines, parce que l'homme qui a recours à la violence est encore un être sauvage non encore civilisé. La violence est un acte sauvage que l'homme civilisé doit depasser vers l'entente et le dialogue; on ne peut qu'approuver Rousseau et Holies malgré notre divergence avec eux dans le point de départ et l'objectif visé, mais la différence est grande entre l'accord et l'entente pour mettre fin à la violence et la soumission d'une partie à une autre. Ce que prêchent les partisans de la non-violence en réalité ce n'est pas l'entente sociale et peut-être internationale contre la violence mais la soumission d'une partie à la violence d'une autre, et cela en vérité n'est pas la non-violence d'une autre, mais la continuité de la violence.

Si le rejet de la violence demeure dans l'abstrait nous n'avons aucune objection, mais en réalité est-ce que la violence pratiquée toujours pareille pour que l'on puisse la denoncer sans distinction, l'appel à la non-violence en vérité n'est ce pas un soutien à la violence en vigueur? N'y a-t-il pas en réalité différentes violences?

La violence du capitalisme est-elle pareille à la violence des travailleurs, la violence colonialiste est-elle pareille à la violence de colonisés qui par la violence ne cherchent que le sauvegarde de leur dignité? La violence sioniste est-elle pareille à la violence d'un peuple chassé de sa terre contre lequel le monde libre s'allie au sionisme pour le faire payer le prix d'une faute qu'il n'a pas commise?

N'est-il pas vrai qu'en denonçant la violence d'où qu'elle vienne, nous consacrerons la violence en vigueur? Violence de la richesse. violence du pouvoir, violence de la colonisation, violence du racisme?

Pour que les états-unis nous trompent, ils donnent une définition à la violence d'où ils excluent tout ce qui s'applique à leur politique et à leur agissement, ils en excluent la violence de leurs services de renseignements responsable de tant de crimes qui manigancent tant de coups d'état qui créent tant de crises dans le monde et qui imposent parfois des gouvernements aux autres peuples. Ils en excluent encore la violence de leurs flottes militaires qui menacent la sécurité des peuples loin de l'amérique de milliers de Kilomètres ils en excluent encore la violence de leurs satellites d'espionnage qui violent tous les espaces aériens.

La définition américaine présente la violence comme un problème purement individuel, est-ce que cette violence qui trouble le sommeil du monde aujourd'hui? Qu'en est-il de la violence de la grande puissance?

Méfions-nous du piège tendu dénonçant la violence d'où qu'elle vient, qui vise en effet le justifier et faire accepter la violence en tant que réalité de telle sorte qu'il n'y ait pas de contre violence donc les peuples dont les richesses sont violées. Les terres vidées, la dignité ecrasée aux pieds, des armées, le travail exploité, enf..... pour la pauvreté aux services des riches doit accepté cette situation. Le pauvre doit accepter sa pauvreté, l'opprimé accepté

l'oppression, L'exploité. accepte l'exploitaion, la colonisé accepte la colonisation sans resister parce que la violence est inhumaine. quelle logique étrange?

La violence est inhumaine. Cela est indiscutable, et ne soulève aucune objection. Mais qui a dit que ces gens en se revoltant pratiquent la même violence que leur oppresseur et exploiteur?

C'est une erreur qui ne trompe aucun averti, en réalité ces gens subissent la violence et ils se revoltent afin de la rejeter, qui peut soutenir que ces gens en acceptent et en supportent la violence seront des hommes? Ne sont-ils pas réduit par la violence qu'ils subissent à un niveau inférieur de l'animal? la violence exercée sur eux ne les fait-elle pas perdre leur dignité d'homme?

Donc la violence à laquelle recourent ces gens n'est pas inhumaine, au contraire c'est une affirmation de leur humanité, c'est une resistance contre l'humanité, ou bien la dernière chance de leur être humain aprés avoir été privé par la violence de toute autre chance.

La violence dont ils souffrent au cours des jours et des années déchaine en eux une violence sauvage en tant que la dernière chance d'exister pour le faible est de tout détruire -l'ennemi, le jeu, l'opération suicide, c'est que mourir début vaut mieux que vivre agnouillé ainsi que la violence accumulée pendant la soumission se dechaine d'un seul coup, et les damnés de la terre s'engagent dans une bataille desespérée d'une cruauté pareille à celle de la situation impetueuse qui a été la cause de cette bataille. La violence d'une révolution est toujours proportionnelle à celle dont souffre la société.

La violence dans ce cas met en question les fondements de l'oppression devoille la domination, précisement elle est une riposte à une violence précédente.

Donc si nous voulons supprimer la violence, il nous faut revenir à la source et non pas à la riposte.

La violence est inhumaine, nous l'approuvons sans doute ni contestation parce que la force ne resoud aucun problème et ne crée aucun droit. Au contraire, elle complique davantage les problèmes, la force ne peut qu'ajouter l'éclatement d'un problème ou d'une crise, certains temps, il faut signaler que si l'homme recourt à la force il sera plus subversif que tout le genre animal.

L'homme a le choix: ou bien d'utiliser la raison et la logique et par suite l'entente afin de réaliser la justice dans ses relations, ou bien d'utiliser la force et par suite mettre la raison au service de la force, et dans ce cas, il n'y aura pas de limite à la destruction qui pourrait atteindre l'humanité et qui pourrait arriver jusqu'au «-suicide nucléaire». L'humanité n'a pas connu, dans sa longue histoire une époque pareille à la notre dans son assujettissement de la raison au service de la violence, et ne pas y mettre fin est considéré deshonorant pour l'humanité.

Tout cela est vrai, et nous sommes les premiers à l'affirmer, mais dans une société fondée sur la violence, sur la soumission de la majorité par la minorité, fondée sur le gouvernement de l'homme par l'homme et qui sous n'importe quelle couverture cache la repression et l'oppression, c'est-à-dire fondée sur la violence et persistera grace à la violence ce qui signifie que c'est une société inhumaine fondée sur des bases inhumaines, dans laquelle le bienfait de la société est monopolisé par une minorité.

Dans ces conditions, il est inutile de condamner une violence abstraite et s'aveugler sur la violence concrète. La logique et la raison nous oblige de ne pas accepter une violence concrète et rejetter une violence qui n'est qu'une réaction à une réalité.

La politique de fait accompli ne crée jamais un droit et nous ne pouvons pas mettre au pied d'égalité le refus de la violence en tant que réalité et la réaction qui en résulte. La logique nous enseigne que la violence comme réponse à une réalité violente ne peut se produire sans l'existence préalable de la violence dont elle

constitue la réponse. La réponse à la violence nait dans un climat violent. Celui qui braque son arme ne peut même au nom de l'humanité demander de son ennemi de se desarmer avant qu'il se désarme lui-même, sinon la situation réalisée n'est pas la paix ni la sécurité, mais tout simplement la soumission qui est encore un rapport de violence plus fort que la violence de l'affrontement.

- Être le premier à utiliser la force ne la rend pas légitime, au contraire cela légitime la résistence contre elle-même par la force, dans ce contexte la violence en tant que réponse à une violence antérieure est humaine parce que c'est une violence contre une violence qui rend l'homme inhumain, soit la victime que le bourreau.

Dans ce cas, du point de vue la violence en tant que réponse peu importe de gagner ou de perdre, car gagner ou perdre -légitime ou illégitime- n'a plus d'importance la logique des opprimés, ceux-ci sont «morts», leur vie n;est plus une vie, en conséquence leur recours à la violence représente pour eux la dernière mode d'existence, la dernière chance pour affirmer leur dignité violé à tout moment pour eux il ne reste que détruire le monde avec leur destruction, puisqu'ils ne peuvent plus y vivre humainement égale aux autres.

C'est la révolte que Walter Benjamin appelle sacrée, cette révolte pourrait être absurde ou suicidaire si elle se produit au niveau individuel, une révolution si elle se produit collectivement.

Pourtant, même du point de vue individuel, l'absurd, le suicide, c'est d'accepter de vivre une vie qui n'est plus une vie.

La violence en tant qu'elle répond à une réalité ne peut être comprise que si nous nous rendons compte clairement de certains modes de vie qui ne sont pas plus une vie, et la mort devient désirée, et même plus supportable pour ceux qui sont acculés de vivre cette vie, des hommes sont maintenus par la force dans une

situation matérielle et morale où il leur est impossible d'être des hommes sans depasser cette situation même si cela nécessite la destruction de soi-même. La fin de l'espoir n'est pas le début de la mort. Dans ce cas, la violence est un refus de l'inhumanisme, pour une vie humaine, en l'absence de laquelle on préfère la mort.

La loi essentielle dans les sociétés où règne les rapports de violence est la loi de la jungle. Et la jungle est au plus fort, et si le plus fort n'obeit pas à cette loi il en serait la victime. Dans ce cas, comment pourrions nous légitimiser une violence et rejetter une autre qui n'est qu'une réaction à la première? par quel droit on reconnait aux uns le droit d'agresser et refuser aux aggressés le droit de se défendre?

Si nous acceptons une société-jungle, la logique et la réalité nous oblige de devenir tous les loups, mais si nous la rejettons, la suppression de cette société des loups nécessite le recours à la violence. Car les bon paroles ne suffisent pas pour que les loups changent leur comportement.

La propagande contre la violence montre clairement que les pauvres, les opprimés et des peuples colonisés par une colonisation étrangère ou... nationale sont devenus plus conscients de leur force, ce qui rendent leur réponse de la violence plus fort que la violence subit par eux quelquefois c'est la force d'espoir que crée l'espoir.

Cette propagande contre la violence dans ces conditions est comme un voleur qui vole en essayant de convaincre les gens que la récupération de leurs biens volés est illégale ou contre la loi, C'est la politique du fait accomplit. Au nom de cette morale immorale le peuple était convaincu de payer des loyers et de toucher une salaire, et travailler presque le tiers de sa vie gratuitement, au nom de cette morale était poussé à défendre les riches dans leurs palais et les maîtres sur leurs thrônes, il a été convaincu de sacrifier ses enfants en defendant les intérêts

économiques des commerçants et pour assurer des marchés extérieurs, au nom de cette morale il était convaincu de faire plus des enfants pour accumuler plus d'argent de les trésors des riches ou de l'état.

La morale n'est sûrement pas comme il la prétendait..... fabriquer par les faibles pour contrôler les forts qui si nous comprenons fort, faible contraire à la réalité la morale est fabriqué par les forts (pouvoir ou richesse) pour justifier leur violence contre les pauvres, pour légitimer leur violence et appele la résignation morale, tandis que la réponse à cette violence est illégitime et contre la morale.

La raison cachée derrière cette tricherie c'est que les forts savent -et l'histoire est plein d'exemples- que leur force n'est pas éternelle et n'est pas si fort que l'on n'y puisse répondre et que la soumission des faibles n'est jamais définitive, le principe de la force pourrait retourner contre eux, un peuple même soumis n'est jamais vaincu.

Dans tous les cas, soit dans le cas de la violence antérieure soit dans le cas de la violence en tant que réponse à la violence, soit la violence des opprimés, soit la violence des oppresseurs, le recours à la violence signifie que la société nationale ou internationale a échoué dans l'établissemt de rapports humains entre ses membres, le recours à la violence est un échec inutile donc de condamner telle ou telle mode de violence, mais d'établir des rapports humains où la violence n'a plus raison d'être. Tant que ces rapports ne sont pas réalisés, la violence règnera et l'angoisse avec et nous vivrons terrorisés.

Conclusion:

Comprendre ce n'est pas de tout justifié. Ni juger. Et ce que nous devons faire tout d'abord, c'est comprendre. Condamner le terrorisme c'est facile. même plus facile que le comprendre.

La condamnation vise le plus souvent à couper court l'analyse profonde et la compréhension par peur de découvrir les vraies causes du terrorisme et le vrai terrorisme parce que le terrorisme en tant que phénomène de notre vie sociale n'est que le résultat des causes résident dans les rapports sociaux qui gèrent notre vie.

Assimiler le terrorisme au crime du droit publique est une erreur peut-être voulue pour dissimuler le vrai terrorisme ensuite parce qu'il y a de terreur qui n'est..... par le droit publique.

Alors qu'est-ce-que le terrorisme? A mon sens, le terrorisme est une violence possible et la violence possible est une terreur réelle. et si nous examinons les rapports sociaux, politiques et économiques, nous constatons que ces rapports sont basés sur la violence et maintenus grâce à elle, cette violence engendre une autre violence. Les gens descendent dans la rue cassent, brulent en riposte à cette violence subit par eux, les colonisés, les opprimés, les persecutés, les victimes du racisme prennent les armes le macquis font expulser les pompes. L'injustice est une violence qui engendre la violence. Pour toutes les victimes de l'injustice de toute sorte. Le droit, la légalité, la légitimité n'ont plus de sens puisque le droit de légalité, la légitimité n'ont pas empêcher l'injustice dont elles sont victime le droit, La légalité, la légitimité ne sont les leurs alors comment les juger selon un droit une légalité, une légitimité qu'elle réjette en tant que droit légalité, légitimité des oppresseurs, des exploiteurs, des colonisateurs, des puissants..? Les victimes, de l'oppression de l'injustice sont reduit à un état inférieur à l'homme, à l'inhumanité. Comment donc exiger d'eux de se comporter en tant qu'homme? Tout au contraire, quand ces victimes font recours à la violence, c'est pour imposer leur humanité et leur dignité bafoué. la violence pour eux est la dernière mode d'existence humaine que leur reste.

Donc, il ya deux sortes de violence -il y a la violence originelle exprimée par les rapports d'injustice sociaux politiques,

économiques et la violence qui riposte à cette injustice à cette violence, ainsi que la violence exercée par les victimes de la violence n'est qu'une réponse, une réaction à cette violence originelle. C'est une violence anti-violence. Terrorisme anti-terreur, humanisme anti-humanisme. Car par la violence les victimes des injustices ne veulent qu'imposer leur droit d'être humain à ceux qui leur refusent ce droit.

Donc la violence, la terreur exprime un échec dans les rapports sociaux et même internationaux. Car les rapports d'injustice existent également sur le plan internationals ou il y a des forts puissances et de faibles, colonisateurs et colonisés, exploitateurs et exploités, oppresseurs et opprimés. L'origine de la violence du terrorisme réside dans ces rapports; prenons un exemple clair: La colonisateur s'impose par la force directement par ses forces armées.

Indirectement par la pression économique et politique, ne laisse aux colonisés une autre issue que le recours aux armés, donc logiquement le responsable de ce climat de violence est celui qui impose les rapports de violence et non pas la victime, les gouvernements s'imposent aux peuples par la force d'une classe, d'une partie politique, ce qui ne laisse au peuple d'autre choix que la violence pour se défendre contre la violence.

Ainsi, la violence, la terreur expriment une échec dans les rapports sociaux économiques, politique, national ou international au lieu de dialoguer forcer, au lieu de convaincre, imposer. la violence remplace l'entente c'est ainsi que les états unis envoient ses «pompardire» pour assassiner un homme, un leader d'un peuple souverain, ce qui exprime l'échec total de l'administration américaine. Elle ne sait dialoguer qu'avec des pompardires et des portes-avions. C'est l'impuissance de la puissance.

Donc, conclusion -ce qu'on appel terrorisme à l'exclusion des crimes du droit publique proprement dit se divise en deux types.

Tout d'abord la terreur engendrée par les rapports d'injustice soit sur le plan national que sur le plan international et c'est l'origine de terrorisme; ensuite la terreur que ces rapports font naître chez ses victimes en tant que réaction résistance contre la terreur, c'est en réalité anti-terreur, anti-violence. Ce qui peut être condamné et combattu. C'est la terreur originelle et non pas la réaction. Car sans la terreur originelle la réaction n'a pas de raison d'être.

Ensuite, ce qui peut et doit être condamner le plus ce n;est pas les actes commis par des individus ou des groupes désespérés, victimes eux-mêmes de la violence, mais la terreur methodique organisée moyennant des forces armées d'un état puissant.

Si nous voulons sincèrement battre un monde, une société humaine, il est inutile de condamner seulement la terreur et la violence. Il nous faut supprimer les causes qui engendrent la terreur et la violence. Il nous faut créer des rapports politiques, économiques, sociaux, nouveaux, fondés sur la justice et la liberté, tant sur le plan national que sur le plan international où les hommes ne seront ni sujets, ni citoyens, ni camarades, mais des frères malgré leurs différences de race, d'idéologie, de religion et de nationnalité -un monde nouveau où il n'y a plus d'oppresseurs et d'opprimés, des exploiteurs et des exploités, des gouvernements et des gouvernés, où l'égalité règne dans ce monde nouveau. La violence, le terrorisme n'ont plus raison d'être, disparitions à jamais sinon, la police, les moyens de repression, les services secrets, les forces armées ne font qu'aggraver la situation. Ils mettent d'huile sur le feu, et cette repression se traduit par plus de violence et terreur, plus les moyens de repression sont sophistiqués plus l'anti-repression (terrorisme) est sophistiqué. Le resultat c'est un engrenage enfernel. Il est hors de question d'imaginer un monde en paix sans violence.

Si dans ce monde plus d'un million d'hommes chassés de leur terre vivent dans le misère, la paix de ce monde signifie pour eux le

malheur. si des millions d'hommes persecutés parce que la couleur de leur peau est différent, la paix pour eux le malheur. si la paix pour eux signifie êternaliser leur persécution. Ne soyons pas égoiste. Ces hommes-là ne s'occupe pas de la paix du monde puisque le monde ne s'occupe pas de leur paix.

6

Mondialisation et Etat National

La mondialisation n'est qu'une étape dans le développement du capitalisme: du mercantilisme passant par le capitalisme industriel, pour arriver enfin au capitalisme financier.

Donc, pour mieux comprendre la mondialisation aujourd'hui, nous devons revenir à l'apparition du capitalisme et son correlaire l'état national ainsi nous appercevons comment l'état national s'est transformé d'un instrument indispensable au capitalisme, pour devenir un obstacle qu'il doit depasser.

Le capitalisme s'est apparu, en Europe occidental à la fin de l'ère feodale, lorsque la richesse s'est déplacée de la terre, qui est le fondement du système feodal, à l'argent qui s'accumulait aux mains des merchands.

Avec l'accumulation de l'argent, et pas la nature même de cette richesse, l'argent qui se diffère de la nature de la terre, en tant quemesure de la richesse, apparait le besoin à la protection, à la sécurité et à l'ordre, sous une forme très différente de cette exigée par la terre en tant que mesure de la richesse feodale.

Le bien des marchands, leurs marchandises leurs marches, la sécurités de routes, l'impleur des marches, exigent une organisation politique capable de garantir cette forme de

protection: rapide dans son mouvement. forte, omniprésente et concentrée dans un appareil central. Ainsi nait l'organisation politique appelée état national.

L'état national doit unifier les mesures et les balances, instituer un monnaie unique et garantie par lui, unifier les règlements, ainsi que la langue, il doit, surtout détruire tout ce que persiste encore des traditions et des coutumes féodales.

Ainsi l'état national a crée la nation, sur trois piliers: territoire, population et organisation politique, ce que veut dire frontières.

L'organisation politique, et les frontières de l'état national demontrent que l'état national n'est au fond qu'une administration du marche pour le compte de capitalisme mercantiliste.

L'état national doit encore protéger la commerce extérieure, et assurer la conquette des marches et des matières premières, c'est-à-dire la colonisation, qui se developpait depuis en imperialisme.

Mais le capitalisme mercantiliste n'est pas apparu dans un endroit seulement en Europe. il est apparu dans différent endroit presque en même temps. ce qui fait que ces capitalismes s'affrontent les uns contre les autres, dans une concurence acharnée, afin de s'emparer des marches et des matières premieres, tout d'abord à l'intérieur de l'Europe, ensuite dans d'autre régions du monde.

L'état national a comme rôle la protection des intérêts des marchands à l'intérieur d'un pays de la concurence étrangère, et la protection des intérêts des marchands à l'extérieur, par la diplomatie souvent et par le canon et la flotte militaire le plus souvent.

Pour justifier et rationaliser cette fonction de l'état national et la faire accepter par sa population, apparait l'idéologie nationale, qui prend parfois l'allure d'un chauvanisme extrême.

l'état national, ainsi conçu, est une nécessité première pour le capitalisme mercantiliste, sa puissance devenue correlative de la puissance marchande, ainsi la puissance des marchands signifie puissance de l'état, et la puissance de celui-ci signifie puissance des marchands l'exigence de l'invitation de l'intervention de l'état, c'est-à-dire le moins-d'état, reclamé aujourd'hui, apparait en cela comme anti-capitaliste, contre les intérêts de la nation, et même haut trahison, sans la protection de l'état, le capitalisme mercantiliste n'aurait pas la possibilité de survivre.

Le capitalisme mecantiliste s'est développé et petit à petit devenu capitalisme industriel cette étpe du capitalisme, par rapport à la précédente, est plus solide, il a moins besoin de l'intervention de l'état que l'étape mercantiliste du capitalisme. pourtant l'état persiste jouant son rôle défini pour lui: conquerir les marches, protéger les routes, s'emparer des resources et matières premières.

Mais un changement s'est vrais dans les relations entre l'état et le capitalisme: l'état n'est plus un partenaire égale au capitalisme industriel. l'argent ne représente plus la seule richesse la richesse devenue investissement industriel, l'industrialisation a boulversé le rapport entre le capitalisme et létat.

La concurence entre capitalisme, d'une certaine manière, commence, d'une certaine manière, commence a prendre une forme independante du nationalisme avec le capitalisme industriel a commencé la divorce entre les intérêts nationaux, c'est la des-unions entre l'état et le capitalisme.

C'est ainsi qu'apparait, graduellement une distance entre les intérêts capitalistes et les intérêts nationaux. de l'identification des intérêts capitalistes et nationaux, on arrive a leur divergence. Le capitalisme a pris sa distance par rapport à l'état.

Cette prise de distance n'est pas due seulement a l'apparition de l'ennemi de classe de capitalisme, C'est-à-dire les ouvriers, ni a

leur prise de conscience de leurs conditions de vie, ni a leur prise de conscience des causes de leur souffrance, ni a leur force virtuelle, ni à la possibilité d'utiliser la puissance publique -l'état- contre le capitalisme qu'offre le régime politique capitaliste lui même, c'est-à-dire la démocratie à coté tout cela il y a d'autre raison, les intérêts des multi-nationales, ou comme on les appèle parfois, les transnationales devenues distanctes des intérêts nationaux et la contradiction entre les deux se fait jour. Les intérêts capitalistes trans-nationaux s'unifient au dépense des nations, ainsi se constitue une forme de capitalisme sans liens avec les nations c'est un capitalisme transnational. La concurrence entre capitalisme ne se cache plus derrière une façade nationale le capitalisme, se cachant derrière une façade nationale était la cause de deux guerres meurtrières, et d'un siècle de conflit singlant euro-europeen.

Cette concurrence devenue pur économique dans la recherche de gain capitaliste, et qui se déroule loin d'états nationaux, ces capitalismes n'appartiennent plus a aucune nation. Le capitaliste ainsi n'a plus de partie.

Le capitalisme s;est bien servie du chauvinismeet de fanatisme national et de son idéologie, pour pousser des millions d'êtres humains à la mort, quand il avait grand besoin de l'état national aujourd'hui, il n'a plus besoin de l'état national, aujourd'hui, il n'a plus besoin de l'état, il jette le chauvinisme avec les déchets de ses usines et de ses bours: une monnaie perdue toute sa valeur.

Le slogan capitaliste à l'ère de mondialisation: le capitalisme n'a pas de patrie le monde entier lui apprtient.

L'idéologie, que les techniciens du capitalisme dans son étape actuelle, essaient de faire passer, va jusqu'à considérer le nationalisme comme «maladie du siècle» parcequ'il entrave l'apparition du monde sans nation, une supermarché dont revient les capitalistes.

Pourquoi ce changement d'attitude si radical? Comment s'est produit cette transformation de l'idéologie nationale? de la recherche acharnée et couteuse dans les fondes les plus réculés de l'histoire pour justifier et demontrer l'existence des nations, et dont la création, en réalité dues aux états, et aux sangs versés dans des guerres innombrables, on arrive a considéré la nationalisme comme une maladie dont l'humanité doit se débarasser.

La réponse à ces questions est simple: les forces des capitales ont atteint leur maturité. l'apparition puis la consolidation des compagnées géantes, multi-nationales où à vrai dire transnationales, fait apparaître les frontières. de l'état national comme obstacle qu'on doit détruire, de la même façon que les frontières féodales dans l'étape mercantiliste du capitalisme.

• Les frontieres nationales deviennent ainsi des entraves, elle doivent être supprimées.

• Les règlements, la législation de l'état national, comme jadis les coutumes et les traditions feodales doivent être supprimés.

• Le nationalisme, comme sentiment d'appartenance a une nation doit être dépassé.

Le capitalisme financier, qui est l'étape actuelle du capitalisme, exige un marche plus large que n'importe quel marche national, aucun marche national ne satisfait l'exigence du capitalisme financier, le seul marche qui repond à cette exigence est un marché à l'échel mondial.

La pluralité des marches devient donc un obstacle devant l'apparition du monotheisme du marché. un monde de marché unique signifie un monde sans nations.

Le capitalisme mercantiliste, depuis son apparition, a exigé un état avec des apparitions, a exigé un état avec des frontières bien gardées, proteger de la concurrence extérieure, et sans frontières intérieures dont l'existence entravait la circulation des

marchandises et le mouvement des capitaux, un état avec organisation et règlements unifies, et balance et mesures uniques, et de même une langue unique, monnaie unique, et enfin une identité définissante l'appartenance nationale. évidement ce sont les conditions qui permet la constitution du marché national unique, au détriment de la pluralité des marchés féodales.

Ainsi nait l'état national, autrement dit «l'état marché».

Aujourd'hui, l'état-marché, à l'étape de capitalisme financier, ne repond plus aux exigences capitalistes.

Cette étape financiere ressemble a bien des égards, à l'étape mercantiliste du capitalisme ici et l'agent constitue la valeur supprême.

Aujourd'hui, c'est l'ère de la bours et non pas de l'industrie.

La différence entre les deux réside dans le fait que le capitalisme financier s'exerce a une echelle plus large que celle de l'étape mercantiliste: il s'exerce a l'échelle mondiale et que le capital y objet du spectaculation sans être obligé de passer par le commerce ou par production industrielle. et c'est ainsi que le capitalisme financier est en contradiction avec le capitalisme industriel.

L'exigence capitaliste aujourd'hui est la libre circulation du capital, sans aucune entrave il passe, s'investi ici où là selon les taux d'intérêts et l'indice boursière, et la vitesse informatique l'investissement industrielles le gene aussi bien que les frontières de l'état national.

Dans l'étape industrielle, malgré l'existence des grandes campagnes, le capitalisme reste lié a une patrie, appartenant à une nation car il lui était difficile de transferer rapidement ses usines et ses investissements industrielles, il lui est difficile aussi de changer l'orientation de l'investissement industriel rapidement, son besoin d'état national persiste.

Dans l'étape financière, le capitalisme n'a plus de liens avec une patrie donnée le transfère du capital, d'une bourse à l'autre ne demande plus que la pression d'un bouton sur un ordinateur. Le transfère se fait à la vitesse informatique ainsi l'état national commence à perdre toute possibilité de pression où même de marchandage que lui offre l'investissement industriel.

L'étape financiere libère le capitalisme de son besoin de l'état, il lui faut donc mettre fin à tout ingerence de l'état dans les affaires capitalistes, l'état doit désormais se borner à son rôle de «moins d'état».

En plus, le capitalisme peut, aujourd'hui et à tout moment punir n'importe qu'état qui manifeste la moindre resistance, où n'affiche pas sa bonne conduire, la crise monitaire assiatique, où de ce qu'on apèlle les tigres assiatiques le démontre clairement.

À la transformation du capitalisme. qui la conduit à son troisième étape, l'étape financière, qui est, à son tour, dépassement de l'étape industrielle, qui est depassement de l'étape mercantiliste, s'ajoute un autre facteur qui a joué en faveur de capitalisme et rendu l'état national plus faible vis-à-vis du capitalisme, cette transformation qui a abouti à l'étape financière, s'est déroulé approximativement, en même temps que l'effondrement de camp socialiste, dont l'existence, d'une façon ou d'une autre, fait peur au capitalisme, et l'oblige de respecter l'état national, et de se garder de défier l'état national au moins directement.

L'effondrement du camp socialiste libère ainsi le capitalisme de tout besoin de l'état national.

L'effondrement du camp socialiste en même temps que le capitalisme entre dans son étape financière, et se transforme en capitalisme financier, conduit le capitalisme à se passer complètement de l'état national.

De l'effondrement du camp socialiste nait un autre facteur en

faveur de capitalisme, et qui lui a permit de se débarasser des programmes de développement de pays du sud et de leur besoin d'aide.

L'existence du camp socialiste, dans un cadre de guerre froide, et quelque fois chaude, et la crainte qu'il inspire, et le danger qu'il représente, vrai ou faux, oblige le capitalisme, par l'intermédiaire des états nationaux, de fournir de l'aide et d'acheter des «alies» parmi les pays du sud.

L'effondrement du camp intagoniste concurent debarasser le capitalisme de ce charge.

Le monde après la fin de la guerre froide n'est pas seulement un monde unipolair, mais aussi un monde de l'hégémonie de capital, mais l'hégémonie du capital sert l'hégémonie unipolaire autant que l'hégémonie unipolaire sert celle du capital.

Est-ce que cela veut dire que le capitalisme n'a plus besoin de pouvoir politique? C'est-à-dire n'a plus besoin d'état?

Non, l'état reste encore une nécessité pour le capitalisme. mais il prend une forme complètement différente de l'état national il sera transitionnel.

Ainsi, en dépit de trois siècles passées depuis l'apparition de l'état national on apperçoit se dérouler sous nos yeux le même mecanisme qui aboutit jadis à la création de l'état national, conduit aujourd'hui à l'apparition d'un état unique transnational.

Le besoin du capitalisme mercantiliste aboutit à la création de l'état national les besoins du capitalisme financier actuel conduira à l'instauration d'une hégémonie unipolaire, ou un état mondial au service du capital.

Le capitalisme dans son étape mercantiliste avait besoin d'un état, pour unifier les mésures, les balances, les règlementations les lois, et pour assurer la securité, et imposer une langue unique, et une monnaie unique ce qui facilite l'échange et la circulation des

marchandises, et surtout l'état doit liquider ce que reste des frontières féodales et des coutumes et traditions féodales l'État national avait bien assumé son rôle et rempli son devoir.

Le capitalisme dans son étape financière a les mêmes besoins, mais ce n'est pas à l'échelle nationale, les besoins de capitalisme financier se situent à l'échelle mondiale.

Il a besoin d'un pouvoir qui unifie les mesures, les balances, les règlements, assure la sécurité par ses forces militaires, et liquide les frontières des états nationaux qui ont liquidé, dans le passé, les frontières féodales, enfin ce pouvoir doit imposer une langue et une monnaie unique, bref il doit faire tout ce qui facilite la circulation du capital, et la concretisation de «menotheisme de marche» ou depense, bien sûr des marches nationaux.

Les états unis sont opsédés par ce rôle ils désirent ardement jouer le rôle d'état transnational, ils ont deux à tout:

- La puissance militaire.
- L'hégémonie du capital americain, à l'intérieur comme l'éxtérieur des états unis.

La mondialisation n'est ainsi que le point de convergence de l'hégémonie du capitalisme americaine et ses satellites, avec la puissance militaire des états unis.

Cela explique les tentatives americaines d'imposer au reste du monde ses législations comme la loi damato et la loi portion bien qu'ils sont des législations americaines juridiquement implacable hors de territoire americain.

Cela explique aussi sa politique d'embargo et de sanction centre tout ceux qui leur resiste cela expliqe aussi leur désire d'imposer la langue, la culture, la mode de vie americaine au reste du monde.

Toute ces tentatives présentent le début d'un état «mondialiste».

L'état mondialiste joue le même rôle que l'état national, mais à la différence de celui ci, il le jouera à l'échelle mondiale.

• Supression des frontières nationales liberté des marchés, liberté de circulation pour les capitaux imposition de langue et de culture unique.

• La législation pour le monde: la loi damato et porton.

• L'invasion des pays américains et rejettent l'hégémonie americaine, les conquérire par la force où les affames par l'embargo soutenu par la force militaire.

• imposition de sa monnaie comme monnaie unique.

Qu'est ce que donc la mondialisation? La mondialisation est synonime de l'hégémonie américaine sur le monde.

La mondialisation signife que le monde devient un seul marché, ce que garody appel «monotheisme de marché» ce marché repose sur tois piliers:

La concurrence.

La liberté d'échange.

Le moins d'état.

L'analyse de ces principes demontrent qu'ils sont dans l'intérêt du puissant et contre le faible.

La liberté d'échange entre partenaires dont le rapport est inégale, signifie l'injustice par le partenaire faible.

Le moins d'état signifie le dérèglement et le non législation de la part des états nationaux, ce qui affecte considérablement leur souveraineté, parce que toute législation tout règlement serait conditionné par la non entrave de la liberté de commerce et la non entrave de libre circulation des capitaux, ce qui signifie que le capital est libre de toute obligation où responsabilité nationale. Il signifie aussi la suppression des frontières nationales, où du moins leurs flexibilité devant le mouvement du commerce et de capitaux,

ainsi les frontières nationales trouvent la même sorte que les frontières féodales au début de l'étape mercantiliste dans tout cela le perdant est certainement le faible, qui, a côté de sa faiblesse économique, perd le pouvoir politique sur ses ressources et sa richesse, en se trouvant dans l'impossibilit d'orienter sa politique économique et financier pour répondre aux besoins de sa population et s'il refuse de soumettre à l'hégémonie du capital mondialiste, les forces de l'état mondialiste sont pretent pour le faire revenir à la raison.

Le marché unique signifie l'hégémonie du puissant.

La concurrence signifie la resigniation du faible.

La liberté d'échange signifie l'acceptation d'injustice.

Le dérèglement et la non législation signifie la perte de souveraineté nationale.

La suppression des frontières signifie la fin de la souveraineté nationale.

En bref: la défaite de la démocratie, sous n'importe qu'elle forme devant le capital.

Les cries lancés par les naîfs, s'ils ne sont pas simplement agents, exigeant mettre fin à toute intervention de l'état national, jouent en faveur de la mondialisation, le moins d'état, dont ceux ci réclament, signifie l'ouverture la plus complète au vent de la mondialisation ainsi faisant, les pays sous développés courent à leur perte économique et politique.

La mondialisation conduit inevitablement à la regression du pouvoir de l'état national, un coup mortel pour la souveraineté nationale.

La suppression des frontières, où de moins leur flexibilité, la suppression des tarifs douaniers, la perte du contrôle sur la monnaie nationale, l'impossibilité de contrôler l'entrée et la sorti de l'argent de dérèglement, la non législation, creusent la tombe de la démocratie. celle-ci devient un exercice sans objet.

La mondialisation consolide la dépendance et empêche tout développement dans les pays sous développés, elle permet au capital local de se soustraire de toute orientation et de toute politique nationale.

Cette mondialisation ne sert pourtant que les intérêts du capitalisme qui atteint l'étape financiere, dans la plupart des pays du monde, la regression du pouvoir de l'état national n'est pas profitable aux capitalismes dans ces pays, l'absence de l'état national met le capitalisme local en face d'un pouvoir plus déspotique que le pouvoir de l'état national, sans aucune possibilité d'en influencer les décisions, il serait dévoré par lui et écrasé sans merci. Surtout si en capitalisme local tente de depasser l'étape mercantiliste-frontièrè, au service de la mondialisation.

La coré du sude, l'indunesie, la malesie nous donnent l'exemple.

Les contradictions de la mondialisation:

Pourtant la mondialisation n'est pas sans contradiction interne:

1 - Certaines économistes commencent à parler et écrire sur les méfaits de la mondialisation sur l'Europe. La concurrence de la part des travailleurs des pays du tiers monde, dont les salaires sont les plus bas, conduit à l'effondrement des salaires en Europe, à cause de ce qu'on appele «égalité de base salariat». Ainsi surgit l'exigence d'interdire l'émigration. mais pour satisfaire cette exigence afin de protéger les salaires de l'Europe. L'état doit avoir un certain pouvoir. La protection des salaires en Europe. et la persistence du pouvoir de l'état contredit la mondialisation.

Mais cela, même s'il peut être réaliser, ne suffit pas, même si l'état possède encore le pouvoir nécessaire pour interdire l'émigration, ce qui signifie la persistance des frontières, le capitalisme, grâce à la mondialisation n'a plus besoin de faire

emigrer les travailleurs pour les exploiter, il peut les exploiter sur place ainsi, au lieu de l'effondrement des salaires en Europe, se produit le chomage, dans ce cas l'état ne peut rien faire pour protéger ses travailleurs de la concurrence des travailleurs du tiers monde.

Le capitalisme accumule l'argent, les gains et les intérêts, tandis que l'état national accumule les crises et le chomage.

2 - Les conflits dans le monde développé, c'est-à-dire riche, ni le progré, ni le développement n'y sont également partagé, il y a les plus avancés et les moins avancés. ce qui fait que dans ce rapport d'inégalité, les moins avancés, seront dans une situation équivalente ils veulent autant qu'ils ne veulent la mondialisation ils veulent la mondialisation quand il s'agit de leur rapport avec ceux les plus faibles qu'eux mais ils n'en veulent pas quand il s'agit de leur rapport avec les plus fort qu'eux ainsi l'état national serait désirer et nier à la fois.

3 - Les conflits entre les puissances économiques mondiales libères de tout lien nationaux, et les états nationaux, ceux ci, leur capitulation devant la mondialisation n'est pas probable il est plutôt probable qu'ils ne se désarment pas facilement devant l'état mondialiste, surtout si les états nationaux affrontent une opinion publique forte et consciente, soutenue par les exigences de la démocratie.

4 - Les conflits entre les forces de l'économie mondialisés et le tiers monde, qui est plus perdant si l'entreprise de la mondialisation réussi.

Lorsque le tiers monde s'ouvre devant la production industrielle, venant du monde dévéloppé en même temp que l'entrée de sa production agricole, et de ses matières premières est soit interdite, soit entravée par les tarifs, soit limités, par les pays développés et lorsque ses capitaux le délaissent cherchant des gains à l'extérieur.

L'effondrement de sa politique du développement la perte de contrôle sur ses resources et ses finences, se traduit par l'instabilité. le boulversement, les crises aigues, et les mouvements de contestation y seront généralisés, et le reste du monde ne sera pas, évidement, à l'apris des consequences.

5 - Selon la mondialisation, les frontières doivent être supprimés, sinon ouverte, mais en même temps l'état national doit empêcher l'émigration des travailleurs du tiers monde, dans le cas des pays développés, et empêcher l'émigration dans le cas de pays du tiers monde, donc le pouvoir de l'état national doit être limité, et non pas supprimé dans ce cas l'état persiste, mais simplement en tant que gardien des frontières.

Bien que la suppression des frontières est exigée, l'état national doit rester pour êmpecher tout contact entre travailleurs de différents pays, et surtout entre ceux des pays développés il doit aussi étouffer leur mouvement contestatoire par tout où il surgit les conséquences possible de la mondialisation.

1 - Avec la regression du rôle de l'état les services sociaux seront, naturellement regressés, en conséquences l'abime entre les riches et les pauvres, société, groupes individus s'approfondi, ce qui conduit à la propagation des mouvements de protestation et de contestation, et à la propagation de la criminalité, dans un cadre d'instabilité mondiale.

2 - La regression du pouvoir de l'état national la flexibilité, sinon la suppression des frontières, facilitera, les contactes directes entre les mouvements sociaux, syndicaux mouvements des chomeurs.... etc. ce qui conduit à l'apparition des mouvements contestalaires mondials contre ce capital et son état mondialiste.

La mondialisation du capital conduit inévitablement à la mondialisation du mouvement anticapitalisme.

3 - La regression du pouvoir de l'état national facilite le

contact entre les groupes sociaux fragments actuellement dans différent état national. ces groupes, débarassés du pouvoir national, cherchent leur unité et leur identité, submergé actuellement par l'unité national et son identité.

L'éffacement des frontières nationals la regression du pouvoir de l'état national qui empêchent leur contacte, conduira a l'apparition d'une forme nouvelle de l'état: un état basé sur les liens sociaux et non seulement politique.

La force militaire du pôle unique, la main armée de la mondialisation ne pourra rien faire contre les mouvements contestataires unifie mondialement. et contre la resurrection des entites sociales au coeur du monde développé, sur les ruines des états nationaux, apparaîtra une autre forme d'état en face de l'état mondialiste.

En ce moment là on peut constater que «Le vent apport ce que les marins ne désirent pas».

Il nous faut préciser qu'en langue et culture arabe le terme nation, national, diffère essentiellement du terme arabe: quomia.

La nation est un terme purement politique repose sur trois éléments: territoire, population et régime politique.

La nation conditionne par le régime politique -l'état-. La nation est le produit de l'état national, apparaît où désapparaît avec lui, et puisque la mondialisation conduit à la desaparition de l'état rationel, la nation s'en va avec. Ce qui reste après la desparition de la nation. c'est les identités sociales qui composent l'état national.

Al quomia, ce qui veut dire des liens reposant sur les identités culturelles, le singue, forgées par une langue histoire commune, n'est pas ainsi conditionné par l'état national, il est bien socio-oculturel avant d'être politique, donc Al quomia reste.

L'existence de l'état national ou sa disparition ne l'affecte pas.

7

Quelle démocratie face à la mondialisation du marché?

La seule leçon que l'on tirer de la mondialisation en cours est que la démocratie doit être une arme aux moins des pauvres, mais elle doit être le pouvoir des masses: pauvres, chomeurs, exclus, en face de l'hégémonie mondiale du capital.

Le capitalisme, dans toutes ses formes, n'est pas synonyme de la démocratie, si la démocratie est une nécessité pour les pauvres, pour faire face au pouvoir du capital, elle est une luxe pour les capitalistes. qu'ils n'hésitent pas à s'en débarasser, la mondialisation le démontre clairement.

Donc au moins de démocratie, prené par les partisans de la mondialisation, nous devons repondre par plus de démocratie.

Mais quelle démocratie?

La démocratie représentative c'est le système de l'état national, conséquence de la revolution bourgeoise, et la prise du pouvoir par le capitalisme. il était capitalisme mercantiliste, aujourd'hui cette étape est dépassée par le capitalisme qui devient finencier et mondial, donc la démocratie représentative devient inutile, et parfois, même dangereuse pour les intérêts de capitale mondialisé.

l'état national est, en vérité, état-marché aujourd'hui ce

marché ne convient plus au capitalisme financier, celui-ci exige un marché mondial à la place du marché national.

Donc la forme actuelle de la démocratie, système politique de l'état-marché, apparaît impuissant en face de la mondialisation de marché et ses institutions o m c, P.M. Fmi. ces institutions imposent desormais des règles en dérèglementant les politiques des états, et ont les moyennes de contraindre les états nationaux.

Ansi les institutions de la démocratie représentative sont, de plus en plus coincées, entre, d'une part l'hégémonie des institutions de la mondialisation, qui leur imposent les politiqes à suivre: privatisation, dérèglementation, réduction, à voir, même démentalement de srvice publique, chomage, pauvreté, flexibilité de travail et de salaire, épuisement des resources naturelles, destruction de l'environnement, et de l'autre part la résistence populaire. Dire, dans ces conditions c'est se donner des institutions qui exécutent des politiques et des décisions prise par un autre, à savoir les institutions de la mondialisation, les hommes politiques, s'ils ne sont pas corrompus, par la puissance de l'argent, dont ils ont extrêmement besoin, pour financer leur campagnes d'élection, ils sont fragilisés menacés dans leur fonction même de législateur et de garant de l'exercice de la souveraineté nationale.

Dans telles conditions, et dans les meilleurs cas l'état national sera paralysé, laissant ainsi le champ libre aux agissement du capital mondialisé, ce qui exige, pour contrecarrer la puissance du capital, la recherche d'une autre forme de la démocratie plus efficace, capable de faire face à la domination du marché mondialisé.

Utiliser les elections et la force des voix pour imposer la volonté populaire, faire pressions sur les gouvernements ne gouvernent plus, il faut donc que les peuples s'empart du pouvoir.

Les organisations, les associations, les ong, en tant qu'instrument de pression sur les gouvernements dites

démocratiques. en faveur du bien publique, apparaîssent, plutôt comme organisations de charités et pourrait servir, même si cela n'était pas leur intentions, la mondialisation et le pouvoir du capital sur le monde, car elles remedient des méfaits de la mondialisation, en s'occupant de ceux qui sont délaissés par elle, en se chargeant de la protection de la nature, des sans logement des chomeurs, pref elles présentent une ouverture pour que la situation sociale ne soit pas explosive, en se chargeant de tout ce qui n'est pas rentable pour le capital.

Ainsi, ces organisations, au lieu d'agir pour mettre fin à l'exploitation, à l'injustice et à la pauvreté mondialisée, elles leur permettent de perditions.

Mais pour lutter contre les méfaits de la mondialisation il ne faut pas se borner à remedier ses méfaits, il faut attaquer leurs origines, dans ce but les ongs peuvent apparaître inefficaces.

Doit on faire evoluer la démocratie vers la démocratie participative?

Ce que je comprends pas dans la démocratie dit participative. c'est que le peuple, source du pouvoir et possesseur de la souveraineté, delegue son pouvoir et cede sa souveraineté puis il exige de ceux qui sont élus par lui de protéger le pouvoir que lui même leur à cédé, n'est il plus préférable que le peuple garde son pouvoir et sa souveraineté au lieu de les ceder puis les reclamer?

Dans le monde du capital mondialisé, où les gouvernemets ne gouvernent plus, il est inutile de partager le pouvoir, il faut établir la démocratie directe où le peuple décide et controle la mise en application de ces decisions.

Donc je comprend la démocratie participative en tant qu'étape vers la vraie démocratie et non pas une fin en soi.

Dans la lutte contre les méfaits de la mondialisation les organisations, les ongs les associations populairs, faut peut-être, de

bon travail, à partis des bons intentions, mais on reste à la defensive, c'est la mondialisation, par ses institutions, qui conduit et règle le jeu et nous impose les batailles.

Une démocratie participative, c'est protégér le pouvoir qui n'est plus pouvoir, avec des gouvernements qui, de plus en plus, ne gouvernent plus dans des états de plus en plus affaiblit par le pouvoir du marché mondialisé, donc il ne s'agit plus de protéger le pouvoir, mais de le conquerir démocratiquement.

La mondialisation à peur de la démocratie, c'est pourquoi, ses partisans prennent le moins de démocratie, pour nous la démocratie présente une arme efficace: il faut donc plus de démocratie, une démocratie directe.

Donc, pour faire face, efficacement, au pouvoir du marché mondialisé, qui se prétend, déjà, maître du monde, et bientôt, peut-être, gouvernement mondial, il faut s'enduer vers la conquette du pouvoir par les massés, pour instituer la démocratie directe, qui seule, exprime la volonté des masses et capable de faire face à la mondialisation du marché bien entendu la démocratie directe n'est pas le chaos ni la reigne de désordre, mais un peuple souverain, qui s'organise, pour gérer son quotidien et s'assurer de son avenir. et posséder ses ressources et s'approprier ses richesses et sauvegarder son environnement naturel et social.

À mon avis, dans l'état actuel des choses, il est impossible, voir même, inconvenable, de faire face à la puissance destructrice du capital mondialisé sans le dépassement de la forme actuelle de la démocratie vers plus de démocratie. ce n'est pas la violence qui imposera la volonté des peuples à la puissance du marché mondialisé, mais la démocratie directe. la violence sert plus les intérêts des capitalistes que les intérêts de la cause de peuples.

La démocratie directe, c'est-à-dire, pouvoir du peuple, exercé par le peuple pour le peuple, est le seul moyen, efficace, pour lutter

contre une mondialisation destructrice des sociétés, aliéneuse des hommes denastatrice de l'environnement, ruineuse de la vie humaine, dégénéreuse de la démocratie.

La démocratie directe des armes la puissance du capital, et rend illégitime, au moins juridiquement sa violence.

À grace à la démocratie directe, les forces de la mondialisation, ne trouvent pas en face d'elles des gouvernements affaiblit assujetie, mais un peuple tout entier dont la souveraineté et la légitimité ne dépend que de lui.

8

La démocratie directe replique à la mondialisation

Le capitalisme a commencé par l'étape mercantiliste, puis l'étape industrielle, la mondialisation est la troisième étape dans le développment de capitalisme: c'est son étape financière.

Il paraît à l'évidence que le capitalisme financière n'a plus besoin de l'état national ni de ses institutions démocratiques. l'état national est devenu, comme jadis les frontières, les coutumes et les traditions feodales: une entrave à supprimer,un féodale: une entrace à supprimer, un obstacle à détruire une parière àdementeler, afin que le monde devient un seul marché au service du capital mondialisé la mondialisation est le capital libéré du politique.

La mondialisation est le monotheisme du marché, où tous les êtres humains seront gouvernés controlés par les lois du marché où le pouvoir des hommes sera remplacé par le pouvoir du marché mondialisé. c'est-à-dire le pouvoir des finences, ainsi la société du marché remplace l'économie du marché et le finance remplace le politique.

L'état national, tel que nous connaissons ne coexistera, certainement pas, avec la mondialisation, sa souveraineté mortellement atteint, son pouvoir serieusement reduit parce que, à

l'ère de la mondialisation économique les grandes décisions, surtout économique, seront prises au niveau supérieur par rapport à toute souveraineté national, le droit de l'état national de legifrer, de faire des lois et de les faire respecter, sera serieusement réduit en conséquence la démocratie sera bafouée. Le parlement, les élus n'auront aucune influence, surtout, dans les grandes décisions concernant la vie quotidienne des milliards des être humains.

À l'ère de la mondialisation, l'exercice, de la démocratie, au niveau national, réduit à presque rien, ne saurait être compenser par des institutions démocratiques à l'échel mondiale, le monde est plus grand pour avoir des institutions démocratiquement formés et des représentations démocratiquement élus.

Ainsi, dans ce vide politique, les institutions économiques et financieres, et monitaires, vont gouverner le monde au nom du capital, la politique cèdra la place à la technocratie.

Heureusement l'hégémonie du capital n'est pas sans contradictions, je n'en cité que quelques exemples.

1 - L'éloignement -où le vide- du pouvoir libère la base, en fait, les masses seront libres de chercher une autre forme du politique que l'état national affaiblit par la mondialisation.

2 - Les identités, ethiques, sociales et culturelles, separées d'eux même par les frontieres nationals actuelles, retrouveront leur unité, ainsi une autre forme d'état peut naître en face de la mondialisation.

3 - La mondialisation du capital mondialisera la lutte anti-capital. à un capitalisme sans patrie repondre un militentisme sans patrie.

4 - La division actuelle du monde, en nord-sud, sera remplacée par une division riche pauvre, les riches du sud rejoint ceux du nord, tandis que les pauvres du nord se ralient aux pauvres du sud.

5 - L'attitude de la mondialisation vis-à-vis de l'état national est pourtant équivalent.

La mondialisation est contre l'état national:

- En tant que frontiers qui entravent la circulation du capital.
- En tant qu'instrument de règlementation et d'imposition des lois.
- En tant que souveraineté et instrument de la volonté de masse populaire, soumis à leur pression grâce à la démocratie.

Donc ce que la mondialisation refuse, dans l'état national, c'est précisement, son caractère démocratique.

Mais, en même temps, la mondialisation a encore besoin de l'état national.

- Pour freiner l'aflux de l'émigration, c'est à-dire la circulation des hommes.
- Pour empêcher l'unification de la lutte anti-capital à l'échel mondiale.
- Pour lutter contre la criminalité engendrée par la pauvreté et le chomage.
- Pour soumettre les pauvres à l'exploitation par les riches.

Si de l'état national, dans sa forme actuelle, persiste quelque chose, dans l'ère de la mondialisation, il sera un état policié.

En résumé, je peut dire que l'ère de la mondialisation, sera caractérisé par:

- Une lutte mondialisée, entre pauvres et riches, pays et individues, la pauvreté unifie autant que la richesse, à un capital mondialisé repondra une lutte populaire mondialisée.
- Une lutte mondialisée entre la démocratie qui est le pouvoir des masses, et le capital qui est le pouvoir des riches, on entend, déjà les partisans de la mondialisation, prennent moins de démocratie.

Le capitalisme, dans toute ses formes, n'est pas synonyme de la démocratie, si la démocratie est une nécessité pour les pauvres, pour faire face au pouvoir du capital, elle est une luxe pour les capitalistes, qu'ils ne hésiterons pas à s'en débarasser, la mondialisation le démontre clairement.

La seule leçon que l'on peut tirer de la mondialisation en cours, est que la démocratie doit être une arme aux moins des pauvres, mais elle doit être le pouvoir des masses: pauvres, chommeurs, exclus, en face de l'hégémonie mondiale du capital.

donc au moins de démocratie prené par les partisans de la mondialisation, nous devons repondre par: plus de démocratie.

Mais quelle démocratie?

Les organisations, les associations, les ONG, en tant qu'instruments de pression sur les gouvernements, dits, démocratique, en faveur du bien publique, apparaissent, plutot, comme organisations de charité, et pourraient servir même si ce n'étaient pas leurs intensions, la mondialisation et le pouvoir du capital sur le monde, car elles remedient les méfaits de la mondialisation, en prennent soin des délaissés, des abandonnés, en se chargeant de la protection de la nature, des sans logements des chomeurs. pref, elles présentent une ouverture pour que la situation sociale ne soit pas explosive, en se chargeant de ce qui n'est pas rentable pour le capital. ainsi, au lieu d'agir pour mettre fin à l'exploitation et à l'injustice mondialisées elles leur permettent de perdre.

Mais pour lutter contre les méfaits de la mondialisation, il ne faut pas se borner à remedier ses méfaits, il faut s'attaquer à leurs origines. dans ce but, les organisations, les associations, les ONG, apparaissent ineficaces.

Doit-on faire évoluer la démocratie vers la démocratie participative?

Ce que je ne comprends pas dans la démocratie participative,

c'est que le peuple, source du pouvoir, et possesseur de la souveraineté, delegue son pouvoir et cède sa souveraineté, puis il exige de ceux qui sont élus par lui, de partager le pouvoir que lui même leur à cédé, n'est-il plus préférable que le peuple garde son pouvoir et sa souveraineté au lieu de les cédér puis les reclamer?!

Je comprends la démocratie participative en tant qu'une étape vers la vraie démocratie. et non pas une fin de sois.

Dans la lutte contre les méfaits de la mondialisation, donc, les organisations, les ONG les associations populaires, font peut-être, de bon travail, à partir de bons intentions mais on reste à la défensive, c'est la mondialisation, par ses institutions, qui conduit et règle le jeu, et nous impose les batailles.

Une démocratie participative, c'est partager le pouvoir, qui n'est plus pouvoir, avec des gouvernements, qui, de plus en plus ne gouvernent plus, dans des états, de plus en plus, affaiblit par le pouvoir de marché mondialisé.

Quant à la démocratie représentative, c'est le système de l'état national, conséquence de la révolution bourgeoise, et la prise du pouvoir par le capitalisme, il était capitalisme mercantiliste, aujourd'hui, cette étape est dépassé par le capitalisme qui devient finencier et mondial. donc la démocratie représentative devient inutile, et parfois même dangereuse l'état national, est en vérité, état marché, aujourd'hui ce marché ne convient plus au capitalisme finencier, il exige un marché mondial à la place de marché national.

Donc, la forme actuelle de la démocratie, système politique de l'état-marché, apparaît, impuissante en face de la mondialisation de marché, et ses institutions: OMC. P.M. FMi ces institutions imposent des règles en dérèglementant les politiques des états, et ont les moyens de contraindre les états nationaux.

Ainsi les institutions de la démocratie sont, de plus en plus

coincées, entre, d'une part l'hégémonie des institutions de la mondialisation qui leur imposent les politiques à suivre: privation, dérèglementation, réduction, à voir démentalement de services pibliques chomage, pauvreté, flixibilité du travail et du salaire, épuisement des ressources naturelles destruction de l'environnement, et de l'autre part la résistence populaire élire, dans ces conditions, c'est se donner des institutions qui exécutent des politiques et des décisions prises par un autre, à savoir les institutions de la mondialisation. les hommes politiques, s'ils ne sont pas corrompus, par la puissance de l'argent. dont ils ont, extrêmement besoin, pour finencer leur compagnes d'élection. ils sont fragilisés, menacés, dans leur fonction même, de législateurs et de garant de l'exercice de la souveraineté nationale.

- Dans ces conditions, et dans les meilleurs des cas, l'état national , sera paralysé, laissant ainsi, le champ libre aux agissements du capital mondialisé, ce qui exige, pour contre carrer la puissance du capital. la recherche d'une autre dorme de la démocratie, capable de faire face à la domination du marché mondialisé.

Utiliser les élections, et la force des vois, pour imposer la volonté populaire, faire pression sur les gouvernements ne sert plus à rien, car en réalité, les gouvernements ne gouvernent plus, il faut donc que le peuple s'empart du pouvoir.

Inutile de les partager, il faut établir la démocratie directe, où le peuple décide, et contrôle la mise en application de ses décisions.

La mondialisation a peur de la démocratie. c'est pourquoi ses partisans prennent le moins de démocratie, pour nous la démocratie présente une arme éfficace: il faut, donc plus de démocratie, une démocratie directe.

Donc, pour faire face, efficacement, au pouvoir du marché mondialisé, et à ses institutions, qui se prétendent, déjà maître du

monde, et bientôt, peut-être, gouvernement mondial, il faut s'évoluer vers la conquette du pouvoir par les masses pour instituer la démocratie directe qui exprime, seul, la volonté des masses.

Bien entendu, la démocratie directe n'est pas le chaos, ni la reigne de desordre, mais un peuple souverain. qui s'organise pour gerer son quotidien, et s'assurer de son avenir, et posséder ses ressources, et s'approprier ses richesses et sauvegarder son environnement naturel et social.

À mon avis, dans l'état actuel des choses, il est impossible, voir même inconvenable, de faire face à la puissance destructrice de capital mondialisé, sans le dépassement de la forme actuelle de la démocratie vers plus de démocratie. ce n'est pas la violence qui imposera la volonté populaire à la puissance du marché, mais la démocratie directe, la violence sert plus les intérêts des capitalistes que les intérêts de la cause populaire.

la démocratie directe, c'est-à-dire pouvoir du peuple exercé par le peuple pour le peuple est le seul moyen, efficace, pour lutter contre une mondialisation destructrice des sociétés aliéneuses des hommes, devastatrice de l'environnement ruineuse de la vie humaine. la démocratie directe des armes la puissance du capital, est rendu illégitime. au moins juridiquement sa violence.

Par la démocratie directe, les forces de la mondialisation ne trouvent pas en face d'elles des gouvernements affaiblit, assujtie, mais un peuple tout entier, dont la souveraineté et la légitimité ne dépend que de lui même.

En LIBYE, on est parfaitement, conscient de tout cela depuis certain temps, depuis 1977 on a entamé une expérience d'avant garde: l'établissement de la démocratie directe, c'est-à-dire le pouvoir des masses à l'échelle nationale.

S'il est vrai qu'on ne peut pas rassembler toute la population sur la même place ou dans un seul lieu, mais on peut la ressembler en même temps et dans plusieurs lieux, et s'il est exacte que le

peuple tout entier ne peut pas executer ensemble les décisions prises par lui, mais le peuple peut, parfaitement, prendre les décisions, et contrôler ses applications en même temps que les executants, qui sont désignés par lui et donc responsable devant lui.

L'expérience de la démocratie directe, dont la théorie exposée dans le livre vert, en LIBYE a demontré, en pratique, que le pouvoir du peuple est tout à fait possible et réalisable, et efficace.

Ainsi, en pratique, le peuple se divise en congrés populaires de base, dont chaque citoyen et citoyenne, sans exeption est membre.

Les congrés populaires discutent et décident dans tous les domaines, de la politique intérieure à la politique extérieure, et de toutes les questions: économiques, sociales, culturelles et écologiques.

Les décisions concernantes les affaires locales, c'est-à-dire, à l'intérieur de chaque congrés, sont immédiatement applicable par les comités populaires exécutifs de chaque congrés populaire de base et contrôler par lui.

Les comités populaires exécutifs, dans chaque congrés, sont désignés par les congressistes, c'est-à-dire tous les citoyens et citoyennes membres du congrés.

Les autres décisions, concernantes l'ensemble des congrés, c'est-à-dire sur le plan national seront transmise, par les secrétariats des congrés populaires de base. au congrés populaire général, composé des scrétariats des congrés populaires de base, et des comités exécutifs et des syndicats des travailleurs, des paysans....

Le congrés populaire général a pour fonction la coordination et la rédaction des décisions prises par les congrés populaires de base concernante l'ensemble des congrés, c'est-à-dire la nation. et leur mise en application sur le plan national, par le comité

populaire général, qui est désigné et contrôlé par le congrés populaire général.

Ainsi le peuple se charge de la prise des décisions, et de la désignation de l'exécutif et de son contrôle, ainsi que la législation des lois. c'est trois fonctions sont l'essence de toute démocratie.

l'état institué ainsi est un état de masses ni état-providence, ni moins-état, mais une unité du travailleur et du citoyen producteur et consommateur, gouvernant et gouverné, décideur et exécutant, et dont l'éthique fondamentale repose sur l'égalité, la fraternité et la solidarité: une société libre autorganisée où la liberté et l'ordre sont reconcilliés où l'activité économique orientée par le principe: associé et non pas salarié, car la démocratisation du politique exige la socialisation de l'économique. une démocratie directe est inconvenable sans la démocratisation de l'économique, l'égalité politique se fonde sur l'égalité économique et vis-versa.

L'état liberal est créature de capitalisme, donc on ne peut pas attendre de lui de faire face à son créateur, il faut le changer, au lieu d'état propriété d'une minorité de propriétaires, il faut créer l'état de masses, propriété du peuple tout entier, c'est ce que nous proposons comme alternative capable d'affronter le pouvoir du marchée mondialisé.

9

Civilisations et anti-civilisation

Par ce qui va suivre, je ne prends pas la defense de la seule civilisation arabo-musulemane, car particulièrement, aujourd'hui, une civilisation quelconque, ne peut survivre ni s'épanuir, que dans un monde civilisé, et parmi d'autres civilisations donc je prends la défense de toutes les civilisations humaines.

Pour moi, croyant en l'homme, et prennent en considération le progrés qu'il a réalisé, le droit à la différence est essntiel à tout homme et à tous les peuples, il est l'un des droits qui fondent tous les droits de l'homme, et expriment sa liberté et sa dignité en tant qu'homme.

On dit, sans se tromper, que le monde, notre monde, est devenu trop petit, presqu'un village, alors nous devons en tirer toutes les conclusions nécessaires Comment pouvons nous y vivre sans se déchirer? sans s'entretuer? sans se détruire mutuellement? sans geurre ni confrontation?

Comment orienter nos technologies, nos progrés nos moyens pour le bonheur de l'homme, au lieu de les utiliser pour son malheur?

Comment en faire source de satisfaction de ses besoins et non pas cause de la misère de l'homme?

Une science sans conscience est catastrophique, un progrés fin en soi est anti humain, jamais l'humanité n'a disposé d'autant de ressources et de richesses, jamais les peuples n'étaient si pauvres et malheureux.

La pauvreté, l'injustice, l'oppression, l'exploitation, l'exclusion, engendrent, inévitablement, la haine et son corollaire la violence.

Les causes de la violence, qui alimentent le terrorisme ne sont pas de tout civilisationelles, mais anti civilisationelles. ainsi au fur et à mesure que les causes se mondialisent, le terrorisme se mondialise aussi. le pretendu choc des civilisations responsables de ce qui est, en vérité, anti-civilisation.

Personne n'ignore, et peut-être, nous n'avons pas besoin de le rappeler, que les civilisations, diverses et multiples, ont des rapports, elles sont entrés en conflit, et se sont confrontées autant que dialoguer et s'enfluencer mutuellement.

Les conflits même, étaient, si souvent, une façon de connaître l'autre, et d'entrer en contacte avec l'autre, donc il n'ont pas empêché ni l'influence sur l'autre ni d'être influencé par l'autre.

Ainsi l'occident doit beaucoup à la civilisation arabo-musulmane, et ceux-ci ont beaucoup pris de l'occident pendant ce qu'on a appelé les croisades, et cela malgré les pertes matérielles, et en vie humaine, causés par les conflits entre civilisations, à travers une longue histoire de l'humanité, dont les coutes auraient pu contribuer dans les solutions de problèmes qu'affrontent l'humanité, si ils ne sont pas dépensés dans des tentatives hégémoniques, d'une civilisation sur des autres.

Pourtant, les civilisations se sont soutenues les unes les autres, bien que, ce soutien, le plus souvent, était indirecte, et surtout involontaire, personne ne peut nier la contribution de la civilisation greque, et personne dans la civilisation arabo-

musulmane, et personne, non plus ne peut nier la contribution de celle-ci dans la civilisation actuelle de l'occident.

L'histoire prouve que, malgré les conflits entre civilisations, souvent des structures, aucune civilisation n'a pu vaincre totalement, ni éliminer les autres civilisations définitivement.

Ainsi les civilisations humaines, restent multiples, et diversifiés, malgré l'hégémonie, apparente, de l'une d'elle, selon les étapes historiques, jusqu'à nos jours.

Une civilisation ne meurt que par ses propres raisons, et ne disparaît que par des causes internes.

L'hégémonie de la civilisation arabo-musulmane, plus de dix siècles, n'a pas empêché la survivance des autres civilisations, et l'hégémonie de la civilisation occidentale, aujourd'hui, ne peut aucunement, éliminer les autres civilisations, en plus, iln'est pas dans l'intérêt de l'humanité, de vivre dans un monde unicivilisationel.

Ce que j'ai avancé se fonde sur certaines raisons et certain constat:

1 - La force matérielle n'est pas synonime de la force civilisationelle, au contraire, au moins jusqu'à notre temps moderne, la force matérielle, était, presque toujours au coté de la barbarie, tandis que la faiblesse était la côté de la civilisation, ainsi les tribus normales ont vaincu la civilisation romaine, et les tatares ont pris le dessus de la civilisation à l'ère de l'empire abaside.

Mais en dépit de la superiorité de la force matérielle et de la barbarie sur la civilisation dans certaines étapes historiques, la civilisation a fini par prendre sa revanche: elle a absorbé la force et à civilisé les barbares.

Les tribus normandes, qui ont détruit l'empire romaine, ont fini par l'adaptation de sa civilisation et les tatares qui ont détruit l'empire abaside, et ont fait de la bibliothèque de bagdade, un pont

sur la rivière pour faire passer leurs chevaux, ont fini par se convertir à l'islam, et devenus les défenseurs et les propagateurs Zelé de l'islam et de la civilisation musulmane en asie.

Ainsi, la civilisation, en apparence, vaincue, prend sa revanche.

2 - Prennent en considération les moyens matériels, utilisés, jadis, dans, les conflits, la destruction complète de l'adversaire, n'était pas du tout, possible, les conflits, quelque soit leur dimension restait limités.

3 - La puissance matérielle ne peut vaincre les valeurs d'une civilisation. malgré les apparences, Lapuissance matérielle cache, toujours une faiblesse devant la force des valeurs civilisationelles.

4 - L'ignorance de l'autre, pousse, souvent à une attitude agressive, pourtant, grâce au conflit lui même, les antagonistes decouvrent que l'autre n'est pas tel qu'ils ont imaginé l'autre n'est pas le diable, et le moi n'est pas l'ange, l'autre n'est pas le mal, le moi n'est pas le bien.

En réalité, le diable et l'ange, le mal et le bien, n'existent pas séparé, personne ne monopolise le bien, personne ne monopolise le mal dans toute civilisation il ya ce qu'est bien et ce qu'est mal, ce qu'est diabolique, et ce qu'est angelique.

L'autre, reflète, souvent, le mal que nous portons en nous-même.

Dans chaque civilisation il ya ce qui peut contribuer dans l'épanouissement et le progrés de l'humanité, aucune civilisation n'atteint la perfection absolue, aucune n'est parfaite.

Il est vrai que la perfection est le but de toute civilisation, mais cela n'empêche pas qu'en réalité, chaque civilisation soit imparfaite, et c'est pourquoi elle vise toujours la perfection sans jamais l'atteindre.

Chaque civilisation à donc besoin des autres civilisations.

La perfection est un projet collectif concerne toute l'humanité, les tentatives de la destruction mutuelle font perdre à l'humanité ses chances de se perfectuer et de progresser.

Les règlements des comptes, entre nations, remplissent les pages de l'histoire, et ont fait de l'histoire une longue évantaille des victimes et de destruction, mais aujourd'hui, peuvent prendre une dimension jamais atteinte, et depasser toutes les guerres que l'humanité a connue, au vingtième siècle, il semble que la guerre a atteint l'âge mur, sa puissance destructive devenue à l'échelle mondiale. le temps des guerres regionales, dont l'impactes est limité, est revolu.

Le monde aujourd'hui, toutes les civilisations sont en face de l'auto destruction: La mondialisation de la guerre.

Le progrés technologique en est-il responsable? allons nous se plaindre de la science?

Il est étrange que au même moment où la geurre se mondialise, la science fête son arrivée à l'âge mûr, la science, supposée offrirée à l'humanité des chances nouvelles pour son progrés et son épanouissement. elle met en chantier des moyens de destruction sans précédent.

Le bien et le mal sont-ils si lié? inséparable? L'humanité doit-elle, toujours, arrivée au même resultat? doit-elle perdre d'un coté ce qu'elle gagne de l'autre? doit-elle perdre dans les guerres et les conflits. ce qu'elle gagne dans le progrés scientifique?

Les lois naturelles ne sont pas pertenent que dans leurs domaines, rien ne preuve, en fin du compte, l'existence du processus compensatoire entre guerre et progrés scientifique, au contraire tout témoigne contre cette hypothèse.

Donc nous devrons nous questionner: en face de milliers des pompes atomiques, chimiques, bacteriologique à quoi sert le progrés scientifique? et les civilisations?

La technologie n'est pas neutre, cela est vraie mais les systèmes politiques qui l'encadrent en est totalement responsable.

Si nous ne visons pas de fins sublimes qui mettent le progrés au service de l'homme, si le progrés n'est pas controlé par des valeurs humaines, la technologie ne réussie que dans la destruction de l'homme, pourtant son inventeur et l'homme devient esclave de sa créature.

Ainsi le conflit entre civilisations, affaiblit ses forces spirituelles et morales au profit de ses forces destructrices, et cela au dépense de toutes les civilisations.

Donc, en face des forces destructrices, dans tous les civilisations, les forces spirituelles et morales, doivent se solidariser, c'est la seule possibilité pour la survivance du genre humain, et le seul moyen, efficace, pour mettre fin à la dualité, infernale, guerre-progrés technologique.

Bien sûr, il ne s'agit pas de condamner la science, et le progrés, sous pretexte, qu'elle a beaucoup fait pour la guerre, la science est un acquis humain, elle doit servir l'homme contre la guerre, il nous faut retourner la science et le progrés contre la guerre, cause de malheur.

C'est la mission de toutes civilisations, c'est la mission de l'homme vraiment humain, l'haine de l'autre, l'autre civilisation, met ce progrés scientifique, entre les mains des forces destructrices, pour vaincre, l'assujtier ou détruire l'autre, mais cela donne les forces destructrices dans toutes les civilisations, de puissance qui risque de retourner contre les forces constructrices dans la même civilisation, pour les contrôler ou les imposer des fins qui les contredisent. quand nous renforçons les forces du mal, en nous, contre l'autre, nous risquons d'en être les premiers victimes.

Au cours de l'histoire, s'est confondu, le conflit avec le dialogue, l'affrontement avec la coexistence, l'amour avec la haine, entre civilisations.

Pourtant, celles-ci restent, jusqu'à nos jours multiples plurielles, et ont surmonté tous les tentatives de standarisation civilisationelle.

Mais aujourd'hui la survivance civilisationelle de l'humanité, et sa pluralité, est mise en question prenant en considération tout ce que j'ai avancé, nous pouvons percevoir l'inutilité du conflit et de choc entre civilisations, tout conflit et néfaste pour toute les civilisations.

- Parce que le but de l'hégémonie absolue est impossible à atteindre.
- Parce que nos ressources sont plus précieuse pour être gaspiller dans des tentatives mesquines, tandis que l'homme meurt de faim et de soif, et victimes des maladies dont la guérison est possible.
- Parce que la coexistence des civilisations diverses est plus bénéfiques à l'humanité qu'un monde uni-civilisationel.
- Parce que la diversité et la pluralité sont une richesse au profit de toutes les civilisations.
- Parce que l'exploitation des ressources au profit de l'humanité entière, vaut mieux qu'être monopolisés par une minorité, ce qui conduit, inévitablement à l'affrontement.
- Parce que, dans un conflit, aujourd'hui, avec le progrés technologique, il n'y aura ni vainqueur ni vaincu, tout victoire signifie défaite pour l'humanité.

Les arguments que j'ai avancés apparaît logiques, convainquants, rationels, personne, à ma connaissance, ne peut les contester, et pourtant il apparaît dépasser par des évènements à la vitesse éléctronique.

Donc mon argument, en faveur du dialogue comme alternative au conflit, depasse tout ce que j'ai avancé, et se fonde sur un constat: Le menace de danger qui menace toutes les

civilisations humaines, et qui ne distingue civilisation d'une autre, ne vient pas d'une civilisation contre une autre.

La nécessité du dialogue entre civilisations au lieu du conflit, de mon point de vue, n'est pas dictée, seulement par la certitude qu'aucune civilisation ne peut éliminer une autre, ni totalement ni définitivement. et qu'une seule civilisation ne peut reigner éternellement sur l'ensemble de l'humanité.

Il est donc inutile d'entrer en conflit sans issus. Le progrés humain exige de depassement de l'état confletuel vers la cooperation et le dialogue, pour une coexistence passifique de toutes les civilisations.

Grâce au progrés, scientifique et technoligique le monde devient plus petit pour supporter des conflits des tracteurs utilisant des moyens terribles, et dans lesquels il n'y aura ni vainqueur ni vaincu, parcequ'ils menacent la terre, patrie de L'humanité, de destruction.

Donc mon argument en faveur de dialogue entre civilisations, se fonde sur un constat claire pour tous ceux qui veulent voir: L'existence, même, de toutes les civilisations L'humaines est désormais, mise en question.

- par la marchandisation: les relations humaines, dans toutes les civiliations, se transforment en marchandises, on les appèle, déjà, dans le marché l'or rose.
- Par la standaresation des cultures: toutes les cultures sont, de plus en plus, réduites en forme inhumaine. produit technique et non pas humain, produit de machines, où la culture des machines.
- Par la perte des identités au profit des identités du marché: producteur, consommateur ou exclu.
- Par la destruction du social au profit d'individualisme faible, d'égoïste, isolé, qui pour entrer en contacte avec les autres

individus, il doit payer le prix et rentabiliser les machines.

- Par la destruction de l'ordre au profit du marché chaotique, et la suprématie de la loi du jungle.
- Par l'inhumanisme la reigne des machines et l'industrie des gènes sur commande, et le clonage.
- Par la destruction de la nature et sa spoliation des ressources naturelles, la pollution et la destruction de la divsersité biologique.
- Par une competition fole, vers une croissance qui n'a pas de fin qu'elle même.
- Par l'affaiblessement de la démocratie et l'impuissance de ses institutions.

Ainsi le problème, aujourd'hui, n'est plus la superiorité d'une civilisation par rapport aux autres le concevoir ainsi n'est qu'une pure falcification, le problème est la survivance même des civilisations en face de la monte de l'anti-civilisation.

Aujourd'hui, l'anti-civilisation allume et alimente les conflits entre civilisations, car dans leur conflit il sera le seul vainqueur.

Le choix limité, qui s'impose à nous, et qui s'impose à toutes les civilisations, sans exception est:

- Relations humaines ou relations marchandises.
- Société ou marché, société humaine ou société du marché.
- Vie spirituelle, quoique ses manifestations sont diverses, ou vie materielle hideuse, qui finit par être jeter au peuple.
- Économie pour l'homme, au service de l'homme où l'homme au srvice d'une économie qui n'est au service de personne.
- L'argent comme moyen d'une vie humaine, où l'homme au service de l'argent, comme moyen de les accumuler.
- Une vie humaine, organisée démocratiquement ou les chaos du marche-jungle.

En pref le choix est: civilisations humaines où la reigne de l'anti-civilisation.

L'anti-civilisation fait regresser l'humanité à son étape sauvage, inutile donc se plaindre de terrorisme, cette sauvagerie, bien armée pat des technologies avancés, et des sciences trés dévéloppées, mondialisés le terrorisme.

L'anti-civilisation developpe la technologie autant qu'il devaleurise l'homme. il fait de la technologie ennemie de l'homme.

L'anti-civilisation fait du marché la référence unique, qui oriente la science selon les indications de la bourse.

L'anti-civilisation fait d'une minorité des loups omnivore, et de la majorité humaine leur parois.

Cet anti-civilisation ne distingue pas une civilisation d'une autre, il n'a quoi faire ni de moise, ni de jesus, ni de mohamed, il devaleurise l'humanité, et ne reconnait de valeurs que de qui se place dans les bourses, il détruit les relations humaines, et se moque de leur spiritualité.

Alors à quoi sert les tentatives d'une civilisation de prendre le dessus, de vaincre une autre, si, en fin de compte, c'est le marche qui triomphe?

Pourquoi s'entretuer à cause de nos conceptions, différentes, de monotheisme, si, en fin de compte c'est le monotheisme du marché qui prendre le dessus?

À quoi sert les tentatives d'une civilisation pour reigner sur le monde, si en fin de compte c'est l'anti-civilisation qui reigne? et l'échange de toutes les cultures humaines sera la culture de video clips de hambourguer, et de pepsi cola?

Aujourd'hui les tentatives de toutes civilisation de se mondialiser, au dépense des autres, préparent le terrain pour la mondialisation du marché.

La nécessité du dialogue entre civilisations depasse, donc les

justifications que nous avons avancés au début de cette intervention.

Le dialogue est:

- Pour que l'homme ne se transforme pas en anti-humain, dans toutes les civilisations.
- En faveur de toutes les civilisations humaines en face de la monté de la sauvagerie mondialisée.
- Pour que le marché dieu ne remplace pas dieu dans toutes les langues.
- Pour que le monotheisme, divinisé, en islame en christianisme, en judaisme, ne devient pas monotheisme du marché.
- Pour la pluralité, la diversité civilisationelle en face des forces standardisantes.

Le new liberalisme, cette idéologie, qui prétend la fin de l'idéologie, n'est pas la fin de l'histoire ni l'énoncé de dernier homme, c'est tout simplement une étape historique.

Le conflit que nous pouvons prevoir ne sera pas entre civilisations dictante des positions et des aliances politiques à l'echelle internationale, la politique internationale n'est jamais dictée par des facteurs civilisationelles, mais par des intérêts, surtout économique.

Ces intérêts peuvent être dissimulé derrière des raisons civilisationelles, pour se faire justifier, et cacher ses vrais raisons.

Ne soyons pas dure, où il y a conflit, il faut chercher les intérêts du capital, cela explique aussi les conflits entre les composants de même civilisation, les guerres les plus sanguaires, les plus destructrices, se sont produites entre les composantes de la civilisation occidentale, ainsi que la guerre froide.

De ma part, je ne trouve aucune raison, dans la théorie du choc des civilisations, qui peut me convaincre que les conflits a

venir auront d'autre raisons, particulièrement, dans notre temps où le capital se mondialise, et montre ses dents la théorie du choc des civilisations est une idéologie qui essaie de cacher les vrais raisons des conflits.

Ce qui unifie l'occident, aujourd'hui, ce n'est pas sa civilisation, mais ses intérêts, son avancé technologique, son niveau de vie épanoui sur l'exploitation, la spoliation des ressources mondiales et surtout, un marché capitaliste depassant la diversité languistique, religieuse et ethnique. en fin, un système économique s'orientant vers la mondialisation, et l'hégémonie mondiale, avec un système politique-militaire, à son service, cela, exactement, peut unifier les autres, victimes de cette mondialisation de l'injustice, contre l'occident.

Donc, si les autres se lèvent contre l'occident ce n'est pas à cause de sa civilisation, ni contre celle-ci en tant que telle, mais parce-que l'occident est, lui-même, dominé par un système fondé sur l'exploitation, la spoliation et hégémonie, visant s'imposer mondialement au depense de toutes valeurs civilisationelles.

Si les autres sont contre l'occident, c'est parce-que l'occident est dominé par l'anti-civilisations, y comprise la civilisation occidentale.

Toutes les civilisations, y comprise, celle de l'occident, en face de menace perpetré par la sauvagerie de la mondialisation économique, ou du marché mondialisé et la barbarie du capital, n'ont d'autre issus, pour sauver l'humanité, que le dialogue, et la cooperation, sur des bases de fraternité et de reconnaissance reciproque, et de coexistence pacifique, afin qu'un autre monde soit possible.

Un autre monde est possible:

- Où la paix rend la guerre sans raisons d'être.
- Où la justice prend le dessus de l'injustice.

- Où l'humain vaincre l'inhumain.
- Où les acquis de l'humanité seront au service de son progrés, pour irradiquer les maladies, la famine L'ignorance et la pollution. pref un autre monde où les civilisations auront raison de l'anti civilisations.
- Un autre monde digne de l'homme.
- Un autre monde vraiment humain.

Il est devant nous.

Marchons ensemble vers cet autre monde...

Civilisations du monde entier, unissez vous:

- C'est le même combat que vous devez gagner.
- C'est le même ennemi que vous devez vaincre.

Pour qu'un autre monde soit possible il est devant nous marchons ensemble vers cet autre monde:

- Contre l'anti civilisations.
- Contre la barbarie du marché mondialisé.
- Contre la terreur du capital. pour un monde digne de l'homme ou vingt-unième sciècle de son histoire.

10 Les conditions nécessaires du dialogue

Nous sommes différents de point de vue de race, de culture, de religion, ainsi que de mode de vie sociale et de système politique et économique et idéologique.

La différence est une réalité qu'on ne peut ni nier ni ignorer, elle est un droit humain fondamental, où même l'essence de tout droit, soit pour les individus que pour les peuples et les nations, le droit à la différence, pour chacun, c'est le droit d'être soi-même d'avoir une identité progrés, et de pouvoir se developper libèrement.

La non reconnaissance de ce droit engendre, inévitablement, le conflit.

Il est étrange, et incomprehensible que les sociétés qui pretendent fonder sur la pluralité, n'acceptent pas la pluralité au niveau des peuples et des nations du monde tout au contraire tentent, par tous les moyens de supprimer la différence afin d'imposer sa culture, son idéologie, son système politique et économique, en essayant de faire des autres une simple photocopie d'elle.

Refuser aux autres le droit d'être différents c'est les nier, aliéner, les deposseder de leur identité, c'est-à-dire les priver de leur existence en tant que différents.

Le refus de l'autre enfante deux attitudes, distingués bien que liés:

D'un côté, celui qui refuse l'autre. qui nie la différence, ne peut le faire que parcequ'il se croit puissant, donc capable de nier l'autre sans craindre être menacé par lui, assez fort pour enlever à l'autre toute possibilité de réagir, c'est la domination du plus fort.

De l'autre côté, il se croit depositaire de la vérité et que l'autre ne possède pas, et puis qu'il est convaincu qu'il n'y a que sa vérité, donc l'autre est faux, se croire depositaire de la vérité, justifie ses yeux sa violence envers l'autre, envers le faux, pour lui, sans aucun doute, la vérité opprime la fausseté, le juste reprime l'injuste c'est le fanatisme.

De ces deux attitudes se produit inevitablement le conflit.

Un conflit entre la vérité, que chacun se croit depositaire et la fausseté que chacun rejette sur l'autre un conflit entre la puissance et la faiblesse.

Et puisque chacun se croit depositaire de la vérité et puisque personne n'est jamais assez puissant pour pouvoir nier l'autre complètement et le modeler selon ses désires la négation de l'autre reste toujours un projet inachevé, un projet toujours manqué, Car même le plus faible peut resister et nier la négation pour s'affirmer et puisque le rapport entre puissant et faible est un rapport de force, il ne laisse au faible d'autre choix que la violence.

Ainsi les moyens, aux yeux de faible, dans sa reposte au puissant, seront tous légitimes sans distinction autre que leur efficacité parce que son choix est trés limité, dans le rapport de force que l'oppose au puissant. dans ce rapport de force personne n'a le droit d'indiquer au faible ni la façon ni les moyens dont il affronte le puissant. sa resistance légitime tout les moyens.

Ainsi, le plus souvent, le terrorisme n'est pas le choix de terroriste, il est l'aboutissement d'une situation où le faible est

acculé à resister au puissant par tous les moyens, que sa situation de dominé, dans le rapport puissant-faible lui laisse la possibilité de s'en servir.

Puissant-faible, colonisateur-colonisé, despote-sujet, riche-pauvre, opresseur-oprimé, persecuter-persecuté.... il y a toujours un rapport de force qui fonde cette division, dont l'humanité souffre.

Le puissant, en niant l'autre en tant que identité.. Culture.. Opinion, liberté.. indépendance ne lui permet pas pour autant d'acceder à celle de son oppresseur, ainsi l'opprime, le colonise... en train de perdre son identité... sa culture, son idéologie.. sa réligion.. sa liberté.. par l'opresseur sans pouvoir en acquerir d'autre, l'opprimé n'est jamais accepter, véritablement, au range de son oppresseur, il est marginalisé un exclu.

Cette situation d'exclu est insuportable l'opprimé y répond par un acte desespéré: La terreur. dans ce terrorisme trouve ses racines non chez le terroriste, mais dans l'attitude du puissant envers le faible.

Condamner l'acte desespéré du resistant dans ce cas, ne fait qu'agraver encore la situation, et compliquer les choses. Car l'acte de condamnation serait resenti par le faible, comme soutient à son opresseur, dence, pour le faible, plus d'opression, l'acte de condamnation isolé plus le faible, le maginalise plus, ce qui le pousse plus loin dans la voie des actes desespérés.

Un terroriste est toujours un faible, ses actes violents ne sont dictés que par sa faiblesse, bien sûr le puissant n'a pas de recours aux actes terroristes, tout simplement parcequ'il est puissant, et la puissance a ses moyens qui apparaissent différents de terrorisme, mais au fond c'est la puissance du puissant qui engendre le terrorisme.

La négation de l'autre, en tant qu'identité différente signifie la

négation de l'autre en tant qu'être humain. ainsi il ne lui reste qu'agir selon le mode d'être qu'on lui impose: un sauvage. l'oppression quel qu'il soit réduit l'homme à l'état sauvage, et cela de deux maniers: l'acte d'oppression, de domination..... fait de l'opresseur et de l'opprimé, en même temps, des êtres sauvages, l'oppresseur en réduisant l'opprimé à l'état sauvage s'y réduit pour pouvoir le maintenir dans cet état et quand l'opprimé agit à partir de mode d'être que l'oppresseur lui a imposé par l'oppression il ne peut agir que sauvagement, le condamner sans se rendre compte des raisons qui le poussent dans cette voie on condamne la victime et on laisse-courir le bourreau.

De tout évidence cette situation empêche tout dialogue, tant que nos rapports seront fondés sur le rapport de force tout dialogue n'aura pas de sens tout dialogue entre puissant et faible ne sera qu'une situation où le puissant dicte sa volonté au faible, ce qui veut dire un rapport de seigneur et d'esclave donc, essentiellement, un rapport conflictuel.

Le conflit ne peut resoudre aucun problème, les évènements en est témoignent la force peut étouffer un conflit certain temps, mais pas pour ou longtemps, tôt ou tard la nécessité de dialogue s'impose.

Mais le dialogue exige un rapport entre les hommes, où la force n;a pas de place où la raison et la logique domine, un rapport du droit, devant lequel il n'ya ni puissant ni faible, un rapport où la puissance du droit remplace le droit de la puissance, que ce soit au niveau des individus qu'au niveau de peuples et de nations. le dialogue exige l'institution d'un monde où le droit est souverain.

Ce qui dramatise encore le rapport entre puissant et faible, c'est que le puissant se considère depositaire de la vérité, ce qui justifie, à ses yeux son imposition à l'autre et innocente ses agissements envers l'autre, ainsi se produit un renversement: du puissant despositaire de la vérité parce-qu' il est puissant, devient

le puissant est puissant parcequ'il déspose de la vérité, de la vérité conséquence de la puissance on arrive à la puissance justifié par la possession de la vérité, ce renversement du raisonnement procure au puissant la justification et la légitimation de sa puissance et de comportement qui en découle tout découle à la force, tout recours à la puissance est néfaste, corrupteur des relations humaines. il l'est encore plus quand on le croit justifier et légitime par la vérité, dont on est le seul dépositaire ainsi nait le fanatisme, le radicalisme l'extrémisme de toute sort et en conséquence la négation de l'autre, l'eclusion de l'autre, donc le conflit.

La croyance en une seule vérité possédée par un seul dépositaure: individu, race... culture... religion.. idéologie système économique et politique, conduit inévitablement à la négation de toute autre vérité possédée par un autre, ainsi l'autre devient le faux.. le sauvage le retardé l'athé... et puisqu'un dialogue entre vérité et mensonge est impossible, le conflit ne peut être éviter, étant donné que chacun peut se croire en possession de la vérité, le mensonge c'est la part de l'autre. ainsi nait un dialogue de sourdes, et un vrai dialogue sera impossible parce-que mal parti.

Croire que la vérité est unique, et qu'elle est possible par un seul, dans des relations fondes, sur la force ne laisse autre choix que la violence, où bien nous sommes dominés par l'autre ou bien nous sommes les dominateurs, ou bien nous sommes les vrais ou bien nous sommes les faux. dominés nous avons le droit à la résistance, dominateur donne le droit à nous resister.

Pourtant accepter l'autre, reconnaître à cahcun le droit à la différence, ne signfie pas s;isoler, vivre en solitaire sans aucune relation avec les différents, nous vivons dans un monde qui devient de plus en plus petit. les relations entre les hommes sont si nécessaires qu'aucun ne peut s'y soustraire, nos besoins humains affectifs matérieux nous oblige de contacter les autres-individus ou peuples nous avons besoin de convaincre les autres de les ralier à

nos causes, le conflit ne conduit nul part. Le rapport vainqueur et vaincu s'est démontré, surtout les plans néfastes, son seul résultat est toujours la destruction.

Ainsi apparaît le dialogue comme, le seul rapport humain entre les différents si nous voulons éviter la destruction pour que le dialogue remplace le conflit il faut tout d'abord que la force soit exclue un vrai dialogue ne se fonde que sur la raison, la logique et le droit il exige ensuite la reconnaissance du droit de différence, parce qu'il n'y a de dialogue qu'entre différents, sinon c'estun monologue, le refus de la différence détruit le fondement de tout dialogue.

Le conflit est. en quelque sorte, un monologue où chacun se dialogue avec soi-même, se croyant depositaire de la vérité il se donne le droit de l'imposer à l'autre.

Que nous sommes différent de race de culture de mode de vie, d'opinion, de système politique et économique, c'est une réalité que ne sert à rien de la nier où ignorer, mais là n'est pas le problème essentiel, le dialogue n'existe pas le contraire de cette réalité, il exige, plutôt, la différence de race.. de culture.. d'opinion... si nous avons besoin de dialoguer, c'est pour que chacun comprenne l'autre dans sa différence, et de nous entendre en dépit de nos différences. le dialogue commence par la reconnaissance de l'autre et aboutit à la compréhension et l'entente mutuelle.

Le problème se pose lorsque une race, une culture, une idéologie, un système politique ou économique, une société, se prend par supériore aux autres et se donne le droit s'imposer aux autres.

Ce glissement de la différence, qui est chose réele à la superiorité, qui est subjective, est l'origine de tout conflit et entrave tout dialogue.

Pourtant la différence ne signifie ni supériorité ni inferiorité, et ne donne aucun droit aux différente d'imposer leur différence l'un à l'autre. la différence entre homme et femme peut nous servir d'exemple naturellement l'homme est différent de la femme, mais aucun droit de l'homme sur la femme ne découle de cette différence, cette différence indiscutable ne signifie ni superiorité ni infériorité, car superiorité et inferiorité sont dues aux conditions sociaux historiques crées, à travers le temps, par le puissant au dpense de faible, dans un context conflectuel et qui ne sont jamais éternelles.

Le rapport homme-femme illustre l'exemple le plus extravagant du rapport de force entre puissant et faible, tant que la force domine dans ce rapport, la femme restera dominée,persécutée, violée, opprimée, par l'homme.

L'homme, parce-que physiquement puissant se prend par superieur, et se donne le droit d'imposer sa vérité à la femme, sa vérité est sa force physique, ainsi l'homme devient un brut qui nie tout autre vérité, où la femme peut l'égalir, mais la femme depossédée de sa vérité ne peut jamais acquérir celle de l'homme, ainsi elle devient être sans identité bon seulement pour offrir le plaisir à l'homme, un être complètement sexé, une machine vivante de plaisir. Cette situation applicable, avec certain nuance, à tout rapport du puissant-faible.

Si la force ne soit pas exclue de rapport homme-femme l'émancipation de la femme reste à souhaiter, sans l'exclusion de la force de tout rapport le dialogue reste à souhaiter.

Puisque la différence homme-femme est l'origine de la vie, toute différence constitue la richesse de toute civilisation, la différence, la pluralité est ce qui est le plus humain, la source de la vie, un jardin est beau quand il est peublé par des fleurs des arbres, de végétaux... de couleur, de forme de genre différents, imaginons un monde où il n'y a qu'une seule race, une seule culture, une seule

mode de vie, un seul système... combien de monde serait ennuyeux, monoton, misérable, vide de toute beauté... bref inhumain, la différence, la pluralité constituent le trésor de notre vie d'homme pourquoi donc l'appauvrir? cet appauvrissement est ce qui nous fait craindre la mondialisation. donc luttons ensemble pour un monde vraiment humain, où la différence à son droit, ou la pluralité fait la loi, où la raison regisse nos rapports entre être humain, où la force, la puissance perd sa raison d'être, où les peuples du monde entier puissent enfin se dialoguer par leur différence et leur pluralité enrichissent une civilisation vraiment humaine. sans craindre les embargos, ni l'invasion ni les missiles, ni les bombes atomiques ni les port-avions.

Certainement ce projet est difficile à réaliser mais il mérite tout éffort et toute sacrifice.

11

Appel aux hommes: un fondamentalisme peut cacher un autre

Ces jours-ci, on parle, peut-être, trop, du fondamentalisme, et de son corolair le terrorisme, et même, lorsque l'on ne prononce pas explicitement le terme religieux, on laisse entendre, assez souvent que le fondamentalisme est exclusivement religieux ainsi, dans presque tous les discours on donne aux fondamentatlismes une resonence religieuse.

Que le fondamentalisme est devenu, pour beaucoup, exclusivement religieux, et la religion monople le fondamentalisme, cela peut cacher un autre fondamentalisme.

Cette attitude, vis-à-vis le fondamentalisme est absurde autant que dangereuse, sinon fondamentaliste, car en s'attaquant à un fondamentalisme dit religieux, elle laisse libre cours à un autre fondamentalisme.

Evidement par ce que je viens d'avancer je n'ai pas l'intention de défendre le fondamentalisme religieux, prejudicable à l'esprit même de la religion. et bien que je suis tout à fait d'accord pour soutenir tout effort contre le fondamentalisme, dit religieux, mais en même temps je suis convaincu que la religion quelque soit, ne monopolise pas de tout le fondamentalisme. le fondamentalisme religieux moins avis, n'est qu'un fondamentalisme parmi d'autres,

peut-être, plus dangereux que le fondamentalisme religieux, ma conviction n'est pas sans preuve.

Donc, si je suis résolement contre le fondamentalisme religieux, je le suis à partir d'une compréhension de phénomène fondamentaliste, plus large, et plus profonde, et qui m'interdit de réduir le phénomène fondamentaliste à son aspect religieux uniquement.

Pour la démontrer, il faut commencer par la mise entre paranthèse du fondamentalisme religieux et essayer de définir, avec exactitude, ce qu'est le fondamentalisme en soi, indépendement de ses manifestations. cela nous sert non seulement de comprendre le phénomène fondamentaliste, mais aussi pour bien cibler notre lutte contre lui dans toutes ses manifestations. car le fondamentalisme peut apparaître sous différents aspects, il peut être religieux, mais aussi peut apparaître sous d'autres aspects non religieux.

Qu'est ce que le fondamentalisme?

En pref, à mon avis, toute attitude, que ce soit théorique ou pratique:

- Qui se pose sur la pretention de la possession de la vérité.
- Pour qui il n'ya qu'une seule vérité, sa vérité.
- Qui, par conséquence, refuse aux autres le droit de voir les choses autrement, c'est-à-dire d'être autres et d'avoir le droit à la différence.
- Qui se pose, radicalement, comme négation de l'autre.
- Qui prétend avoir le droit d'imposer sa vérité aux autres.

Est une attitude fondamentaliste.

Cette attitude par essence, fondamentaliste, peut se manifester sous un aspect religieux, quand certains aspects d'une religion, croyant en possession de la vérité absolue, que les autres ne

possèdent pas, se donnent le droit, et le devoir d'imposer leur vérité aux autres.

Mais la même attitude peut se manifester sous d'autres aspects aussi... elle peut bien être politique économique... etc. les autres seront les mecreants les fidèles, les ingrats les incroyants.

Donc l'attitude fondamentaliste n'est pas exclusivement religieuse, on peut la trouver dans le domaine religieux, mais aussi on peut la trouver dans le domain politique, et dans le domain économique, les faits ne manquent pas pour le démontrer.

Ainsi on peut parler, sans avoir peur de se tromper, de mondialisation fondamentaliste, en ce que:

- La mondialisation économique est, essentiellement négation de la différence et de la diversité à l'échelle mondiale.
- imposition de l'uniformation des cultures des peuples de monde entier.

Les effets de la mondialisation économique, en tant que négation de l'autre depassent le domain économique pour englober le domain social et culturel.

On n'a pas besoin de tant d'analyses et de preuves, pour demontrer l'existence du fondamentalisme libre échangiste qui se fonde sur le marché comme vérité unique et absolue, qui exclue toute différence et n'admet aucune concurrence, bien qu'il se prétende idéologie de la concurrence.

Le fondamentalisme religieux agit par le sang, la violence, et l'exclusion, au nom de dieu, le fondamentalisme économique agit de la même manière, mais tranquillement, au nom de la liberté du marché, et si les dangers du fondamentalisme religieux sont claires et immédiats, la mondialisation conduira à la formation d'un totalitarisme monstrueuse, parce qu'elle se croit seule avoir raison contre tous, en accorde avec la marche de l'histoire, son histoire-etle progré scientifique, non seulement dans le domaine

économique, mais aussi dans le domaine social et culturel. et quand elle impose, souvent par la force militaire, l'ouverture des marchés nationaux elle se sent dans son plein droit, de son point de vue elle la fait dans l'intérêt des peuples, parce-que les peuples ignorent leurs intérêts.

Les éléments que nous avons tirés de l'analyse de l'attitude fondamentaliste, nous les trouvons dans l'attitude mondialiste:

- La mondialisation se pose sur le principe du marché en tant que vérité unique et absolue.
- En conséquence elle exclue toute différence et n'admet, en réalité, aucune concurrence.
- En plus elle voit de son devoir d'imposer ce principe aux autres, même par la force.

Ainsi l'ouvertute forcée des marchés nationaux lui apparaît comme devoir sacré dans la théologie de la mondialisation.

Qu'est-ce que le new libéralisme?

- C'est le retour aux sources aux fondements- du libéralisme pur et dur.
- C'est la croyance en lui en tant que vérité unique et absolue.
- C'est aussi la volonté de l'imposer aux autres malgré bon gré.

Ce sont les mêmes critères que nous rencontrons dans le fondamentalisme religieux, lui aussi se veut retour aux sources - aux fondements- d'une religion pure et dure, et croyance en elle, telle qu'elle est vue par les fondamentalistes. en tant que vérité unique et absolue, et la volonté de l'imposer aux autres, par la force, s'il le faut.

Les fondamentalistes religieux, se croyant posséder la vérité, que les autres ne possèdent pas, se donnent le droit de l'imposer aux autres, pour eux c'est un devoir sacré.

Ainsi dans le fondamentalisme religieux, comme dans le

fondamentalisme libre échangiste, la croyance légitime la terreur. les new libéraux ne font que ce que les fondamentalistes religieux font.

Bien que le new libéralisme erige la concurrence, théoriquement, comme principe absolu et arme de combat, il est, dans la réalité négation de toute concurrence, et de toute pluralité.

Le fondamentalisme, dit religieux, apparaît quand une société se voit diriger vers un avenir dont elle ignore les forces motrices, et ne peut ni empêcher cette marche, ni la contrôler, ni remedier ses méfaits, la tendance fondamentaliste est ainsi expression et refus d'impuissance, la volonté du retour aux fondements exprime cette impuissance face à un avenir immaitrisable et tentative d'arrêter cette marche par le retour à l'état précédent, sa violence exprime le refus de l'impuissance.

Les forces metaphisyques auxquel font recours les fondamentalistes religieux, apparaissent, à leurs yeux capables d'empêcher les changements non voulu, où de moins les maîtriser et contrôler leur marche.

Parce que les facteurs de changement que subi la société sont ambigue, mystérieux, incontrôlable, les fondamentalistes cherchent des forces aussi mystérieuses, ambigues autant que puissantes, pour resister aux transformations de la société dont ils ont peur et sans pouvoir les maîtriser ni orienter leur marché.

Le libéralisme, dans sa tendance fondamentaliste, n'est différent du fondamentalisme religieux que par le contenu de la peur.

Le liberalisme, en face de la monte de la puissance des travailleurs et de leurs organisations, appuié par l'efficacité grandissante de la démocratie ne peut que craindre le pire. ce qui fait prévoir des changements politiques et sociales, dont les conséquences et les effets sur le capitalisme sont imprevisibles.

Cela conduit le liberalisme à l'intolerance, et à l'intrangisance, et la volonté du retour aux fondements pour mieux faire face au nouvel état social, en pref pour lui toute tolérance, toute modération, face à l'adversaire, présent, un danger mortel.

Si la puissance des travailleurs, et leur organisations, et la radicalisation de la démocratie apparaissent, aux yeux des libéraux, terribles, et -leur font peur, et signe avant courir d'un catastrophe immanent, ce qui se traduit, chez eux par une attitude pure et dure, pour le fondamentalisme religieux, la mondialisation du marché présente une puissance mystérieuse, armée par technologie ultra sophistiqué, devant laquelle la tolérence, la modération sont inacceptable, et ne peuvent être que rejeter.

Sommes-nous entre deux fondamentalismes qui se disputent le monde?

Le combat, mené, actuellement, sous différents aspects, contre le fondamentalisme dit religieux peut bien servir les tentatives visant cacher et faire passer un autre fondamentalisme aussi dangereux que nefaste pour toute l'humanité, et qui n'est pas moins brutal que le fondamentalisme religieux.

- Les deux fondamentalismes attaquent l'état national, le fondamentalisme du marché y voit un obstacle qu'il faut détruire, et le fondamentalisme religieux attaque son impuissance face au marché.
- Les deux attaquent la démocratie, l'un au nom des lois du marché, l'autre au nom de légitime théologique.
- Les deux se moquent de la justice sociale, et méprisent le citoyen -l'homme- mais sans citoyen il n'y a pas de démocratie.

Cette démocratie est attaquée de deux côtés le fondamentalisme du marché l'attaque au nom de l'efficacité économique, et le fondamentalisme religieux le fait au nom des principes transcendents qui depassent l'homme.

Cela signifie que la lutte contre une seule manifestation de fondamentalisme ne mettra pas fin au fondamentalisme.

Ainsi quand nous saiserons ce qu'est le fondamentalisme, en soi, avant qu'il soit tel ou tel, nous decouvrirons, peut-être que le combat contre le fondamentalisme religieux n'est en réalité, que combat entre deux fondamentalismes, l'un religieux, l'autre libre-échangiste, et en plus nous découvrirons que le fondamentalisme religieux, actif, ces jours-ci, trouve sa raison et sa force dans la radicalisation du fondamentalisme du marché: le monotheisme religieux replique au monotheisme du marché.

Le fondamentalisme religieux, actif aujourd'hui exprime .- d'une part le refus radical de la marchandisation du monde et des relations humaines et de l'autre part la peur des valeurs spirituelles face à la propagation des valeurs du marché.

Le fanatisme et l'extrémisme qui caractérisent les valeurs spitiruelles aujourd'hui, indiquent le sentiment du danger que subi ces valeurs face de la monté de la mondialisation économique. ainsi il n'est pas exclu que le fondamentalisme religieux soit, en grand parti réaction contre l'arrogance de la mondialisation de ses institutions, et contre la pauvreté, le chomage qu'elle propage mondialement, et contre le dementellement de service publique et social, et contre l'accumulation de la richesse aux mains d'une minorité grâce à la privatisation et l'impuissance de l'état et de la démocratie à l'échelle mondiale.

Quand la mondialisation affaiblit l'état, et dévalorise les valeurs de la démocratie et de la citoyenneté et bafoue le contrat social. et meprise la justice sociale, elle laisse les ports grandes ouvertes devant le fondamentalisme dit religieux, la privatisation de secteur publique, n'est au fond que privation de l'état ainsi a un fondamentalisme libre échangiste, répond à un autre fondamentalisme religieux.

Voulons-nous des temoignes?

Je n'en cite qu'un, il n'est ni de gauche ni théoricien, Georges sors, est spiculateur, et profondement capitaliste, et qui n'est pas homme de cœur, et pour cela il connait la cuisine de la mondialisation de l'intérieur, et lui donner le nom qu'elle mérite: integrisme des marchés(*).

Ces integristes des marchés, ne sont pas, au fond, différents des integristes religieux, parce-que, pour eux le marché devient dieu et ils se sentent invistie d'une mission sacrée qui ligitime, à leurs yeux l'imposition de marché, même par la force militaire.

Donc, il faut que nous soyons conscient pour que l'un ne nous utilise pas, dans son combat contre l'autre, ne nous trompons pas il n'est pas notre combat, si nous ne sommes pas partisans ni de libre échangiste néolibéral, ni de fondamentalisme religieux, car l'un des deux fondamentalismes peut bien écraser l'autre, mais dans les deux cas nous sommes les grands perdents.

Si nous n'y prendrons pas garde, toute l'humanité en souffrira durement, et elle fera les frais d'un combat horrible, autant qu'absurde, entre deux fondamentalismes qui se disputent l'hégémonie sur le monde, donc sur nous.

La lutte contre le fondamentalisme, dit religieux, seule, n'apporte pas de remede aux maux, qui sont derrière son apparition, et cette lutte sera, certainement au profit de l'autre fondamentalisme. qui, au fond, n'est, ni moins dangereux ni moins néfaste que le fondamentalisme religieux et de toute façons n'est pas de notre intérêt.

(*) George Sorse:

- La crise du capitalisme mondial: l'integrisme des marches. Plan, 1999, Paris.
- Guide critique de la mondialisation, plan 2002 paris.
- Pour l'Amérique contre Buch dunord 2004 Paris.

Il faut que nous soyons conscient, pour que l'un ne nous utilise pas, dans son combat contre l'autre.

Nous devons combattre les deux fondamentalismes pour un monde autre, un monde deversifié, et pluriel, où aucun fandamentalisme n'aura ni de place, ni raison d'être.

12

ISRATINE Pour mettre fin aux souffrances des uns, et à l'insecurité des autres

Pendant des longs sciècles, Arabes, musulmans, Chretiens et juifs, vivent ensembles, non seulement en Palestine mais aussi dans plusieurs pays arabes.

Lorsque des juifs étaient expulsés d'Espagne, et persecutes dans certains pays d'europes, ils ont trouvé refuge et protection chez les arabes, ce sont des faits historiques.

Bien sûr, personne ne saurait pretendre que cette vie commune était sans aucun problème, car il est tout à fait normal, que lorsque des groupes d'hommes vivent ensemble, certains heurts ne sont pas évitables.

Pourtant, il faut le reconnaître, et même des juifs l'ont fait, ces heurts ne sont pas, généralement, dus, ni à la différence religieuse, ni à cause de la race, puisque des heurts et des problèmes se produisent même à l'intérieure de la communauté arabe, musulmane et chretienne.

Tout cela était de l'existence normale, et de la vie quotidienne.

Parlons nous de l'injustice où de la persécution qui se sont manifestes pendant cette coexistence?

En réalité, l'injustice où la persécution qui se sont manifestes,

ne distinguent pas arabes et non arabes, musulmans et non musulmans, juifs et non juifs, il y avait, si je peux dire, égalité de tous devant l'injustice et dans la persecution. parcequ'il s'agit de système politique qui encadrait leur vie ensemble, et dont l'injustice ne distingue pas entre les sujets, donc l'injustice et la persécution n'étaient, généralement, ni raciale, ni religieuse.

Les arabes ne connaissent pas le racisme et surtout pas l'anti-semitisme ce n'est pas uniquement parce-que leur religion l'interdit catégoriquement, mais aussi parce-que l'islam, comme les chrestianisme reconnaîssent le judaisme en tant que religion revelée, ensuite parce-que les arabes se considèrent comme semites, il est donc impensable et immaginable que des semites soient anti-semites.

Malheureusement cette coexistence est boulversée, rendue, difficile voir même impossible par l'apparition de trois facteurs.

- L'immigration massive des juifs non palestiniens vers la palestine.
- L'explusion massive des palestiniens de leurs terres.
- La création d'un état juif.

L'immigration des juifs non palestiniens, venus de tout part, et l'expulsion des palestiniens de leur terres, est senti comme injustice, par les palestiniens et les arabes et empoisone les relations arabo-juive, presque, partout, et la création d'un état, fondé sur la religion fait confondre l'occupation avec la religion juive, pourtant la lutte des arabes n'est pas anti-semitisme. mais contre l'occupation et l'injustice qui leur est infligée.

Bien sûr, le peuple palestinien, a indiscutablement, le droit à un état qui lui soit propre, mais il faut considérer le problème dans sa totalité. la création d'un autre état, sera forcement fondé sur le facteur ethnique, en replique à l'état religieux juif, car l'état juif oblige l'autre état à être ethnique. et ainsi encourage le

fondamentalisme et l'extrimisme religieux de deux cotés. parce-que on ne peut pas refuser à hamas, ce que fonde l'état juife ce qui rendra la coexistence de deux états difficiles.

En plus, et surtout, cet coexistence sera difficile, parce-qu'il y a, chez les palestiniens un attachement profond, à certains endroits qu'ils considèrent leur terres héréditaires, dont ils sont chassés par la force, mais il ya aussi un attachement religieux, des juifs, à certains endroits, dans l'état palestinien de futur, que les juifs considèrent comme leur appartient.

Le facteur religieux, sur lequel se fonde l'état juife, et l'attachement d'un parti à l'autre, fait que les deux partis de la Palestine inséparable et rend la solution de deux états insensée, car chacun de deux partis, revendique ce qu'appartient à l'autre, et les frontières, qui sensées les separé, leur apparaît comme privation de l'un comme de l'autre, et le facteur religieux complique encore plus cette situation exclusive.

Bien que le droit de peuple palestinien à un état, soit tout à fait légitime et ne peut pas être mis en doute. mais l'heure n'est pas à la discution théorique, ni à la justification historique, l'ampleur de la tragédie ne nous laisse pas le temps il y a tant de victimes et de souffrance.

Donc il faut, de tout urgence, trouver une solution, qui évite à deux partis l'effusion de sang, et qui peut mettre fin à cet engrenage assez meurtrieret qui relève la souffrace des uns, et garanti la sécurité des autres, car la souffrance des uns, ne garanti jamais la sécurité des autres.

L'affrontement qui dure depuis plus de cinquante ans, prouve que, les juifs ne peuvent pas, même s'ils le souhaitent, exterminer le peuple palestinien, ni les palestiniens ne peuvent mettre les juifs hors de la palestine.

Il faut donc, conclure, de ce constat ce qu'il faut: palestiniens

et juifs, sont condamnés à vivre ensemble, en guerre où en paix, destruction mutuelle où cooperation.

Si cet engrenage de violence perdu, non seulement le nombre des victimes augmente chaque jour, mais aussi il risque d'embrasser toute la région, et au dela region, menace, serieusement la paix et la sécurité du monde, et engendre la haine, et le choc des civilisations parce-que les palestiniens, ont le droit de resister par n'importe quel moyen, il est tout à fait insensé que l'occupation choisis les moyens par lequels en lui resiste, et le peuple arabe, et les musulmans, partout, ne peuvent pas rester, les mains croisés devant la soufrance du peuple palestinien les évènements, que nous assestons dans ce monde en témoignent.

Heureusement la solution recherchée existe, le livre blanc nous la propose: un seul état, laique et démocratique, où arabes, musulmans, chretiens et juifs, seront des citoyens égaux, si à chacun sa religion l'état est pour tous.

Mais l'existence de solution ne suffit peut-être pas. il faut convaincre, surtout l'état juif, et les juifs, que l'avenir et la sécurité des juifs, n'est pas dans une guito, même trés bien armé, et possédant des armes de destruction massive, qu'il ne peut utiliser qu'en cas de suicide, mais dans un état où tous: arabes, musulmans, chretiens et juifes, jouissent de même droit, où tous retrouverons la coexistence de jadis, où le conflit cède la place à la coopération.

Les sages doivent intervenir, et la raison doit dire son mot, pour faire cesser cette tragédie singlante, et pour mettre fin aux souffrances des uns et à l'insécurité des autres.

Tant que les palestiniens souffrent, et leur droit constamment vidé, les juifs de la palestine ne seront en sécurité c'est un fait incontestable.

La souffrance des uns, et l'insécurité des autres engendre un

engrenage de violence dont chacun renvoit la responsabilité à l'autre, ce qui met les deux en cèrcle vicieux, où une société agressive, en quette de la sécurité, terrorise et dévalorise l'autre.

L'autre agressé, terrorisé ne peut pas être démocratique, et parcequ'il est dévalorisé par l'occupation ne peut repliquer que violement privé de structure d'état, les individus seront incontrolable.

Ainsi la souffrance des uns augmente l'insécurité des autres, et l'insécurité de l'autre augmente la souffrance des premiers, il est temps de mettre fin à cet engrenage.

Alors pour mettre fin aux souffrances des uns. et à l'insécurité des autres, le livre blanc nous propose la solution: un seul état c'est un choix historique: un seul état laique et démocratique.

Toute hésitation devant ce choix, tout ajournement de cette solution, nous coutera trés chère, nous arabes et juifs, plus de victimes, plus de destruction, et plus de haine ravageuse, que nous aurions pu nous dispenser si nous faisons ce choix, si nous adoptisons cette initiative que nous offrons le livre blanc, il faut la saisir.

13 En guise de conclusion

Mettre en évidence le danger nucléaire, et les autres armes de destruction massive, condamner la terreure nucléaire et ses conséquences nefastes sur la vie toute entière, tout le monde peut y être d'accord, aucune objection ne peut-être, en principe, justifier.

Mais en luttant contre les tentatives de certains pays de posséder les armes de destructions massives, on oublie, consciemment ou inconsciemment, les pays qui les possèdent déjà, et terrorisent. par là le reste du monde on ne rend pas compte que la possession des armes, dit destructions massives, par certains pays, est la raison qui pousse les autres pays d'en faire le même. c'est justement la peur des armes de destructions massives qui pousse a en posséder.

La possession des armes de destruction massive, par certains pays, connus par leur tendance imperialiste, tandis que des autres pays n'en possèdent pas, crée un désequilibre dans le rapport des forces sur le plan international, et met la plupart des pays à la merci des pays possesseur des armes de destructions massives ainsi l'instabilité mondiale sera inévitable, et oblige ceux qui ne les possèdent pas. à en posseder, côut que côut, pour preserver leur independance et leur souveraineté.

Si nous voulons un monde liberé des armes de destructions massives, nous devons commencer par nous débarasser de ce qui existe, ainsi les autres pays n'aurons ni raison ni justification dans leurs tentatives de posséder ces armes. car, aprés tout, la peur des armes existent déjà, qui pousse à en posséder, et le cercle sera ainsi infernal.

Le danger qui représente les tentatives de certains pays, n'est encore que vertuel, une possibilité n'est pas encore réalisée, tandis que le danger que présente les armes existants est tout à fait reel, alors il est contradictoire de lutter contre un danger vertuel, et de laisser courir un danger tout à fait réel et concret.

La terreur nucléaire, en plus, est générale, elle n'a ni limite ni frontière pourtant, elle reste une préocuppation occidentale y compris les états unis d'amérique, pour le reste du monde, il y a d'autres préoccupations plus urgentes, et d'autres forme de terrorismes plus immédiates, a combattre, c'est la pauvreté et le sous developpement, c'est ainsi le terrorisme d'état pratiqué par des états puissants, comme les état unis, et l'état sioniste parmis àutres.

On a mentionné, a plusieurs fois, les mouvements de libérations nationals, en tant que la violence à laquelle font recours, et légitimes, l'occupation, la colonisation rend légitime la violence libératoire des mouvements des liberations nationals, sur ce point il n'y a pas d'objection possible.

Mais il y a aussi d'autres formes de mouvements de libération, et qui ne moins importants ni moins légitimes, que les mouvements de libération nationals, je parle de mouvement de libérations sociales et d'émanticipation politique et économique.

Le terrorisme est le recours à la force dans les rapports politiques économiques et sociales, sur le plan national, comme sur le plan international, mais au lieu de condamner ceux qui se

revoltent contre l'injustice et l'humiliation, il faut condamner ceux qui sont la source de l'injustice, et de l'humiliation.

On parle, si souvent, des civils qui tombent victimes d'action mené contre leurs gouvernements par ceux qui se sentent opprimés et persécute par ces gouvernements. ces victimes sont-ils vraiment innocents?

Si les gouvernements, dit démocratique, qui opriment, persécutent, colonisent les autres peuples, sont vraiment démocratique, cela signifie que le gouvernement est le résultat d'un choix fait par toute la société et par conséquent, tout la société en porte la responsabilité. donc chaque citoyen est totalement responsable des actions du gouvernement qui resulte de son choix, donc il n'y a pas d'innocents.

Ou bien la société n'est pas responsable, et les citoyens sont innocents, donc leur gouvernement n'exprime pas un choix démocratique, et de fait les gouvernements dit démocratiques qui opriment, colonisent, un autre peuple, ne sont pas démocratique.

Ainsi se pose un choix radical: où les citoyens sont innocents, et n'ont aucune responsabilité dans les actions de leur gouvernement envers les autres peuples, donc le gouvernement n'est pas démocratique.

Ou le gouvernement est démocratique, donc chaque citoyen, par son choix politiqe, porte la responsabilité des actions de son gouvernement, donc il n'est pas innocent.

Pour un peuple opprimé, humilié, colonisé les citoyens des états, colonisateurs, oppresseurs assument l'entière responsabilité, et si les militaires de ces états exercent l'oppression la pression, et la violence directe, sur ce peuple colonisé, les citoyens de ces états exercent eux aussi une pression, oppression, une violence indirecte, sur le peuple colonisé par leur choix de gouvernement.

حسن أبو يوسف اللويبي

متاح للتحميل ضمن مجموعة كبيرة من المطبوعات من صفحة

مكتبتي الخاصة

على موقع ارشيف الانترنت

الرابط

https://archive.org/details/@hassan_ibrahem

حسن أبو يوسف اللويبي

المركز العالمي لدراسات وأبحاث الكتاب الأخضر